

Rapport du Secrétaire général aux ministres 2011



**Rapport du Secrétaire général
aux ministres
2011**

Photos et illustrations

Toutes les photos sont ©OCDE sauf :

Page 8, ©REUTERS/Charles Platiau
Page 9, ©REUTERS/Lehtikuva Lehtikuva
Page 11, ©Xinhua/Pang Xinglei
Page 11, ©REUTERS/Nicky Loh
Page 13, ©REUTERS/Nicky Loh
Page 18, ©REUTERS/Gonzalo Fuentes
Page 34, ©REUTERS/Pool
Page 35, ©REUTERS/Toby Melville
Page 36, ©Government of Japan
Page 36, ©Susan Fridy
Page 37, © Santiago Salmerón
Page 37, ©The White House
Page 38, ©REUTERS/Gonzalo Fuentes

Publications : les titres de publications en italique sont en vente via la librairie en ligne de l'OCDE : www.oecd.org/librairie

Ce rapport est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

Also published in English under the title
Secretary-General's Report to Ministers 2011

Table des matières

VUE D'ENSEMBLE

L'OCDE en quelques mots	4
Résumé	6
L'OCDE à 50 ans : Des politiques meilleures pour une vie meilleure	8
Pour plus d'impact, d'intégration et de pertinence	27
Cabinet du Secrétaire général	32
Le 50^e anniversaire de l'OCDE	34
Réunion 2010 du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres	38
Gestion financière et budgétaire	45
Organigramme	46

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Direction de la coopération pour le développement	50
Département des affaires économiques	52
Direction de l'éducation	54
Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales	56
Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local	58
Direction de l'environnement	60
Direction des affaires financières et des entreprises	62
Direction de la gouvernance publique et du développement territorial	64

Direction de la science, de la technologie et de l'industrie	66
Direction des statistiques	68
Centre de politique et d'administration fiscales	70
Direction des échanges et de l'agriculture	72
Centre pour la coopération avec les non-membres	74
Unité de Coordination G20/G8	76
Direction des relations extérieures et de la communication	78
Direction exécutive	80
Audit interne	81
Direction des affaires juridiques	82
Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif	83

AGENCES DE L'OCDE ET AUTRES ENTITÉS SPÉCIALES

Centre de développement	86
Agence internationale de l'énergie	86
Agence pour l'énergie nucléaire	87
Forum pour le partenariat avec l'Afrique	88
Groupe d'action financière	88
Forum international des transports	89
Partenariat pour la gouvernance démocratique	89
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	90
Comité consultatif économique et industriel	91
Commission syndicale consultative	91

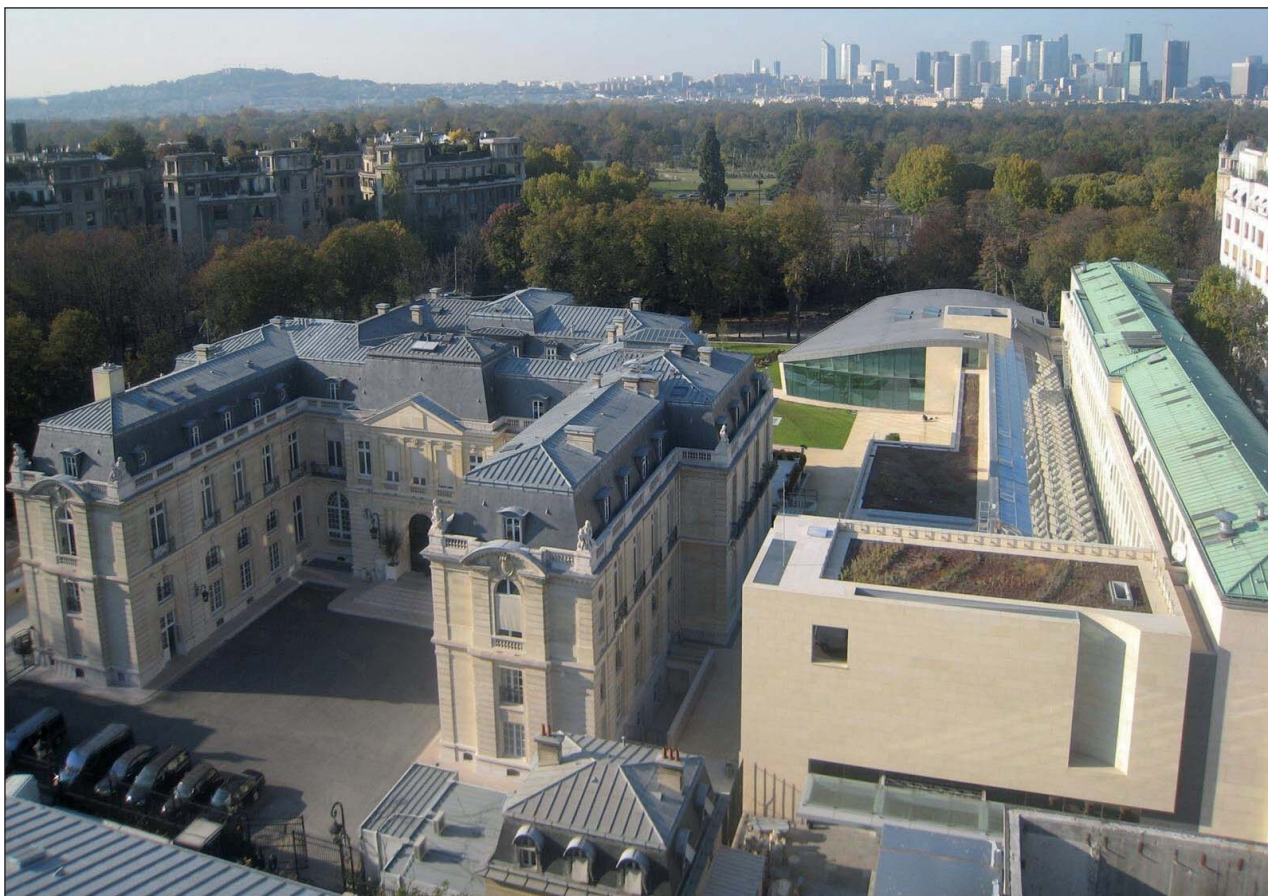
L'OCDE en quelques mots

www.oecd.org/apropos

webmaster@oecd.org

Alors qu'elle célèbre son 50^e anniversaire, l'OCDE compte désormais 34 pays membres. En 2010, elle a accueilli quatre nouveaux pays membres (le Chili, la Slovénie, Israël et l'Estonie), et elle conduit actuellement des négociations d'adhésion avec la Russie. Le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud participent à des activités de l'OCDE à travers un programme d'Engagement renforcé fondé sur l'intérêt mutuel. L'Organisation travaille également avec plus d'une centaine d'autres économies.

L'OCDE offre aux gouvernements et aux diverses parties prenantes un forum qui leur permet d'analyser les situations en observant les faits, de comparer et de partager leur expérience politique, d'identifier les bonnes pratiques et de promouvoir les conclusions et les conseils d'experts. La coopération, le dialogue, le consensus et l'examen par les pairs sont au cœur des méthodes de l'OCDE pour tracer la voie d'une économie et d'une société mondiale plus fortes, plus saines et plus justes. L'OCDE offre aux responsables politiques son expertise sur les défis à relever à court et à long terme, tout en identifiant les enjeux émergents et les politiques aptes à y répondre.



L'OCDE est l'une des sources les plus importantes et les plus fiables au monde de données statistiques comparables sur l'économie, le commerce, le travail, les migrations, la santé, l'environnement ainsi que sur de nombreux autres sujets. Elle a établi de nombreuses normes mondiales, des conventions internationales, des accords et recommandations promouvant des règles du jeu dans de nombreux domaines, comme la gouvernance et la lutte contre la corruption, la responsabilité des entreprises, l'aide au développement, l'investissement mondial, la fiscalité internationale ainsi que l'environnement. De nombreux pays partenaires adhèrent à ces accords.

L'Organisation travaille en étroite collaboration avec des acteurs non-gouvernementaux qui jouent un rôle politique majeur, notamment les parlementaires, les entreprises, les syndicats et les groupes de la société civile, en entretenant des relations suivies et en organisant des forums publics internationaux. Ces parties prenantes tirent parti des travaux de l'OCDE et y apportent de précieuses contributions.

L'OCDE contribue activement au processus du G20, notamment sur des enjeux tels que la lutte contre la corruption, l'investissement, la fiscalité, l'éthique des affaires, l'environnement, le développement, la réduction de la pauvreté et l'emploi. ■

Pays membres de l'OCDE : Ambassadeurs auprès de l'OCDE* et dates d'adhésion

www.oecd.org/paysmembres

Allemagne	Son Excellence M. Johannes Westerhoff	1961	Italie	Son Excellence M. Carlo Maria Oliva	1962
Australie	Son Excellence M. Christopher Langman	1971	Japon	Son Excellence M. Motohide Yoshikawa	1964
Autriche	Son Excellence M. Wolfgang Petritsch	1961	Luxembourg	Son Excellence M. Georges Santer	1961
Belgique	Son Excellence M. Chris Hoornaert	1961	Mexique	Son Excellence M. Agustín García-López Loaeza	1994
Canada	Son Excellence Mme. Judith LaRocque	1961	Norvège	Son Excellence M. Harald Neple	1961
Chili	Son Excellence Mr. Raúl Sáez	2010	Nouvelle-Zélande	Son Excellence Mme. Rosemary Banks	1973
Corée	Son Excellence M. Hur Kyung Wook	1996	Pays-Bas	Son Excellence M. Edmond H. Wellenstein	1961
Danemark	Son Excellence M. Poul Erik Dam Kristensen	1961	Pologne	Son Excellence M. Pawel Wojciechowski	1996
Espagne	Son Excellence Mme. Cristina Narbona Ruiz	1961	Portugal	Son Excellence M. Eduardo Ferro Rodrigues	1961
Estonie	Son Excellence M. Marten Kokk	2010	République slovaque	Son Excellence Mme. Iveta Hricová (<i>ad interim</i>)	2000
États-Unis	Son Excellence Mme. Karen Kornbluh	1961	République tchèque	Son Excellence M. Karel Dyba	1995
Finlande	Son Excellence M. Antti Kuosmanen	1969	Royaume-Uni	Son Excellence M. Dominic Martin	1961
France	Son Excellence M. Roger Karoutchi	1961	Slovénie	Son Excellence M. Andrej Rant	2010
Grèce	Son Excellence M. Nikolaos Tatsos	1961	Suède	Son Excellence M. Mats Ringborg	1961
Hongrie	Son Excellence M. István Mikola	1996	Suisse	Son Excellence M. Stefan Flückiger	1961
Irlande	Son Excellence M. Paul Murray	1961	Turquie	Son Excellence M. Ahmet Erozan	1961
Islande	Son Excellence Mme. Berglind Ásgeirsdóttir	1961			
Israël	Son Excellence M. Nimrod Barkan	2010	Union européenne	Son Excellence Mme. Laurence Argimon-Pistre	1961

* depuis avril 2011

Candidat à l'adhésion

www.oecd.org/adhesion

Fédération de Russie

Pays de l'Engagement renforcé

www.oecd.org/engagementrenforce

Afrique du Sud
Brésil
Chine
Inde
Indonésie



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

Résumé

Orientations stratégiques pour 2011 et au-delà : Définir les priorités pour les 50 prochaines années

Nous célébrons le 50^e anniversaire de l'OCDE précisément au lendemain de la pire crise économique et financière que nous ayons connue en l'espace d'une génération. Ce moment sonne comme une invitation à faire le point et à nous interroger : pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à éviter la crise ? Que faut-il faire pour prévenir une autre crise ? Nos théories économiques, nos modèles économiques et nos hypothèses de départ ont-ils toujours cours ? Comment devons-nous adapter notre mandat pour pouvoir remplir notre mission résumée dans la formule « Des politiques meilleures pour une vie meilleure » ?

Nous ne pourrions nous satisfaire d'un simple retour à la croissance. Nous devons tirer tous les enseignements possibles de la crise et nous devons le faire dans un contexte caractérisé par le changement climatique, des niveaux de chômage élevés, en particulier parmi les jeunes, un creusement des inégalités, de lourds déficits budgétaires et un gonflement très marqué de la dette cumulée. Le modèle de croissance économique que nous devrions défendre doit être choisi en tenant compte de son impact sur l'environnement, de sa capacité redistributive et de ses répercussions à l'échelle internationale sur les échanges, l'investissement et les migrations. Nous devons remettre en cause les idées reçues, y compris nos propres idées, et tracer de nouvelles voies pour aborder tous ces enjeux. Après tout, nous sommes l'institution qui a su attirer l'attention des responsables sur l'aggravation des inégalités. Nous sommes l'institution qui a mis au point des outils économiques permettant de mieux gérer l'environnement. Et nous sommes aussi l'institution qui évalue, mesure et analyse les évolutions et les politiques démographiques et migratoires. C'est pourquoi nous devons nous servir des atouts dont nous disposons pour proposer des solutions ambitieuses aux problèmes qui nous sont posés.

Il ne fait aucun doute que la croissance demeure le principal moteur de la création d'emplois et de richesses. L'équité et l'ouverture des marchés, la concurrence et l'innovation sont assurément des facteurs déterminants pour la croissance, mais nous avons aussi besoin d'un modèle de croissance plus solidaire et plus vert reposant sur des institutions solides. La recherche de nouvelles sources de croissance qui soient également « plus vertes », plus équitables et plus « respectueuses de l'égalité homme-femme » est devenue notre objectif commun pour surmonter les effets de la crise. Toutes nos stratégies doivent viser l'emploi et la création d'emplois. Les travaux de l'OCDE sur l'emploi, l'éducation, les compétences et les politiques sociales ont fait d'elle un allié de choix des travailleurs et des entreprises ainsi que de toutes les parties prenantes concernées par la création d'emplois, l'égalité des chances et une meilleure participation de tous. L'Organisation doit continuer sur cette voie. Le ciblage des mesures de soutien sur les plus vulnérables, l'emploi,

les compétences et l'éducation afin de garantir l'employabilité tout au long de la vie doivent demeurer au cœur de nos activités. Nous devons donner la priorité aux cinq « E » : emploi, entrepreneuriat, éducation, environnement et égalité. Si nous voulons que nos travaux gagnent en efficacité et en pertinence pour nos concitoyens, notre appel à « penser structurel » doit s'accompagner d'un appel à « penser social ».

Comme cela est clairement ressorti de la réunion ministérielle sur la politique sociale qui vient d'avoir lieu, il sera capital pour la croissance et le développement futurs que nous parvenions à surmonter les inégalités en menant des politiques sociales ciblées et des politiques en faveur de la famille et de l'égalité entre les sexes, en encourageant la solidarité intergénérationnelle et en investissant dans l'avenir de nos enfants. Nous devons mettre encore plus l'accent sur nos relations avec les partenaires sociaux pour atteindre ces objectifs partagés. Nous continuerons d'étudier de nouveaux moyens et de mettre au point des techniques pour suivre l'évolution de la qualité de la vie de nos concitoyens et de leur degré de satisfaction, et à évaluer la performance de l'État en tant que fournisseur de services et biens publics. Les avantages d'une convergence, à terme, entre ces deux axes de travail pour la qualité des politiques publiques constituent une évidence.

Dans le nom de l'OCDE, le « D » fait référence au développement qui est donc une priorité stratégique de l'Organisation. L'OCDE doit tout mettre en œuvre pour promouvoir des politiques cohérentes au service du développement. Dans la lutte contre la pauvreté, dans nos efforts pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et améliorer les conditions de vie des individus, nous devons adopter une perspective d'ensemble et mettre à profit notre savoir-faire dans divers domaines de l'action publique. Nous proposons donc que les participants à la réunion ministérielle du 50^e anniversaire œuvrent à l'élaboration d'une stratégie plus large de l'OCDE pour le développement.

Il est également essentiel d'échanger connaissances, analyses et conseils avec nos partenaires des économies émergentes et des pays en développement. Les économies émergentes sont à présent les principaux moteurs de la croissance mondiale et une collaboration resserrée avec ces économies ne peut avoir que des résultats positifs pour les uns et les autres. Les normes que nous définissons et nos expériences, bonnes ou mauvaises, peuvent contribuer à alimenter leur réflexion et nourrir leur processus de développement. Ils peuvent à leur tour nous apporter des éclairages originaux et nous aider à relever avec plus d'efficacité les défis mondiaux auxquels nous sommes tous confrontés. Notre processus d'Engagement renforcé est des plus fructueux. Cela étant, pour recueillir tous les fruits de cette coopération à venir, nous devons nous appliquer ensemble à concevoir des modalités de travail mieux structurées et définies avec ces économies, dans le contexte d'une vision de l'avenir à moyen et long termes.

La dimension régionale de nos travaux, y compris de nos activités avec l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est, l'Asie centrale, l'Eurasie et l'Europe du Sud-Est, doit également être renforcée. Pour ce qui est de nos travaux avec la région MENA, nous devrions désormais concentrer nos efforts sur un plus vaste éventail de domaines d'action pour accompagner la transition.

Enfin, nous devons améliorer notre coopération et la cohérence de notre action avec d'autres organisations internationales et intensifier notre soutien à des enceintes internationales comme le G8 et le G20. Nous aurions pu faire mieux avant la crise s'il y avait eu davantage d'interactivité, d'échanges mutuels et de coopération à la fois entre les pays et entre les organisations internationales. Nous devons donc consolider le multilatéralisme et créer un réseau dense de pays et de partenaires pour améliorer la formulation et la mise en œuvre de l'action des pouvoirs publics à l'échelle de la planète. Ce nouveau multilatéralisme doit avoir un but suprême – « Des politiques meilleures pour une vie meilleure » – et sa finalité ultime doit être le bien-être de tous les citoyens. ■

Angel Gurría



L'OCDE à 50 ans : Des politiques meilleures pour une vie meilleure

Lors de la création de l'OCDE il y a 50 ans, la notion de coopération économique multilatérale était encore relativement nouvelle. Aujourd'hui, la célébration du 50^e anniversaire de l'Organisation nous offre une excellente occasion de dresser un bilan de ce que nous avons accompli dans le passé et de tourner nos regards vers l'avenir afin de définir comment réagir au mieux face aux enjeux de dimension planétaire qui se profilent dans notre monde en rapide évolution. Comme indiqué dans la Convention de 1960, l'OCDE a pour objectif de « promouvoir des politiques visant à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ; [et] à contribuer à une saine expansion économique dans les pays membres, ainsi que non-membres, en voie de développement économique ». Nous avons transposé ce mandat en un énoncé directement déclinable en actions concrètes adaptées au contexte du XXI^e siècle : « Des politiques meilleures pour une vie meilleure ». Parce qu'elle agit auprès des gouvernements, des parlementaires, de la société civile, des milieux universitaires, du monde des affaires, des cercles financiers, des partenaires sociaux et de nos citoyens, l'OCDE est à la pointe de la formulation de politiques publiques visant à améliorer les conditions de vie des citoyens dans le monde entier. Elle reste fidèle aux valeurs qui ont toujours guidé son action : l'ouverture, l'objectivité, l'audace, un esprit pionnier et une éthique solide.

Si l'on revient sur le passé, les réalisations dont l'OCDE peut s'enorgueillir sont multiples : elle a œuvré au redressement et à l'intégration de l'Europe, élaboré des statistiques et des indicateurs comparables pour



Christine Lagarde, Ministre de l'Économie et des Finances de la France et Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, accueillent le Secrétaire général Angel Gurría avant la réunion des ministres des Finances du G20 à Bercy, Paris, février 2011



Le Secrétaire général Angel Gurría, la Première ministre de la Finlande Mari Kiviniemi et le Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, lors de la réunion du Conseil économique finlandais, Helsinki, février 2011

mesurer les performances économiques et les résultats de l'action publique, contribué, grâce au processus d'examen par les pairs, à bâtir un consensus international dans un large éventail de domaines de l'action gouvernementale et à renforcer la coordination des politiques macroéconomiques, encouragé l'échange de renseignements fiscaux et amélioré l'efficacité de l'aide. Les conseils fondés sur l'observation des faits qu'elle formule à l'intention des pouvoirs publics, notamment dans sa Stratégie pour l'emploi, dans le cadre de son Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et de ses travaux pionniers sur le changement climatique, ou encore dans sa Convention sur la lutte contre la corruption, ne sont que quelques illustrations parmi tant d'autres de la contribution apportée par l'OCDE à l'élaboration de normes et de règles plus exigeantes au niveau international. Pour ce qui est de l'impact de son action, on dénombre une multitude d'exemples attestant que l'Organisation a été à la fois une source d'inspiration et un vecteur de réformes. Le processus d'adhésion à l'OCDE est par nature porteur de transformations et les pays candidats en ont conscience. Jour après jour, l'Organisation aide ses pays membres et partenaires en leur donnant accès à des analyses et des débats permettant de faire progresser les programmes de réforme.

L'OCDE est le berceau d'un grand nombre de normes et accords internationaux, mais aussi d'idées guidant l'action publique. Elle a toujours travaillé sur des sujets de pointe et elle continuera de le faire. À titre d'exemple, l'industrie agro-alimentaire mondiale se réfère aux normes définies par elle depuis plus d'un demi-siècle, normes qui apparaissent plus pertinentes aujourd'hui que jamais. Les codes sur l'investissement juridiquement contraignants qu'elle a établis ont été les garants de l'expansion de la création de richesse à l'échelle mondiale. C'est encore l'OCDE qui a défini, dès le début des années 70, le principe du « pollueur-payeur », et c'est elle qui a tracé le cadre régissant les échanges de permis d'émission de carbone actuellement utilisé pour lutter contre le changement climatique. Elle a commencé à se préoccuper des effets dommageables de l'existence des paradis fiscaux dans les années 80, bien avant que le Groupe des Vingt (G20) ne lance son offensive annoncée en pleine crise financière, sa réflexion s'étant concrétisée par la création du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, au sein de l'Organisation, qui réunit plus d'une centaine de membres. L'OCDE a également œuvré à l'édification d'un consensus au niveau



Poignée de main mondiale.
De gauche à droite : Andrus Ansip, Premier ministre de l'Estonie ; Felipe Larraín, Ministre des Finances du Chili ; Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël ; Silvio Berlusconi, Premier ministre de l'Italie ; Borut Pahor, Premier ministre de la Slovénie ; et le Secrétaire général Angel Gurría, mai 2010

international sur la manière dont les pouvoirs publics devaient traiter le commerce électronique à la fin des années 90, ce qui a contribué à ouvrir les vannes de la croissance de la nouvelle économie. Le rapport publié en 1996 par le Comité d'aide au développement (CAD) sous le titre *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle*, a été approuvé en 1998 par les responsables des pays du Groupe des Huit (G8) et constitue le socle des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les organisations sœurs et les organismes rattachés à l'OCDE, comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN), le Forum international des transports (FIT) et le Centre de développement, n'ont cessé de prendre de l'ampleur, et l'Organisation s'est affirmée comme le point d'ancrage naturel d'initiatives internationales de premier plan telles que le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) et le Processus de Heiligendamm-L'Aquila.

Dans les temps à venir, nous devons nous concentrer sur la reprise consécutive à l'une des plus graves crises économiques et financières de notre histoire. Nous devons pour cela nous ouvrir à de nouvelles perspectives, de nouvelles idées et de nouveaux partenaires. Le centre de gravité économique se déplace progressivement des pays industrialisés vers les grandes économies émergentes et en développement. Il y a une cinquantaine d'années, les pays de l'OCDE représentaient approximativement 70 % du PIB mondial. Aujourd'hui, leur contribution n'est plus que de 60 % environ et devrait diminuer encore. Dans le contexte de la crise récente, l'émergence du G20 en tant que forum essentiel pour les échanges de vues sur l'économie illustre cette tendance. Les économies émergentes ont réussi à se placer sur des trajectoires de croissance et de développement en mobilisant les forces du marché pour arracher leurs populations à la pauvreté, tout comme l'avaient fait avant elles les économies développées pendant le processus d'industrialisation. Ensemble, nous pouvons hâter le mouvement pour que les marchés continuent à accroître le bien-être des habitants de tous les pays. Le partage de nos expériences respectives peut nous guider et nous unir dans la poursuite de nos objectifs économiques et sociaux.

Ce constat a des conséquences pour la définition de l'action publique, pour l'architecture de la gouvernance mondiale, ainsi que pour l'OCDE elle-même. Cette dernière a démontré qu'elle constitue une enceinte propice à l'analyse des défis de dimension planétaire et à la recherche de solutions communes. Nous devons cependant redoubler d'efforts pour associer nos partenaires à tous les aspects du dialogue que nous menons sur les politiques à suivre, ainsi qu'à l'élaboration de nos cadres d'analyse et à nos travaux sur la formulation de l'action gouvernementale et la définition de normes. Notre ambition est de mettre à profit notre savoir-faire collectif et nos méthodes de travail éprouvées pour devenir un lieu ouvert et fédérateur de partage d'idées sur l'action à mener. Nous avons déjà avancé sur ce chemin, en réalisant des travaux interdisciplinaires,

en apportant notre contribution aux activités du G20, et en étoffant nos partenariats avec des pays en développement et des pays émergents. Nous entendons continuer sur cette voie et aller encore plus loin.

Le 50^e anniversaire de l'OCDE coïncide avec le renouvellement de mon mandat de Secrétaire général de l'Organisation. Je vous remercie de ce vote de confiance à l'égard de la stratégie que nous avons définie ensemble. Cet anniversaire est un moment privilégié pour réfléchir aux réalisations passées de l'Organisation ainsi qu'à son rôle actuel et à ses missions futures. Il nous invite en outre à nous interroger sur la manière dont nous pouvons bâtir sur les acquis afin que l'OCDE puisse continuer à promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure au cours des cinquante prochaines années.

Le monde en 2011 et au-delà : Défis et priorités de l'action en faveur d'une croissance verte et solidaire

L'économie mondiale continue de traverser une période difficile. La crise mondiale s'est traduite, pour un certain nombre de pays, par une croissance faible, un chômage élevé, une dégradation de la situation des finances publiques et une baisse de la production potentielle. Certes, la reprise est en cours, mais elle n'est pas équilibrée entre les différents pays et régions. Dans la plupart des économies émergentes, la forte inflation alimentée par les prix du pétrole et des autres produits de base est très préoccupante. Tous les individus sont touchés par la crise alimentaire, en particulier les pauvres. Les récentes catastrophes naturelles ont remis sur le devant de la scène les questions relatives au changement climatique et aux approvisionnements énergétiques futurs. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), traverse une crise de gouvernance dont nous ne pouvons encore mesurer l'ampleur des conséquences. Nous savons toutefois que la pauvreté, les écarts



Li Keqiang, Vice-Premier ministre de la République populaire de Chine, avec le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría au China Development Forum, Pékin, mars 2011



Photo de groupe des ministres des Finances, des gouverneurs des banques centrales et des directeurs d'institutions au sommet du G20 à Busan, en Corée, juin 2010



Petr Nečas, Premier ministre de la République tchèque, accueilli par Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, février 2011

de revenu, le chômage, l'insécurité alimentaire, le manque d'éducation et les inégalités entre les sexes sont autant de facteurs qui influent sur les performances en matière de gouvernance. Ces défis appellent une action vigoureuse et collective. L'OCDE apportera sa contribution par des formes bien définies de coopération et de mobilisation.

L'une des difficultés essentielles de l'année écoulée a été de trouver un juste équilibre entre la reprise de la croissance économique et l'assainissement budgétaire. La crise qui a frappé de nombreux pays les a contraints à prendre des décisions difficiles, et notamment à réduire les dépenses et augmenter les impôts pour pouvoir maîtriser les budgets publics. Nous avons collaboré avec un certain nombre de pays et de régions pour soutenir leurs efforts dans cette période délicate, et continuerons de le faire afin de veiller à ce que les aspects sociaux et les questions d'emploi soient dûment pris en compte. Nous avons aussi aidé les pays à emprunter les voies du rééquilibrage budgétaire qui sont les moins préjudiciables et les plus favorables à la croissance. Nous venons également de publier un rapport sur l'assainissement des finances publiques (*Restoring Public Finances*) qui illustre les efforts colossaux que devront encore engager de nombreux pays pour retrouver la maîtrise des comptes publics.

Les autres difficultés, encore plus redoutables, auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés consistent à créer des emplois, assurer l'égalité des chances et restaurer la confiance de nos citoyens. L'OCDE est peut-être la seule organisation internationale à offrir des analyses et des conseils fondés sur des données factuelles concernant un large éventail de politiques étroitement liées les unes aux autres, permettant aux gens d'être mieux préparés et plus qualifiés, de sorte qu'ils puissent vivre ensemble dans des sociétés plus équilibrées et équitables. Par conséquent, la portée de ces orientations stratégiques va au-delà de la nécessité de trouver de nouvelles sources de croissance et d'explorer les voies que peut emprunter l'action publique en matière d'emploi, sur le plan social, dans le domaine de l'environnement et en matière de développement. À 50 ans, l'OCDE est une organisation qui s'efforce d'améliorer les perspectives de croissance et de bien-être de ses pays membres et partenaires, qui promeut la participation civique et l'égalité des chances, et qui cherche à faire en sorte que l'économie soit de nouveau en phase avec l'environnement.

Au lendemain de la crise, les responsables de l'action publique ont demandé quels types de réformes seraient nécessaires pour l'avenir. Ils se sont tournés vers l'OCDE pour obtenir des conseils sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Souhaitant bénéficier d'un soutien ciblé, ils ont demandé à l'Organisation de les aider à se réformer et de les conseiller sur les mesures à prendre pour ce faire. Il ne s'agit pas de leur apporter une assistance technique, mais de les aider à réussir la réforme.



Le Secrétaire général Angel Gurría et Andrus Ansip, Premier ministre de l'Estonie, au siège de l'OCDE, Paris, mai 2010



Échange de vues entre le Secrétaire général Angel Gurría, James Flaherty, Ministre des Finances du Canada et Elena Salgado, Ministre de l'Économie de l'Espagne, à la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20, Gyeongju, Corée, octobre 2010

En nous appuyant sur nos études nationales phares, nous avons préparé de courtes brochures pour les États-Unis, l'Espagne, la Chine, la France, la Grèce, le Mexique, le Royaume-Uni, la Hongrie, le Japon et la Corée, ainsi que la publication sur les enjeux de l'action publique au Chili intitulée *Maintaining Momentum*. Elles illustrent les possibilités qu'offrent des produits concis et bien ciblés de présenter aux décideurs des recommandations d'action concrètes qui conduisent au changement. Notre rapport PISA constitue un puissant outil au service de la réforme, et depuis une décennie, il est considéré comme étant d'un grand secours par les responsables des politiques publiques qui souhaitent améliorer les performances des systèmes d'enseignement. Notre publication *Objectif croissance*, dont la couverture a été élargie cette année aux grandes économies émergentes (Fédération de Russie, Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Afrique du Sud), offre de nombreux exemples des bénéfices considérables qui peuvent découler de réformes bien conçues et bien mises en œuvre dans des domaines comme la fiscalité, l'enseignement, l'emploi, les échanges et l'investissement. Nos récentes publications intitulées *L'économie politique de la réforme* et *Réussir la réforme* tirent les enseignements des échecs et des réussites des réformes structurelles menées depuis des années. Pourtant, nous pouvons encore améliorer grandement l'impact de nos analyses. Il faudrait pour cela nous efforcer de définir non seulement les choix stratégiques à opérer, mais aussi les mesures à prendre pour les mettre en œuvre et le soutien dont pourraient avoir besoin les pays concernés.

La crise ayant réduit de 3 % environ la production potentielle des pays de l'OCDE, il est temps pour l'Organisation d'engager une réflexion audacieuse et nouvelle, qui tienne compte de l'évolution des réalités économiques. Il faut trouver de nouvelles sources de croissance équilibrée, durable et équitable. Mettre en lumière ces nouvelles sources de croissance pour en exploiter pleinement les possibilités fait partie de nos priorités essentielles. Des réformes structurelles seront indispensables pour améliorer la capacité de production de nos économies, renforcer l'emploi, libérer les investissements et faire face aux problèmes d'intégration et de cohésion sociale, de manière à permettre le partage équitable des fruits d'une croissance soutenue. Il nous faudra toutefois réviser aussi nos cadres d'analyse et les actualiser en fonction des données et des enseignements que nous aurons retirés de la crise.

La recherche d'une croissance verte et solidaire doit imprégner notre réflexion. L'approche stratégique de l'OCDE est loin de se limiter à la croissance et à la reprise : elle reflète les divers aspects de notre vision d'une économie « plus forte, plus saine et plus juste », et elle s'articule autour de notre mission consistant à œuvrer en vue d'offrir à nos citoyens des « politiques meilleures pour une vie meilleure ».

Les axes prioritaires autour desquels s'articulent nos travaux de substance sont les politiques macroéconomiques et les marchés de capitaux, la croissance verte, l'innovation, le changement climatique

et l'eau, l'enseignement, l'emploi et les compétences, les politiques sociales, la parité homme-femme, les migrations, la gouvernance, l'intégrité et la lutte contre la corruption, les échanges et l'investissement ainsi que l'Initiative de l'OCDE pour une vie meilleure, et la stratégie globale de l'OCDE pour le développement, laquelle s'appuie sur l'innovation, l'investissement, la mobilisation des ressources intérieures, la sécurité alimentaire, l'élaboration d'indicateurs et le partage des connaissances :

- *Politiques macroéconomiques et marchés de capitaux* : nos travaux sur les principaux enjeux de l'action publique dans les domaines de la politique macroéconomique, de l'assainissement budgétaire, des mouvements de capitaux, des marchés de capitaux et des déséquilibres économiques mondiaux demeureront une priorité stratégique de nos activités, dans le cadre des *Perspectives économiques*, des études par pays et de nos contributions au Cadre du G20 pour une croissance forte, durable et équilibrée. Tandis que nous sortons de la crise, nous réévaluerons avec soin nos théories, nos outils et nos hypothèses, ainsi que les modèles sous-jacents.
- *Croissance verte* : La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte, qui doit être lancée lors de la réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de cette année, vise à mettre en place un cadre d'action directement applicable, assorti d'instruments et de recommandations spécifiques couvrant un large éventail de domaines d'action, dont la politique budgétaire, l'innovation, les échanges, les affaires sociales et l'emploi, afin d'aider les gouvernements à déterminer les moyens les plus efficaces de favoriser la transition vers une croissance plus verte. L'innovation jouera un rôle clé à cet égard. Le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre d'action et du dispositif institutionnel en place, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les obstacles à surmonter et les chances à saisir ne seront pas les mêmes pour les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement, et différeront également en fonction de la situation économique et politique de chaque pays. Néanmoins, il existe des considérations universelles qui doivent être prises en compte quel que soit le contexte. Faire en sorte que la croissance verte se concrétise, mettre en œuvre la stratégie, et aider les pays membres et partenaires de l'OCDE à adopter les mesures nécessaires pour verdir leur trajectoire de croissance sont des éléments qui figureront parmi les principales priorités stratégiques de l'Organisation pour les années à venir.
- *Innovation* : La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation, lancée lors de la réunion du Conseil au niveau des Ministres de l'an dernier, sert de référence et de guide aux gouvernements des pays membres ainsi que d'un nombre croissant de pays partenaires. Nous avons appris que l'innovation ne dépend pas simplement des investissements en recherche-développement (R-D) ou du soutien apporté à la science et à la technologie, mais d'une multitude d'autres facteurs et de la capacité à les conjuguer dans un cadre



Vincent Van Quickenborne,
Ministre belge pour l'Entreprise
et la Simplification et Angel Gurría
à la table ronde à haut niveau intitulée
« la Politique de la Réglementation :
à la croisée des chemins », Paris,
octobre 2010



Débat BBC World à l'OCDE, intitulé « Matching Skills to Jobs », avec de gauche à droite : Jacques Myard, député UMP et maire de Maisons-Laffitte ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Sharan Burrow, Secrétaire générale de la Confédération Syndicale Internationale (ITUC) ; David Arkless, Président, Affaires institutionnelles Monde, Manpower ; Jo Ritzen, Président de l'Université de Maastricht, juillet 2010

global. En développant un large éventail de compétences, et en formulant des politiques publiques qui favorisent l'entrepreneuriat et étayent la créativité des jeunes entreprises innovantes, on peut contribuer à stimuler l'innovation et à renforcer la productivité dans l'économie. La mise en œuvre suivie de la stratégie pour l'innovation (notamment dans la mesure où elle contribue à la réalisation des objectifs de croissance verte) est indispensable à l'heure où les pays doivent reconstruire leur appareil de production de manière durable. L'innovation est une condition *sine qua non* à remplir pour inscrire les économies sur une trajectoire de croissance verte : elle constitue un moteur de productivité crucial et une nouvelle source de croissance importante. Nous étudierons de nouvelles possibilités d'aider nos pays membres et partenaires à récolter pleinement les fruits de l'innovation, en nous appuyant sur nos analyses et recommandations fondées sur la stratégie pour l'innovation.

- *Changement climatique et eau* : Nos travaux novateurs sur un assortiment complet de mesures, incluant des instruments économiques tels que les taxes et les mécanismes d'échange de permis d'émission, offrent les principaux outils nécessaires pour lutter contre le changement climatique. Certains éléments indiquent déjà que des sociétés de premier plan passent à un modèle d'entreprise « bas carbone », en commençant par mesurer leurs émissions de gaz à effet de serre avant de s'employer à les réduire. L'OCDE continuera d'examiner les politiques et conditions les mieux à même d'inciter le secteur privé à progresser sur cette voie. Compte tenu des résultats positifs de la 16^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Cancún, nous renforcerons nos travaux dans ce domaine, notamment afin d'aider les pays à mettre en place des panoplies de mesures de réduction des émissions et d'adaptation au changement climatique qui soient à la fois efficaces et à moindre coût. Dans nos travaux sur le changement climatique, les subventions aux combustibles fossiles et les questions énergétiques, nous continuerons de collaborer avec l'AIE. Au vu de l'accident survenu récemment à la centrale de Fukushima, nous devrions œuvrer, par l'intermédiaire de l'AEN, au renforcement des normes de sûreté tant pour les centrales existantes que pour les futures centrales, et veiller à ce que toutes les leçons à tirer de cet accident soient dûment prises en compte. Une telle démarche contribuerait à atténuer les inquiétudes de l'opinion et permettrait à l'énergie nucléaire de continuer de jouer un rôle important



Giorgio Napolitano, Président de la République d'Italie, signe le Livre d'Or, septembre 2010

dans le mix énergétique global et la lutte contre le changement climatique. Nous prendrons appui sur le rôle de l'OCDE en tant que principale instance de suivi des mouvements internationaux de fonds publics, afin d'élaborer de meilleurs systèmes de suivi des flux financiers privés, et d'évaluer les solutions envisageables pour renforcer le financement de l'action climatique. Nous continuerons également de nous employer sans relâche à fournir aux décideurs publics des orientations en vue d'améliorer la politique de l'eau, en nous appuyant sur nos travaux relatifs aux mesures économiques, institutionnelles et autres que peuvent adopter les pouvoirs publics pour relever le défi de l'eau. L'importance de nos travaux sur cette question (gouvernance, tarification et infrastructures) se renforce encore dans le contexte du changement climatique. Nous continuerons d'étoffer nos contributions dans ces domaines à l'approche de la 17^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Durban, et de la conférence Rio+20 de 2012.

- **Éducation** : Il est essentiel pour la croissance d'améliorer la performance des systèmes éducatifs. Nous continuons d'élargir la couverture de notre Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui offre aujourd'hui pour plus de 70 pays des mesures comparables au niveau international permettant d'évaluer les compétences des élèves de 15 ans. Dans le cadre du Programme d'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO), un exercice similaire est en train d'être réalisé pour évaluer les performances des systèmes d'enseignement supérieur et cerner les pratiques optimales. Un nouveau Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) a également été mis en place. Il fournit des mesures comparables de la maîtrise par les adultes des compétences essentielles nécessaires pour participer à l'économie du savoir : la compréhension de l'écrit, les capacités de calcul et l'aptitude à résoudre des problèmes dans nos environnements à forte composante technologique. Des informations seront également collectées sur l'utilisation de compétences de base importantes sur le lieu de travail. Ces données nous permettront de mieux appréhender le stock de capital humain des pays participants, la façon dont les compétences sont acquises et perdues sur toute la durée de la vie, et l'incidence de l'acquisition des compétences sur les individus et la société. L'OCDE ne se contente cependant pas d'étudier le cas des bénéficiaires des programmes d'enseignement, mais contribue aussi à améliorer la qualité de l'enseignement par le biais de programmes tels que l'Enquête internationale sur l'enseignement et l'acquisition de connaissances (TALIS). Nous examinons également les tendances qui façonneront les systèmes éducatifs de demain dans le cadre des travaux réalisés par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI). Nous utilisons ces outils pour aider les pays à mettre en œuvre des réformes dans le cadre du projet sur l'exploitation des connaissances en vue d'améliorer les politiques de l'éducation (approche « GPS »). Nous approfondirons également nos travaux sur l'éducation financière et la protection des consommateurs, afin d'aider les citoyens de nos pays membres et partenaires à tirer davantage parti des marchés de capitaux de manière durable. Il est clair que l'enseignement est une priorité stratégique clé, et nos compétences dans ce domaine suscitent un intérêt grandissant de la part des pays émergents et en développement. C'est pourquoi nous

allons approfondir nos travaux sur cette question, et utiliser la Stratégie de l'OCDE sur les compétences pour l'articuler avec les enjeux actuels de l'action publique en matière économique, sur le plan de l'emploi et dans le domaine social.

- *Emploi et compétences* : Lutter contre un chômage élevé et faciliter l'entrée sur le marché du travail en période de croissance lente, notamment pour les jeunes, est une des nécessités les plus urgentes auxquelles aient été confrontés les pouvoirs publics ces dernières années. Notre récente étude intitulée *Des emplois pour les jeunes* met en avant un certain nombre de mesures destinées à favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail, sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de 16 études de cas nationales. Grâce à sa Stratégie sur les compétences, qui doit être publiée en 2012, l'OCDE identifie de nouveaux outils et approches en matière d'enseignement, de recherche et de formation, afin d'aider les sociétés à se doter des compétences et des concepts nécessaires pour travailler de manière plus productive. Alors que nous passons de l'emploi à vie à l'employabilité tout au long de la vie, il nous faut trouver des réponses et des modèles nouveaux pour le développement des compétences. Parallèlement, des mesures favorables à la croissance éliminant les obstacles à la création d'emplois contribueraient à l'assainissement des finances publiques en renforçant les recettes budgétaires. Nous examinons par ailleurs des dispositifs d'aide ciblés sur les plus vulnérables. Un renforcement de la protection sociale modifierait également les choix des individus en termes d'épargne ainsi que l'équilibre entre les sources internes et externes de croissance.
- *Politiques sociales* : Les politiques sociales, notamment en matière de santé, de retraites et de famille, sont essentielles pour étayer une croissance solidaire. Les inégalités de revenus ont augmenté au cours des vingt dernières années dans la plupart des économies avancées et émergentes. Tandis que nos économies se redressent au sortir de la crise, il devient encore plus urgent de remédier aux inégalités croissantes qui existaient déjà avant la crise. La réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales qui s'est tenue à Paris les 2 et 3 mai a souligné la contribution de politiques sociales bien conçues et ciblées (lutte contre les inégalités, renforcement de la solidarité entre générations, politique familiale et promotion de l'égalité entre hommes et femmes) à la croissance à long terme. Nous devons cerner les causes de ce creusement des inégalités et nous y attaquer. Si la redistribution fondée sur les systèmes de prélèvements et de prestations constitue une composante importante de cet ensemble de mesures, elle ne suffira pas à assurer une réduction durable des inégalités. De meilleures politiques sociales, qu'il s'agisse du marché du travail, de la santé, des retraites et de la famille ou des aides au revenu, sont essentielles pour assurer une croissance solidaire et peuvent contribuer à faire reculer ces inégalités. L'OCDE joue un rôle de premier plan dans les comparaisons internationales des inégalités de revenus, mais aussi des politiques de l'emploi, des dépenses sociales ainsi que des politiques de la famille et de l'enfance. Nos travaux sur la viabilité des systèmes de retraite constituent les seuls éléments d'appréciation internationaux permettant de mettre en évidence les pays les mieux placés. Dans les pays émergents et en développement, les conseils de l'OCDE sont sollicités pour l'élaboration des systèmes de protection sociale. Nous devons approfondir et intégrer nos travaux afin d'ouvrir des perspectives de croissance plus solidaire.

Sebastián Piñera, Président du Chili,
s'adresse au Conseil de l'OCDE,
octobre 2010





George Papandreou, Premier ministre de la Grèce, serre la main d'Angel Gurría lors du congrès de l'Internationale socialiste au siège de l'OCDE, Paris, novembre 2010

- *Parité homme-femme* : La question de la parité entre hommes et femmes constitue une composante essentielle de nos activités depuis de nombreuses années, ainsi que l'illustrent nos travaux sur les politiques familiales et sociales, le Réseau du CAD sur l'égalité homme-femme (GENDERNET), l'initiative WikiGender et le Forum MENA-OCDE des femmes entrepreneurs, entre autres. Nous redoublons également d'efforts pour intégrer les questions d'égalité entre hommes et femmes dans nos divers travaux et activités. La crise a souligné le rôle crucial des femmes pour l'économie. C'est pourquoi les travaux que nous réalisons dans le cadre de l'Initiative pour la parité en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat sont tellement importants. Ils permettent non seulement de cerner les obstacles persistants à l'égalité entre hommes et femmes, mais aussi de souligner le potentiel de croissance et de création d'emplois inhérent au fait que des femmes plus nombreuses et plus qualifiées participent activement au fonctionnement du marché du travail, ou qu'elles y contribuent en tant qu'entrepreneurs. Pour parvenir à une croissance véritablement solidaire, nous devons activement libérer le potentiel des femmes dans nos économies.
- *Migrations* : Un peu plus de 3 % de la population mondiale – soit environ 215 millions de personnes – vivent en dehors de leur pays de naissance. Ces migrants apportent à nos sociétés leur énergie, leur esprit d'entreprise et des idées neuves. Les migrations peuvent être sujettes à controverse, en partie parce qu'elles touchent à une multitude de domaines de la vie publique, qu'il s'agisse de l'économie, de la démographie, de la sécurité nationale, de la culture ou encore de la religion. La situation des jeunes immigrés sur le plan scolaire est contrastée – certains obtiennent des résultats exceptionnels, tandis que d'autres rencontrent des problèmes qui peuvent les entraver tout au long de leur vie. Les migrants peuvent apporter un renfort essentiel en termes de main d'œuvre, même si leur présence peut parfois susciter du ressentiment, et s'ils ne sont pas toujours en mesure de tirer le meilleur parti de leurs compétences. Pour les pays en développement, les migrations peuvent être une bénédiction, dans la mesure où elles permettent à la population de bénéficier des envois de fonds des travailleurs expatriés et de contacts à l'étranger, mais aussi une malédiction, parce qu'elles privent ces pays de leurs meilleurs éléments. Nous devons renforcer nos travaux stratégiques sur les migrations internationales, qui constituent l'un des principaux défis du XXI^e siècle.

- **Gouvernance** : la crise a ébranlé nombre d'hypothèses et nous a enseigné brutalement certaines leçons concernant les limites des marchés. Elle a nous également appelé à réexaminer le rôle des pouvoirs publics, à redéfinir l'équilibre entre l'État et le marché, et à chercher de nouveaux moyens de renforcer la confiance des citoyens à l'égard des deux. Cela nous offre aujourd'hui l'occasion de repenser et réformer le secteur public. Les administrations publiques peuvent occuper une place très importante dans les économies nationales. À l'aune de la plupart des indicateurs, le poids des administrations publiques s'est nettement accru au cours des 50 dernières années. En 1961, lorsqu'a été créée l'OCDE, les dépenses des administrations publiques de ses pays membres représentaient en moyenne moins de 30 % de leur produit intérieur brut (PIB). Le rapport de l'OCDE intitulé *Panorama des administrations publiques 2011* montre que cette moyenne s'établit aujourd'hui au-dessus de 40 %. La crise a montré, d'une part, que les politiques publiques constituaient le point d'ancrage essentiel des économies nationales en temps de crise. Les interventions décisives et coordonnées des gouvernements ont permis d'enrayer la chute libre des marchés de capitaux et d'éviter une catastrophe économique. D'autre part, les pressions budgétaires qui s'en sont suivies dans de nombreux pays ont renforcé la nécessité de réduire les dépenses publiques, ce qui implique dans la plupart des cas de rationaliser l'État. Dans le cadre de cet effort de restructuration de l'État, il faudra réévaluer dans quelles circonstances et de quelle façon les pouvoirs publics doivent intervenir, et dans quels cas ils peuvent s'effacer. En résumé, il ne s'agit pas de renforcer ou réduire la présence de l'État mais de mettre en place une gouvernance meilleure et plus efficace, des institutions saines et des règles et procédures efficaces, ainsi que le montre notre récent rapport sur l'assainissement des finances publiques (*Restoring Public Finances*), et nos examens de la réforme de la réglementation.
- **Lutte contre la corruption et intégrité** : Depuis plus de 15 ans, l'OCDE est à l'avant-garde des efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre la corruption, qui sont essentiels à une croissance économique soutenue. Nous avons récemment annoncé une nouvelle initiative, *clean.gov.biz*, qui permettra d'améliorer nos outils de lutte contre la corruption (tant dans le secteur public que dans le secteur privé) et de mieux les appliquer. Son but est d'améliorer la coordination des initiatives de lutte contre la corruption et de transparence au niveau mondial – avec l'ensemble des autres acteurs et organisations concernés. L'initiative *clean.gov.biz* est fondée sur les travaux réalisés de longue date par l'OCDE pour lutter contre la corruption dans le secteur privé, qui ont notamment débouché sur la Convention sur la lutte contre la corruption et les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, des instruments efficaces pour promouvoir un comportement responsable de la part des entreprises multinationales, et améliorer la gouvernance dans les pays en développement. Les Principes directeurs ont été mis à jour cette année, avec la participation d'un certain nombre de pays non membres, et complètent l'initiative de lutte contre la corruption adoptée dans le cadre du G20. Cela dit, nous nous attaquons également au problème de la corruption « du côté de la demande », en élaborant des outils destinés à renforcer l'intégrité du secteur public, notamment en matière de passation des marchés publics, de lobbying et de conflits d'intérêts. La Déclaration sur l'intégrité, la probité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationales, adoptée lors de la réunion ministérielle de l'année dernière, constitue un cadre efficace pour favoriser l'intégrité et l'efficacité des marchés. Un autre domaine dans lequel s'impose une approche globale, à l'échelle de l'ensemble de l'administration, réside dans la lutte contre la délinquance financière et la fraude fiscale. Nous avons donc lancé récemment une nouvelle initiative, le Dialogue d'Oslo : son objectif est de trouver des moyens plus efficaces de lutter contre la délinquance économique et financière, la fraude fiscale et les autres flux financiers illicites, grâce à une meilleure coopération interinstitutionnelle et internationale. Trouver des synergies et combler les lacunes qui caractérisent nos activités réglementaires et normatives – dans des domaines tels que la concurrence, la lutte contre la corruption, la fraude fiscale, l'intégrité des marchés publics, ou le lobbying – demeure une priorité de nos travaux.
- **Échanges et investissement** : L'OCDE entretient des relations avec les acteurs du secteur privé, favorise l'ouverture des marchés, et dispose de la panoplie la plus complète d'instruments pour promouvoir le libre-échange et la liberté d'investissement. La conclusion du Cycle de Doha est à ce moment critique une priorité de nos pays membres et partenaires, que nous étayons par nos analyses, notre dialogue sur les politiques à suivre et nos recommandations. Nous jouons un rôle pionnier sur des questions commerciales

importantes et émergentes ne relevant pas du Cycle de Doha, ainsi que l'illustrent nos travaux sur les échanges de services ou les échanges et l'emploi. Nos travaux sur le calcul des flux commerciaux en termes de valeur ajoutée préciseront le rôle des importations, des exportations et des réseaux mondiaux de production, contribuant ainsi à éclairer le débat sur l'action publique. Nous continuerons à travailler avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) afin d'assurer un suivi des mesures prises en matière d'échanges et d'investissement et d'éviter toute réaction protectionniste. Nous encouragerons une plus large utilisation de notre Code de libération des mouvements de capitaux en permettant à des non-membres d'y adhérer et, s'il en a été décidé ainsi au terme d'un examen approfondi, en le mettant à jour. D'autres composantes stratégiques de ces travaux résident dans l'analyse des chaînes de valeur mondiales et la poursuite de l'harmonisation des règles du jeu dans le domaine des crédits à l'exportation.

- L'« Initiative de l'OCDE pour une vie meilleure » : La mesure du progrès des sociétés, qui fait l'objet de travaux depuis dix ans, demeurera une des grandes priorités de l'Organisation au cours des prochaines années. Pour axer nos travaux sur le bien-être des individus et le progrès des sociétés, il nous faudra non seulement examiner le fonctionnement du système économique, mais aussi la diversité des expériences et des conditions de vie de nos citoyens. Les ressources économiques, aussi importantes soient-elles, ne sont en effet pas les seuls déterminants de la qualité de la vie. La satisfaction, les sentiments et les attentes des individus constituent également à cet égard des éléments cruciaux. De nouvelles initiatives, telles que *My Better Life Index* et *How's Life*, qui seront lancées au cours des mois à venir, sensibiliseront davantage le public au rôle de premier plan que joue l'OCDE dans la redéfinition du progrès et du bien-être au XXI^e siècle, en accord avec ses valeurs traditionnelles fondatrices.

L'OCDE, espace d'ouverture et d'intégration au service de la mise en commun des savoir-faire : Une nouvelle stratégie pour le développement

Le développement sera l'un des thèmes majeurs qui retiendra notre attention dans les années à venir. Nous entendons mettre à profit notre savoir-faire dans de multiples domaines de l'action publique ainsi que les enseignements tirés de notre longue expérience du développement, en particulier au sein du Comité d'aide au développement (CAD), du Centre de développement et de nombre d'autres organes à l'OCDE, pour lancer une stratégie plus globale en vue de soutenir un processus de croissance durable et dynamique dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ainsi que dans les pays les moins avancés. Nous nous y emploierons en renforçant nos partenariats et nos efforts de mise en commun d'expérience avec un plus large éventail de pays. Parvenir à une croissance durable, plus forte et plus solidaire est l'idée-force de cette stratégie. Il s'agira de venir compléter les efforts déployés dans le contexte des OMD et d'améliorer la performance des économies en développement de façon à renforcer leur contribution à la croissance mondiale. Le Cadre pour une Stratégie de l'OCDE pour le développement [C/MIN(2011)8] nous placera sur les rails pour atteindre ces objectifs.



Viktor Orbán, Premier ministre de la Hongrie, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors d'une conférence de presse au siège de l'OCDE, Paris, novembre 2010

Au cours des vingt dernières années, nombre de pays en développement se sont engagés sur une trajectoire de développement qui a misé avec succès sur l'innovation, la mobilité de la main-d'œuvre et les compétences, l'investissement national et étranger, et les échanges. S'appuyant sur ses analyses factuelles, les meilleures pratiques qu'elle a recensées et la palette des options stratégiques qu'elle offre, l'OCDE est particulièrement bien placée pour étayer et faire progresser le processus de développement dans ces pays. Pour exploiter au mieux l'avantage comparatif que possède l'Organisation dans le domaine des analyses interdisciplinaires des politiques publiques, nous devons définir une nouvelle stratégie pour le développement, reposant sur une démarche globale qui embrasse une gamme étendue de domaines et d'instruments d'action, et qui mette l'accent sur la cohérence des politiques au service du développement.

Concevoir de nouvelles approches : La mise en commun des connaissances et la confrontation de l'expérience peuvent aider à améliorer les perspectives de développement et à libérer le potentiel existant au sein des sociétés. Les économies en développement et émergentes sont de plus en plus intéressées par nos banques de connaissances, qu'elles souhaitent partager et utiliser. Nous devons intensifier l'effort que déploie actuellement l'OCDE pour répertorier, passer en revue et consolider l'ensemble des outils et instruments d'action dont nous disposons, sous l'angle de leur « pertinence » par rapport au développement. Il s'agit d'intégrer les perspectives et les réalités diverses des pays en développement au cœur même des analyses auxquelles nous procédons et des conseils que nous prodiguons dans nos domaines d'action privilégiés. Nous devons prendre acte de ce que des contextes institutionnels très différents peuvent prévaloir dans les pays en développement et que ce sont des paramètres dont l'Organisation doit tenir compte lorsqu'elle lance des initiatives globales.

Promouvoir des partenariats à l'appui du développement : L'OCDE héberge ou appuie plusieurs partenariats internationaux pour le développement au sein du Pôle Développement et au-delà, comme le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide, nos Forums mondiaux, notre coopération avec l'Asie du Sud-Est, les initiatives engagées avec l'Amérique latine et la région MENA, l'Unité de soutien du Forum pour le partenariat avec l'Afrique, le Dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'État, ou encore les réseaux institués avec les marchés émergents. Sont associés à ces forums toute une palette d'acteurs, qui dépassent largement le seul groupe des pays membres de l'OCDE et contribuent à la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Sur ce front, le Centre de développement, dont les membres comprennent déjà la plupart des grandes économies émergentes et nombre de pays parmi les moins avancés, joue un rôle particulièrement important. La coopération pour le développement à elle seule ne suffira pas à assurer la réalisation des OMD et à faire reculer sensiblement la pauvreté. C'est un partenariat plus vaste et plus solidement ancré, des politiques plus cohérentes qu'il faut mettre en place, et nous devrions éviter d'employer des termes tels que « donateurs » et « bénéficiaires » ou « nord » et « sud », qui ont plutôt pour effet de diviser que de resserrer la coopération.

L'Organisation va entreprendre d'appliquer cette nouvelle démarche à quatre domaines stratégiques conformément aux axes définis dans le Cadre pour une stratégie de l'OCDE pour le développement :

- La recherche de sources de croissance novatrices et pérennes ;
- La mobilisation des ressources au service du développement ;
- La gouvernance au service du développement ;
- La mesure des progrès du développement ;

Ces domaines de travail stratégiques devront être complétés par un cinquième pilier qui s'intitulera Promouvoir l'agriculture et la sécurité alimentaire. La pauvreté prive la majeure partie des populations qui ont faim de l'accès à la nourriture, ce qui enclenche un cercle vicieux : l'insécurité alimentaire menace la cohésion sociale et la stabilité politique, sans se limiter à la région la plus immédiatement touchée par les difficultés d'approvisionnement. La récente flambée des prix alimentaires n'a fait qu'aggraver ce problème de longue date. Il est impératif d'améliorer la productivité de l'agriculture et le fonctionnement des marchés agricoles locaux et mondiaux et de libéraliser les échanges. Les solutions pérennes qu'il faut mettre en place devront aussi porter sur l'amélioration des structures de gouvernance et du cadre général de l'activité des entreprises dans les pays en développement, et sur une montée en puissance de l'investissement dans la santé,

l'éducation et les infrastructures matérielles. L'OCDE, en coopération avec les organisations partenaires, est particulièrement bien placée pour concourir utilement à la réflexion dans chacun de ces domaines d'action, en s'appuyant sur les travaux horizontaux qu'elle mène actuellement et ses contributions aux travaux du G20. Pour l'avenir, il faut se recentrer sur les moyens d'améliorer l'information sur les marchés mondiaux de produits et de proposer des conseils sur des politiques commerciales et sectorielles cohérentes et efficaces à l'intention de pays se situant à différents stades de développement. Les améliorations qu'il est prévu d'apporter au système de suivi et d'évaluation de l'aide au développement ont pour objet de renforcer les capacités de prodiguer des conseils sur les politiques à suivre s'appuyant sur des données d'observation.

L'OCDE est une tribune ouverte où sont mises en commun des connaissances au bénéfice de tous. Mettre notre savoir-faire et nos meilleures pratiques au service de pays à différents stades de développement sera l'occasion d'intégrer de nouvelles perspectives en vue d'assurer une croissance durable à l'échelle mondiale, de recenser de nouvelles approches face aux inégalités et à la pauvreté, et de trouver de nouvelles voies vers le bien-être économique et social. Cela signifie également mettre à profit l'expérience des économies émergentes en la partageant avec un vaste éventail de pays. En misant sur l'ouverture et l'intégration, l'OCDE peut faire plus et aller plus loin. L'OCDE peut renforcer sa contribution au développement en se basant sur sa propre expérience et sur ce que ses membres ont appris en travaillant ensemble. Elle devra toutefois affiner ses compétences dans son appréhension de la problématique des pays en développement et dans la réalisation d'analyses prenant dûment en compte le contexte institutionnel qui leur est propre et leurs institutions publiques, aux capacités variables.

Une stratégie au service de l'esprit d'ouverture, de la volonté d'intégration et de l'optimisation de l'impact

L'OCDE doit faire face à des évolutions majeures et à l'avènement d'une nouvelle donne économique à l'échelle mondiale. La crise récente a renforcé la nécessité d'une coopération entre pays avancés, émergents et en développement. L'affirmation du G20 en tant que forum de premier plan sur les questions économiques marque une première étape nécessaire, dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante et imbriquée.

L'OCDE doit déployer une stratégie à deux axes pour faire face aux réalités économiques et sociales de notre époque :

- En premier lieu, l'OCDE doit continuer d'améliorer la pertinence de ses travaux en qualité d'organisation définissant des normes de très haut niveau pour l'économie mondiale. Cette tâche exige que nous travaillions en collaboration étroite, non seulement avec les pays membres, mais aussi avec les grandes économies émergentes. Depuis mon arrivée à l'OCDE, j'ai donné la priorité au renforcement de nos relations avec les économies émergentes, et les événements récents n'ont fait que confirmer le bien-fondé de ce choix, mais nous devons accélérer le rythme et progresser plus résolument dans cette direction.
- En second lieu, nous devons proposer, en concertation étroite avec les gouvernements, des solutions concrètes et ciblées se prêtant à une mise en œuvre effective par les pouvoirs publics. Nos programmes MENA et SIGMA, menés en partenariat avec l'UE, illustrent parfaitement comment une telle démarche peut se matérialiser. Le critère de la pertinence renvoie à la contribution que l'OCDE peut apporter pour aider les pays à concevoir et mettre en œuvre des politiques qui conduiront à l'instauration d'économies de marché ouvertes et solidaires. Il fait référence aux différents rôles de l'Organisation, plateforme d'échange au service de l'apprentissage mutuel, « vivier » de pratiques exemplaires, qui sait aussi bien dispenser des conseils qu'édicter des normes sans rien perdre de son esprit pionnier. Nos activités « de cœur de métier » dans des domaines de l'action gouvernementale tels que l'économie, la santé, les questions sociales, l'emploi, l'éducation, les compétences et l'environnement, pour ne citer que ceux-là, demeureront des priorités absolues, mais nous devons intensifier nos efforts pour apporter un soutien pendant la phase de mise en œuvre des politiques par les pays. Je continuerai d'assurer le lancement de nos examens par pays et nos ouvrages phares, et d'en débattre, dans les pays membres et les pays partenaires, de façon à cerner les domaines d'action dans lesquels l'OCDE peut apporter une contribution supplémentaire.

Nous sommes actuellement aux prises avec une mutation de portée réellement planétaire et nous devons de ce fait imposer une nouvelle cadence à nos activités de coopération à l'échelle mondiale. L'année dernière, nous



Juan Manuel Santos, Président de la Colombie, et Angel Gurría lors d'une conférence de presse, Paris, janvier 2011

avons accueilli quatre nouveaux membres au sein de l'Organisation – le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovénie – et nous collaborons étroitement avec la Fédération de Russie pour accompagner ses progrès sur la voie de l'adhésion. Une centaine de pays non-membres participent régulièrement aux travaux de nos comités, à nos réunions d'experts et à nos forums.

Le processus de l'engagement renforcé, lancé en 2007, a permis d'établir des relations plus solides avec les économies émergentes, tant sur le plan politique qu'analytique. La participation de l'OCDE aux activités du G20 a conforté cette tendance et nous coopérons de plus en plus avec ces pays. J'ai activement œuvré à la promotion des travaux de l'Organisation en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde et en Indonésie dans de nombreux domaines dont l'investissement, les affaires économiques, l'environnement, l'innovation, la concurrence et les inégalités. Le développement de ces interactions, de même que les travaux menés à l'OCDE dans ces divers domaines, ont suscité une participation plus intense de ces pays aux activités des comités de l'OCDE qui sont au cœur de la définition des programmes d'action des pouvoirs publics. Ces pays participent en outre de plus en plus à plusieurs outils et instruments de l'OCDE. Le Brésil, aux côtés de plusieurs autres pays non-membres de l'OCDE (Argentine, Égypte, Lettonie, Lituanie, Maroc, Pérou et Roumanie), est adhérent à la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales et participera à l'adoption, à la RCM, d'une importante mise à jour des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, à laquelle l'Afrique du Sud a également activement participé. Le Brésil et l'Inde ont pleinement adhéré aux Actes du Conseil relatifs à l'acceptation mutuelle des données pour l'évaluation des produits chimiques. L'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont fait part de leur souhait de devenir participants à part entière aux travaux de certains comités. La Russie s'est récemment dotée de la législation requise en matière de lutte contre la corruption transnationale et sera prochainement invitée à adhérer à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. La Chine a également depuis peu adopté une législation sur la lutte contre la corruption transnationale, et l'Inde et l'Indonésie ont elles aussi entrepris d'élaborer une législation de cette nature, ce qui pourrait marquer une étape sur la voie de leur adhésion à la Convention de l'OCDE. Nous comptons que l'Argentine, le Brésil, l'Égypte, la Lettonie, la Lituanie, le Maroc, le Pérou et la Roumanie, à l'instar des pays membres de l'OCDE, adhéreront, lors de son adoption à la RCM, à la Recommandation relative au Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque.

Un aspect important pour optimiser notre impact consiste à multiplier les interactions avec les responsables politiques au plus haut niveau, en vue de soutenir les programmes de réforme des pays. Le nombre de rencontres que j'ai eues avec des hauts responsables, non seulement de pays membres, mais aussi de pays partenaires, et le nombre de dirigeants et de ministres qui sont venus à l'OCDE ont augmenté (voir pages 27 s). Nous dispensons davantage de conseils adaptés à chaque cas en vue d'appuyer les réformes dans les pays partenaires, qui sont de plus en plus demandeurs de nos statistiques et analyses.

Nous sommes très actifs dans les pays partenaires, en particulier l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Russie, et menons d'importants programmes régionaux au Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et ailleurs en Asie et en Europe. Ces programmes favorisent



Conférence « Réussir la réforme ».
De gauche à droite : José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, le Secrétaire général Angel Gurría et Oh-Seok Hyun, Président de l'Institut coréen de développement, novembre 2010

l'amélioration des performances de nos économies et de celles de ces pays. Nos principaux partenaires sont associés en qualité d'observateurs et, dans certains cas, de participants à part entière, aux comités de l'OCDE comme à ses projets, meilleures pratiques et déclarations. D'ores et déjà, nous rencontrons les pays partenaires et en voie d'adhésion, qui forment un réseau de quarante pays, afin de préparer nos réunions ministérielles, d'élaborer notre programme pour le développement, au sein du Comité exécutif en session spéciale et lors de la réunion ministérielle. Nous devons nous appuyer sur nos initiatives actuelles pour donner corps au réseau mondial pour l'action publique tel que l'envisagent nos membres dans leur vision de l'avenir de l'OCDE : une plateforme plus ouverte et intégratrice au service de la mise en commun des meilleures pratiques.

À mesure que nous progressons aux côtés de nos partenaires, nous prenons conscience que nous avons en commun un nombre croissant de problématiques et d'enjeux : mobiliser les forces du marché au service du développement, faire de l'aide au développement un vecteur de croissance, lutter contre le changement climatique tout en préservant la croissance, renforcer la participation de la société civile, donner des responsabilités aux femmes dans la vie économique et sociale, améliorer le bien-être comme les performances de nos économies.

En concertation avec nos membres et partenaires, et en partant des formes de participation actuelles, nous devons envisager de nouveaux moyens d'intensifier nos travaux dans ces domaines d'intérêt commun afin que l'OCDE soit plus réactive aux préoccupations des citoyens des pays concernés, quel que soit leur stade de développement. Nous devons également étudier la possibilité de généraliser l'octroi du statut actuel d'observateur.

Dans ce contexte, nous pourrions envisager différents modèles d'association et de partenariat adaptés au contexte de chaque pays, en tenant compte des précédents et dans un souci d'avantage mutuel. Bien évidemment, le contenu exact de la formule retenue devra être examiné et arrêté avec les membres et les pays partenaires concernés.

L'OCDE doit également se préparer à conclure plus rapidement des partenariats plus solides avec des pays en développement et des économies émergentes. La demande d'adhésion présentée récemment par la Colombie atteste de la pertinence de nos activités et de la valeur ajoutée que le statut de membre peut procurer aux grandes économies émergentes qui s'efforcent de consolider leurs progrès vers une croissance pérenne et une amélioration du bien-être social. Des pays comme l'Ukraine et le Vietnam ont manifesté un vif intérêt pour nos travaux et participent à diverses activités de l'Organisation. Il faut également mentionner la montée en puissance de nos travaux en Amérique latine et aux Caraïbes. De plus en plus de gouvernements de la région se rapprochent de l'OCDE pour demander le statut d'observateur aux travaux de comités, adhèrent aux instruments de l'OCDE, sollicitent des examens par les pairs, accueillent des réunions régionales et versent des contributions volontaires.

Une stratégie globale pour les pays de la région MENA : Les événements intervenus récemment au Moyen-Orient ont montré à quel point il importe qu'un pays dispose d'institutions saines, et ouvrent de nouvelles perspectives stratégiques à l'OCDE. L'OCDE coopère avec la région MENA depuis 2005, par le biais de l'Initiative OCDE-MENA sur la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement, pour aider les pays à moderniser la gouvernance publique et améliorer l'environnement des entreprises. En outre, le programme SIGMA,

initiative conjointe de l'UE et de l'OCDE, fournit une assistance technique pour la réforme de l'administration publique et réunit cinq pays de la région (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie). Certains pays de la région MENA ont entamé une coopération plus poussée avec les comités de l'OCDE et commencent à adhérer aux instruments juridiques de l'Organisation. Alors que ces pays avancent dans leur transition, l'expérience acquise par l'OCDE en matière de renforcement des institutions (mobilisation des ressources intérieures, notamment fiscales et budgétaires ; mise en place d'institutions et de cadres réglementaires solides dans les domaines de la gouvernance, de la concurrence et de la lutte contre la corruption) et nos contributions à l'amélioration de l'environnement des entreprises et de l'attractivité des territoires en matière d'investissement se révéleront des plus utiles.

Une stratégie globale de soutien aux pays de la région MENA doit s'appuyer à la fois sur un programme régional et sur une approche par pays, sachant que les progrès accomplis par chaque pays dans ses réformes économiques et politiques déterminent le niveau d'engagement dont il bénéficie. La possibilité de nouer un lien avec des donneurs internationaux et des institutions financières internationales (IFI) comme la Banque européenne d'investissement, la BERD ou la Banque mondiale, qui se préparent à acheminer un montant substantiel de ressources aux pays de la région, est particulièrement prometteuse. Les méthodes de travail de l'OCDE (examens mutuels et analyse fondée sur l'observation des faits) peut être le point de départ d'une approche cohérente et horizontale, portant notamment sur la gouvernance, la croissance et l'investissement, l'emploi, la parité entre hommes et femmes et la réduction des inégalités, en vue d'assurer que ces ressources s'implantent sur un terrain fertile, de renforcer leur impact et de faciliter leur affectation.

Optimiser notre impact : Les politiques publiques ont pour finalité d'améliorer la vie des citoyens. Qu'elles soient axées sur la croissance économique, les échanges, le développement, l'emploi, le bien-être social, l'environnement ou d'autres domaines de l'action publique, nos recommandations, normes et meilleures pratiques doivent toujours avoir pour objectif prioritaire d'améliorer le bien-être des citoyens. C'est là le véritable test de notre pertinence et celle-ci accroît la visibilité des travaux de l'OCDE, condition indispensable pour optimiser leur impact et leur influence.

Pour garantir cette pertinence, les parties prenantes à tous les niveaux doivent être associées à l'élaboration de l'action publique afin d'apporter une contribution utile et d'en tirer profit. La mise en place d'une stratégie efficace en matière de communication et de diffusion est déterminante à cet égard. Nous échangeons avec nos partenaires au sein des gouvernements, des entreprises et de la société civile au sujet des aspects fondamentaux de l'action publique, mais nous devons aussi nous adresser au public au sens large – citoyens, consommateurs, contribuables – qui représente le dernier maillon de la chaîne et qui joue un rôle décisif pour la réussite durable des politiques publiques. Nous avons commencé en 2009, en pleine crise financière, en permettant aux utilisateurs de réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube d'accéder à l'OCDE, en complément de supports de communication plus traditionnels tels que les médias écrits et audiovisuels. En outre, dans le domaine des publications, nos efforts pour rester à la pointe des techniques de diffusion modernes ont porté leurs fruits, avec le lancement de notre bibliothèque en ligne OECD iLibrary. Ces initiatives, conjuguées à la présentation du nouveau portail www.oecd.org lors du lancement de la célébration du 50^e anniversaire de l'OCDE en décembre dernier, ont permis de porter nos travaux à la connaissance du plus grand nombre. Ainsi, à l'occasion du Forum 2011, et en conjuguant les techniques de communication les plus modernes et les atouts traditionnels de l'OCDE, nous lançons le *Better Life Index* de l'OCDE, instrument unique et puissant au service des citoyens du monde entier désireux de connaître les aspects des politiques publiques qui ont une incidence sur leur qualité de vie. Nous devons continuer d'innover afin de créer des supports et des points d'accès pour informer, éduquer et aider tous ceux qui veulent œuvrer pour une vie meilleure.

Une stratégie pour ancrer notre rôle dans l'architecture de la gouvernance mondiale

Au cours de nos cinq premières décennies d'existence, nous avons apporté la preuve que la coopération internationale entre des pays aux perspectives différentes se traduisait dans les faits par une convergence

de l'action des pouvoirs publics. Elle permet également de minimiser les risques de tension et, ainsi, d'obtenir des avancées plus ambitieuses pour améliorer la qualité de vie à l'échelle mondiale. La coopération multilatérale est encore plus essentielle aujourd'hui. À l'heure de la plus grave crise financière, économique et sociale que le monde ait connue depuis des décennies, la nécessité de la coopération multilatérale et de l'existence d'instances tels que le G20, l'OCDE et d'autres organisations où les économies avancées, émergentes et en développement peuvent trouver des solutions communes aux défis planétaires auxquelles elles sont confrontées n'a jamais été aussi aiguë. Même s'il reste beaucoup à faire, la réponse initiale concertée, sans équivalent par le passé, qui a été donnée à la crise par les dirigeants du G20 est une illustration patente des bienfaits que peut apporter un effort de coordination à l'échelle internationale.

Nous sommes l'une des institutions qui participent régulièrement aux réunions du G20, au niveau des sherpas, des délégués, des ministres des Finances ou encore des dirigeants. Nous avons beaucoup à apporter pour réduire les déséquilibres mondiaux et promouvoir les réformes structurelles, ainsi qu'aux efforts menés sur la question du développement et d'autres thèmes sur lesquels travaille actuellement le G20. Nous continuerons de prêter notre concours au G20 autour des priorités suivantes :

- l'adoption de politiques structurelles au sein du Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée ;
- les politiques d'amélioration de l'emploi, des compétences et de la création d'emplois ;
- les mesures de libéralisation des échanges, de l'investissement et des capitaux ;
- la promotion et l'adoption de normes anti-corruption ;
- la suppression des subventions aux combustibles fossiles ;
- les mesures à l'appui de systèmes d'imposition efficaces, justes et transparents ;
- la sécurité alimentaire et les marchés de produits de base ;
- et le Consensus de Séoul pour le développement et son Plan d'action pluriannuel.

Il importe d'accélérer le rythme des réformes structurelles pour consolider la reprise et renforcer la croissance à long terme. Ceci est l'un des principaux messages que nous avons relayé lors du dernier sommet du G20 à Séoul. L'OCDE collabore très activement avec le G20 pour promouvoir des réformes de fond et apporter son savoir-faire dans un large éventail de thématiques telles que la fiscalité, la croissance équilibrée, l'investissement, le protectionnisme, la lutte contre la corruption et la création d'emplois. Nous apporterons également notre contribution à d'autres instances amenées à solliciter nos compétences. C'est le cas du G8, mais aussi de l'APEC et du Sommet ibéro-américain, notamment.

Il nous faut continuer de donner la preuve que la coopération multilatérale, au contraire de l'action unilatérale, est source de valeur ajoutée. Nous devons également renforcer notre coopération avec d'autres organisations internationales. Nous avons proposé la création d'un Réseau pour la coopération sur la cohérence des politiques, où seraient représentées l'ensemble des organisations internationales parties prenantes au G20 (FMI, Banque mondiale, FSB, OIT, OMC et OCDE). L'objectif visé consisterait à améliorer la coordination et l'échange d'informations entre organisations internationales. Un réel enrichissement mutuel, par l'échange d'idées, nous aidera à rester à la pointe de la réflexion et à garantir que nous sommes en mesure de prodiguer des conseils pertinents et pragmatiques aux gouvernements qui s'efforcent de concevoir et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. Il nous faut également continuer de produire des normes et règles qui, par leur qualité et la crédibilité qui leur est attachée, peuvent emporter l'adhésion de la communauté internationale.

Le slogan « Des politiques meilleures pour une vie meilleure » est également révélateur d'une démarche qui cherche à rapprocher l'objet de nos travaux des populations de nos pays membres et de nos pays partenaires. Nous œuvrons au service de gouvernements, de parlements, de régions ou de municipalités, mais avant tout au service des citoyens des pays que nous servons. En dernier ressort, la pertinence de l'OCDE doit être mesurée à l'aune de son impact sur la qualité de vie et le bien-être des hommes, des femmes et des enfants de nos pays membres et du nombre croissant de pays partenaires avec lesquels nous travaillons. ■

Pour plus d'impact, d'intégration et de pertinence

Activités du Secrétaire général depuis la dernière réunion du Conseil au niveau des Ministres

Vue d'ensemble

La période comprise entre mai 2010 et mai 2011 a été marquée par une activité accrue du Secrétaire général en réponse à l'objectif consistant à « rester pertinent » qu'il s'était fixé au début de son mandat. Ce développement de l'activité a continué de renforcer la visibilité de l'Organisation dans son rôle de conseillère et de pionnière en matière d'action publique dans les pays membres et les pays partenaires, ainsi que sa participation active à des forums internationaux. La célébration du 50^e anniversaire a aussi stimulé l'activité pendant cette période, en contribuant largement à faire connaître les réalisations de l'Organisation depuis sa création et le rôle qu'elle peut jouer dans les années à venir.

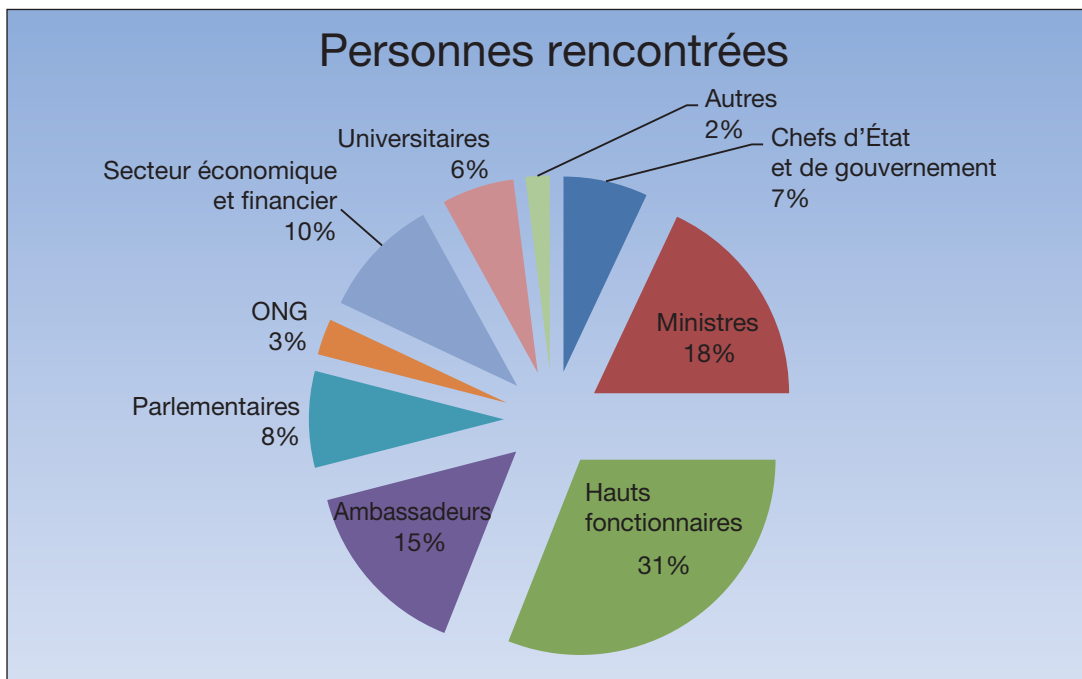
Le nombre des missions du Secrétaire général à l'étranger a augmenté de 20 % par rapport à la période précédente et le nombre de personnalités de haut niveau qu'il a reçues à Paris enregistre aussi une forte hausse, de près de 50 %. Depuis la dernière RCM, l'OCDE a résolument affermi sa présence et sa contribution au G8, au G20 et à d'autres forums internationaux. La visibilité de l'Organisation à travers les médias, son ouverture et son impact ont progressé, en quantité comme en qualité.

Dirigeants et visiteurs de haut niveau à l'OCDE

Le nombre de dirigeants venus à l'OCDE ces 12 derniers mois témoigne tout particulièrement de la pertinence accrue de l'Organisation. Si la Ministérielle de 2010 a été marquée par la présence de cinq chefs d'État et de gouvernement : M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil de l'Italie, M. Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, M. Andrus Ansip, Premier ministre de l'Estonie, M. Borut Pahor, Premier ministre de Slovénie et Mme Doris Leuthard, Présidente de la Confédération suisse, la RCM de cette année, pour laquelle une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement se joindront à nous, marquera la célébration du 50^e anniversaire de l'Organisation.

La présence de personnalités de haut niveau est devenue habituelle dans nos activités de tous les jours. À de nombreuses reprises, des chefs d'État et de gouvernement ont pu s'exprimer à l'occasion de la réunion du Conseil, comme M. Sebastián Piñera, Président du Chili, ou M. Juan Manuel Santos, Président de la Colombie. Le Président italien, M. Giorgio Napolitano, le Premier Ministre grec, M. George A. Papandreou, le Premier Ministre tchèque, M. Petr Nečas, et le Premier Ministre hongrois, M. Viktor Orbán, se sont également rendus à l'OCDE au cours de cette période. Le plus souvent, des séminaires spéciaux ont permis d'analyser la contribution que pouvait apporter l'OCDE aux réformes en cours dans leurs pays respectifs. Pendant cette période, le Secrétaire général s'est également entretenu dans le cadre de rencontres bilatérales avec 440 hauts fonctionnaires, dont 170 ministres. Il a aussi pris part à des réunions bilatérales avec plus de 70 parlementaires, 23 dirigeants d'organisations internationales et 32 dirigeants d'ONG.

Rencontres bilatérales du Secrétaire général par secteur/niveau de responsabilité (mai 2010 à mai 2011)



Missions à l'étranger et rôle consultatif de l'OCDE auprès des pays membres et des pays partenaires

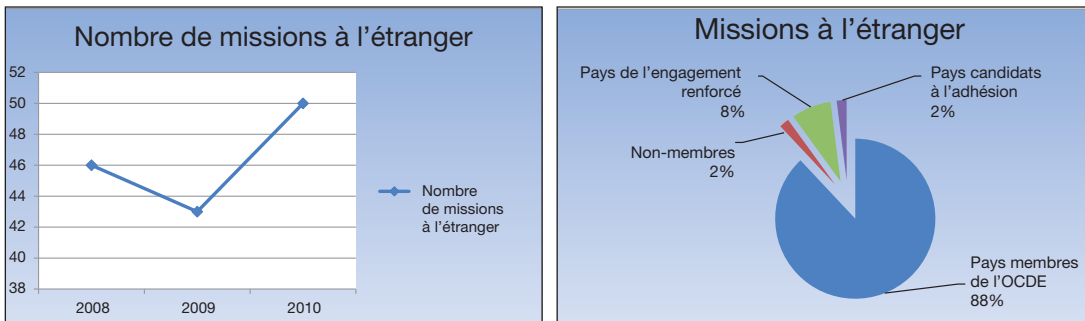
Depuis la dernière réunion du Conseil au niveau des Ministres, le Secrétaire général a effectué 50 missions à l'étranger, dont 44 dans des pays membres, en particulier dans les quatre pays qui viennent d'adhérer (Chili, Estonie, Israël et Slovaquie). Il a également accompli une importante mission officielle en Russie dans le cadre de la procédure d'adhésion de ce pays à l'Organisation, et s'est rendu dans quatre des cinq pays visés par l'engagement renforcé (Afrique du Sud, Chine, Inde et Indonésie – un voyage au Brésil est prévu au deuxième semestre de 2011). Les Secrétaires généraux adjoints et d'autres hauts responsables se sont rendus à plusieurs reprises en Russie et dans l'ensemble des ER5.

Ces missions officielles ont permis à l'OCDE de continuer à développer son rôle consultatif auprès des économies membres et des économies partenaires et d'annoncer la parution d'études économiques, de rapports thématiques et de recommandations à l'appui des réformes en cours. Le Secrétariat général a poursuivi la publication de brochures spécifiques par pays à la demande des gouvernements intéressés, comme dans le cas des missions effectuées au Chili, en Chine, en Hongrie, au Japon, au Mexique et au Royaume-Uni par exemple, ou à la demande d'évaluation de sa situation économique formulée par la Colombie. Le Secrétaire général a également pu prendre la parole dans le cadre de conseils des ministres (Israël), de conseils économiques (Finlande), de commissions parlementaires consacrées à la croissance économique (France) et de sessions parlementaires (Chili), et a continué de rencontrer des représentants des entreprises, des syndicats et de la société civile ainsi que des étudiants.

Dans le cadre de ses missions, le Secrétaire général a en général été reçu par les plus hautes autorités, en particulier par le Président Piñera au Chili, la Chancelière Merkel en Allemagne, le Premier ministre Netanyahu en Israël, le Président Calderón au Mexique, le Premier ministre Sócrates au Portugal, le Président Zapatero en Espagne, le Premier ministre Erdogan en Turquie, le Premier ministre Cameron au Royaume-Uni, le Premier ministre Kan au Japon, le Président Medvedev en Russie, et bien d'autres. Ses dernières visites officielles ont

aussi permis d'annoncer le 50^e anniversaire de l'OCDE dans les pays membres. Les célébrations officielles ont commencé par des réceptions accueillies par le Président Calderón au Mexique en octobre dernier et par le Président Sarkozy au Palais de l'Élysée en décembre.

Missions du Secrétaire général à l'étranger



Visibilité dans les médias et réunions au niveau ministériel

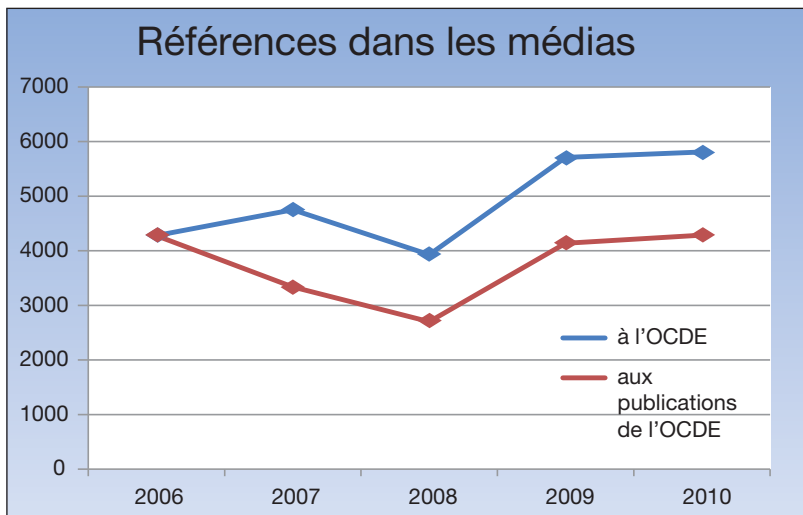
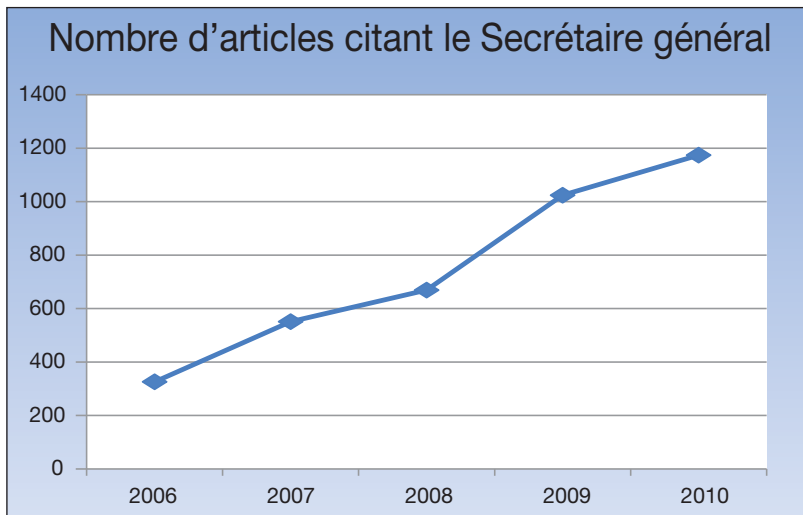
Les activités accomplies pendant cette période ont permis d'accroître l'influence de l'OCDE et la portée de son action. En 2010, le Secrétaire général a prononcé 149 discours publics. Sa présence dans les médias a été plus forte que jamais avec plus de 1 200 citations originales et 25 tribunes libres publiées. Il a participé directement à la publication de 33 ouvrages phares – *Perspectives* en particulier – qui restent parmi les contributions les plus importantes de l'Organisation à l'amélioration de l'économie mondiale. Pendant toute cette période, l'OCDE a publié 323 titres au total, soit 246 rapports et 77 publications statistiques. La plupart des annonces de parution ont bénéficié d'une large couverture médiatique, comme l'a montré la nouvelle édition de l'enquête PISA, dont les résultats ont fait la une des journaux et alimenté les débats sur l'action publique dans de nombreux pays.

Pour compléter sa politique d'ouverture en direction des acteurs institutionnels traditionnels, l'OCDE a engagé un effort destiné à continuer à mobiliser de nouveaux publics, qui a visé en particulier à s'adresser aux pays bénéficiant de l'Engagement renforcé et à des publics plus diversifiés dans les pays membres et non-membres. Le programme de bourses de l'OCDE à l'intention des médias des pays visés par l'engagement renforcé a permis à l'Organisation de nouer des relations fructueuses avec les grands médias grâce auxquelles les principales initiatives de l'Organisation en direction de ses pays partenaires ont bénéficié d'une excellente couverture. L'écho donné dans les médias brésiliens et sud-africains aux études économiques publiées récemment par l'OCDE offre à cet égard un exemple particulièrement parlant. On a constaté une amélioration sensible, tant sur le plan de la fréquence que de la profondeur, de la couverture médiatique dont a bénéficié l'OCDE sur ces marchés. L'effort entrepris par l'Organisation pour s'adresser à un public plus vaste grâce aux plateformes de médias sociaux a produit des résultats concluants au cours de l'année écoulée : le nombre « d'amis » de l'OCDE a augmenté pendant la période considérée de plus de 100 % sur Facebook et de plus de 300 % sur Twitter.

Cet effort d'ouverture se manifeste aussi par un accroissement régulier du nombre et de la qualité des événements qui se tiennent à l'OCDE, comme les réunions ministérielles sur les politiques sociales, l'éducation et la santé qui ont eu lieu à Paris et celle qui s'est tenue en novembre 2010 à Venise (Italie) sur la gouvernance publique. Les différents Forums mondiaux et les grandes réunions, comme la conférence « Ensemble contre la corruption : entreprises et pouvoirs publics du G20 », organisée récemment en collaboration avec la présidence française du G20, ou celle qui a été organisée conjointement avec la Banque mondiale sous l'intitulé « *Challenges and Policies for Promoting Inclusive Growth* », témoignent des progrès accomplis. En outre, le Centre de conférences

de l'OCDE est lui-même devenu un lieu de choix pour les conférences de haut niveau d'autres organismes puisque s'y sont tenus le Conseil de l'Internationale socialiste et la conférence annuelle de l'ITIE, organisée en mars 2011, pour ne citer que ces deux manifestations.

Graphique 3. Présence du Secrétaire général et de l'OCDE dans les médias (nombre de citations originales dans les grands médias)



Présence de l'OCDE au G20, au G8 et dans d'autres instances de la nouvelle architecture de gouvernance mondiale

Au cours de cette période, l'OCDE a travaillé en collaboration étroite avec les présidences canadienne, coréenne et française du G20, et participe ainsi davantage aux réunions et aux activités des groupes de travail. Le Secrétaire général assiste maintenant régulièrement aux Sommets des chefs d'État et de gouvernement et aux réunions des ministres des Finances du G20, tandis que le Directeur de cabinet et le Chef économiste de l'OCDE représentent l'Organisation aux réunions des sherpas et du G20 Finances, respectivement. Depuis la dernière RCM, de hauts fonctionnaires de l'OCDE ont pris part à 17 réunions du G20 à haut niveau. En outre, l'OCDE a établi pour le G20 cinq grands rapports sur la fiscalité, la croissance durable, ainsi que les avantages des échanges pour l'emploi et la croissance, les subventions aux combustibles fossiles et les mesures en faveur des échanges et de l'investissement. Des séminaires et des réunions d'information permettent régulièrement, dans le cadre du Conseil et d'autres organes, d'informer les pays membres des contributions de l'OCDE au G20.

La participation du Secrétaire général aux grandes rencontres internationales ne se limite pas au G20, puisqu'il a pris part également aux conférences annuelles de la Banque mondiale et du FMI, ainsi qu'au Forum économique mondial de Davos, où les travaux de l'OCDE ont pris une place de premier plan grâce à sa présence. Il a également pris part à des sommets internationaux comme la CdP-16, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Cancún (Mexique), en décembre 2010, ou le Sommet consacré en septembre, à New York, au bilan des progrès des Objectifs du millénaire pour le développement. Sa participation au Conseil ECOFIN qui a réuni les ministres des Finances de l'Union européenne à Budapest en avril est un tournant décisif dans l'évolution de la collaboration avec les institutions européennes. Au-delà des questions économiques et financières, la coopération avec l'Union européenne s'est développée également dans des domaines comme le développement régional et territorial, l'initiative dans la région MENA et la cohérence des politiques au service du développement.

Le Secrétaire général a aussi pris part aux réunions organisées par la Chancelière Angela Merkel avec les dirigeants des cinq grandes institutions financières internationales (outre l'OCDE, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du Commerce et l'Organisation internationale du travail). Les avantages d'une collaboration plus poussée avec d'autres organisations internationales se manifestent dans d'autres cadres, comme en témoigne la participation active du Secrétaire général aux travaux d'instances telles que la Commission « Large bande au service du développement numérique », qui met à profit des travaux de l'OCDE sur l'innovation et l'Internet. ■

Cabinet du Secrétaire général



M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE depuis juin 2006, a renforcé le rôle de l'OCDE en tant que plateforme mondiale de dialogue et de débat sur les questions de politique économique, tout en poursuivant un programme de modernisation et de réformes internes. Le renouvellement de son mandat jusqu'en 2016 a témoigné d'un large soutien à sa stratégie pour une Organisation plus ouverte, plus intégratrice et plus pertinente. Sous son *leadership*, l'OCDE a accueilli en son sein de nouveaux membres – le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie – et a ouvert des négociations d'adhésion avec la Russie. L'Organisation a également intensifié ses relations avec d'autres grandes économies émergentes – l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. L'OCDE contribue désormais activement aux travaux du G8 et du G20.



M. Aart de Geus, Secrétaire général adjoint, entré en fonction en mars 2007, est plus particulièrement en charge des questions de l'emploi, du travail, des affaires sociales (y compris les pensions, la santé et les migrations), de l'éducation, de la gouvernance publique et du développement territorial. Il supervise en outre le projet horizontal « Réussir les réformes », et coordonne les activités de l'OCDE dans les domaines de la parité hommes-femmes et de la diversité.



M. Mario Amano, Secrétaire général adjoint, est entré en fonction en juin 2007. M. Amano est chargé de l'environnement, du Pôle Développement et du dossier de la cohérence des politiques.

M. Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint, a pris ses fonctions en juin 2007. Depuis décembre 2009, il occupe également le poste de Chef Économiste. M. Padoan a dirigé les travaux relatifs à la Réponse stratégique à la crise financière et économique, à la Stratégie pour une croissance verte ainsi qu'à l'initiative sur la Mesure du progrès des sociétés, ou encore à la Stratégie pour l'innovation.



M. Richard A. Boucher, Secrétaire général adjoint, a été nommé en novembre 2009. M. Boucher pilote les processus d'adhésion et d'engagement renforcé lancés par l'Organisation. Il supervise en outre les travaux sur le climat des affaires, la concurrence et l'efficacité des marchés, les politiques de la science et de la technologie, ainsi que l'initiative de lutte contre la corruption de l'OCDE.



Mme Gabriela Ramos est Directeur de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE. À ce titre, depuis 2006, elle conseille et apporte son concours au Secrétaire général pour la mise en œuvre de son programme stratégique visant à renforcer le rôle de l'OCDE comme plateforme de dialogue et de débat au niveau mondial, tout en poursuivant l'effort de modernisation et de réforme sur le plan interne. Mme Ramos assume par ailleurs le rôle de sherpa de l'OCDE au G20.



Le 50^e anniversaire de l'OCDE



Le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et le Président de la République française Nicolas Sarkozy à la cérémonie de lancement des célébrations du 50^e anniversaire de l'OCDE, au Palais de l'Élysée, Paris, décembre 2010

L'OCDE a 50 ans. Depuis toujours, sa mission a consisté à développer des politiques meilleures pour une vie meilleure partout dans le monde. Les 20 pays pionniers qui ont signé notre Convention fondatrice le 14 décembre il y a 50 ans se sont engagés solennellement à « promouvoir des politiques visant à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie ».

Le monde a connu de grands changements au cours des 50 dernières années, et la famille OCDE s'est significativement agrandie dans le contexte de la mondialisation et de l'émergence de nouveaux acteurs majeurs sur la scène économique mondiale, mais cette vision fondamentale demeure le principe cardinal de l'ensemble de nos travaux.

En ratifiant la Convention en 1961, le Président des États-Unis John F. Kennedy formula la vision que partageaient les dirigeants de la planète en créant l'organisation, celle « d'entrer dans une ère nouvelle de coopération ». Aujourd'hui, cette coopération demeure essentielle pour trouver des solutions à nos défis communs, de l'éducation à la lutte contre la corruption, du recul de la pauvreté à la réduction du chômage.

Nicolas Sarkozy, Président de la République française, notre pays hôte, a contribué à tracer la voie de nos futurs travaux en déclarant lors de la cérémonie d'ouverture des célébrations de notre 50^e anniversaire, en décembre : « Dans ce nouveau monde que nous devons construire, je suis convaincu que l'OCDE est à même d'apporter des nouvelles idées et de contribuer de manière significative à cette nouvelle gouvernance mondiale qui sera au cœur de la présidence française du G20. »

Pendant un demi-siècle, l'OCDE a représenté « l'étalon-or » de la coopération internationale, à travers ses analyses et ses conseils politiques visant à améliorer la vie de tous. En ce 50^e anniversaire, la Réunion du Conseil au niveau des Ministres et le Forum de l'OCDE viendront à point nommé pour faire l'inventaire de nos accomplissements et pour élaborer la vision qui permettra à nos travaux futurs d'œuvrer à l'avènement d'un monde plus fort, plus sain et plus juste.

« Pour la France, c'est un honneur, c'est une chance que d'avoir, depuis 50 ans, accompagné la naissance, le développement, l'ouverture de l'OCDE. »

Nicolas Sarkozy, Président de la République française

« En 1961, le Royaume-Uni a été l'un des membres fondateurs de l'OCDE. Les 50 dernières années ont vu les niveaux de vie s'améliorer considérablement dans toutes les régions du monde, et l'OCDE a joué un rôle majeur pour stimuler, encourager et pérenniser cette croissance (...). L'OCDE a un rôle vital à jouer dans l'économie mondiale aujourd'hui. À travers son engagement avec les économies émergentes comme avec les économies développées, l'OCDE dispose de l'expérience et de la détermination nécessaires pour mener à bien les objectifs qu'elle s'est fixée : promouvoir « des politiques meilleures pour une vie meilleure » dans ses États membres et dans le reste du monde. »

David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni



« L'OCDE peut faire beaucoup pour promouvoir la reprise. Si elle parvient à devenir le catalyseur d'une nouvelle coopération mondiale et si, par cet intermédiaire, les économies fondées sur la création de valeur et sur le travail véritable reprennent de la vigueur dans nos pays, nous aurons alors de bonnes raisons d'espérer, et au cours des 50 prochaines années, l'OCDE sera en mesure d'apporter des contributions majeures à l'élaboration de meilleures politiques pour une vie meilleure. »

Viktor Orbán, Premier ministre de la Hongrie



Signature de la Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, le 14 décembre 1960, dans le Salon de l'Horloge, Quai d'Orsay, Paris



« Depuis 50 ans, l'OCDE est une source généreuse et indispensable de conseils sur les bonnes pratiques et les politiques publiques propres à aider les pays membres et non-membres à atteindre des objectifs semblables à ceux de notre gouvernement. »

**Sebastián Piñera,
Président de la République du Chili**



« La culture de l'échange de vues franc et de la discussion fructueuse [qui caractérise l'OCDE] est inestimable, et c'est grâce à cette culture qu'a pu être élaboré un ensemble de règles et d'instruments d'action utiles pour les pays membres. »

Naoto Kan, Premier ministre du Japon



L'OCDE accueille sa première classe d'étudiants ambassadeurs. Pendant un an, chaque étudiant doit organiser et développer sur son campus des programmes et des événements faisant appel aux travaux de l'OCDE. En fonction de leur performance, deux finalistes ont été sélectionnés pour participer au Forum de l'OCDE à Paris.



« La vision holistique du développement qui caractérise l'OCDE a eu une grande influence au cours des 50 années d'existence de l'organisation, ainsi que depuis les 16 années d'adhésion du Mexique. »

Felipe Calderón,
Président du Mexique, au pré-lancement
des célébrations du 50^e anniversaire de l'OCDE,
Mexico, 19 octobre 2010



Le Président américain John F. Kennedy avec le premier Secrétaire général de l'OCDE, Thorkil Kristensen, à la Maison blanche en 1961

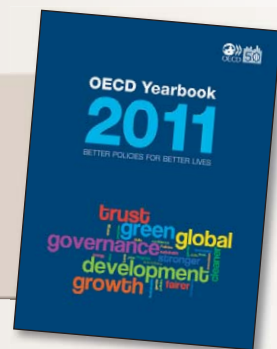
Histoire de l'OCDE : www.oecd.org/histoire

En anglais : www.oecd.org/history

Forum de l'OCDE : www.oecd.org/forumocde

En anglais : www.oecd.org/forum2011

La première édition de *L'Annuel de l'OCDE*



Réunion 2010 du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres

La Réunion 2010 du Conseil au niveau des Ministres a eu lieu au Centre de conférences de l'OCDE les 27 et 28 mai. Les ministres et les représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Corée, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie, du Royaume-Uni et de l'Union européenne y ont participé et ont formulé les conclusions suivantes.

Conclusions de la Réunion du Conseil

À l'occasion de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2010 (RCM), nous, les Ministres, nous sommes réunis sous la présidence du Président du Conseil italien, M. Silvio Berlusconi, et la vice-présidence de l'Australie et de la Norvège. Nous nous félicitons de l'adhésion du Chili et de l'invitation faite à l'Estonie, à Israël et à la Slovénie, ce qui contribue à faire de l'OCDE une organisation plus globale et plus diversifiée.

Les délibérations de la RCM ont considérablement bénéficié de la participation de la Fédération de Russie qui poursuit son processus d'adhésion à l'Organisation ainsi que des cinq pays relevant du processus d'Engagement renforcé (Afrique du Sud, Brésil, Inde, Indonésie et République populaire de Chine).

Nous nous réjouissons de voir nos économies se redresser sous l'effet des réactions énergiques des pouvoirs publics dans le cadre d'une coordination internationale sans précédent. Toutefois, la reprise demeure fragile,



Le Premier ministre israélien Benjamin Nethanyahu, le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et le Premier ministre italien Silvio Berlusconi au cours d'une conférence de presse sur l'adhésion

avec un taux de chômage élevé et un ajustement en cours des bilans du secteur financier et des ménages dans de nombreux pays. Nous sommes conscients que des risques continuent de peser sur la stabilité économique, comme en témoignent les événements récents. En particulier, les tensions actuelles sur les marchés de la dette souveraine illustrent bien la grande incertitude qui continue d'entourer les perspectives économiques dans certains pays. Nous convenons que davantage de progrès reste à accomplir en matière de réglementation et de surveillance des marchés de capitaux. Nous nous félicitons des mesures énergiques qui ont été prises pour préserver la stabilité financière en Europe, ainsi que de la décision de renforcer la gouvernance économique.

Nous poursuivrons nos efforts pour faciliter la reprise par des mesures appropriées jusqu'à ce qu'une croissance durable de la demande privée se soit installée. Parallèlement, il convient de minimiser les risques et les problèmes inhérents à un maintien des mesures de soutien au-delà de ce qui est nécessaire. Nous allons élaborer et promouvoir des stratégies de sortie tenant compte de la situation des différents pays et, une fois que la reprise sera assurée, nous les mettrons en œuvre en étant attentifs à leurs retombées internationales. Les pays qui en ont la capacité devraient développer leurs sources internes de croissance. Cela contribuerait à amortir un recul de la demande de la part de pays qui doivent stimuler leur épargne et réduire leurs déficits budgétaires.

En outre, pour assurer l'ancrage de la reprise et réussir la transition vers une croissance durable et équilibrée, il faudra recourir à de nouvelles politiques et stratégies, en particulier pour mettre en œuvre des réformes structurelles permettant de renforcer la compétitivité et d'exploiter de nouvelles sources de croissance. Nous saluons le travail accompli par l'OCDE pour nous aider dans ces démarches et nous l'encourageons à continuer de formuler des analyses et recommandations stratégiques pertinentes, notamment au moyen de ses examens par les pairs sur les questions macroéconomiques et structurelles et leurs interactions.

À cet égard, nous nous félicitons du document sur les Orientations stratégiques du Secrétaire général, dans lequel il rappelle les défis et les réalisations de l'an dernier, et qui énonce sa stratégie de renforcement de l'impact de l'OCDE.

Assainissement budgétaire

Les positions budgétaires de la plupart des pays de l'OCDE se sont sensiblement détériorées sous l'effet de la crise, elles sont en proie à des tensions croissantes liées au vieillissement démographique et il convient de les ramener sur une trajectoire plus viable. L'assainissement budgétaire est une tâche essentielle à cet égard.

Il convient d'élaborer des plans crédibles et transparents d'assainissement budgétaire à moyen terme en recourant à des mécanismes institutionnels appropriés, tels que des règles budgétaires tenant compte des situations spécifiques des pays, notamment le rythme et la viabilité de leur reprise et l'état de leurs finances publiques. Nous appliquerons ces plans de façon à ne pas mettre en péril la croissance.

À la faveur de ces efforts d'assainissement budgétaire, nous améliorerons les soldes budgétaires structurels et nous stabiliserons et réduirons le poids de la dette publique à moyen et à long terme. Nous sommes conscients qu'il importe de préserver le potentiel de croissance en hiérarchisant les dépenses publiques et en appliquant une réforme fiscale propice à la croissance.

Nous attendons les résultats des travaux de l'OCDE sur la contribution de l'assainissement budgétaire et de l'ajustement structurel à l'instauration d'une croissance solide.

Emploi

Nous nous efforçons d'éviter une « reprise sans emploi » et une « croissance sans emploi ». Nos mesures ont contribué à atténuer les pires effets de la crise, mais les taux de chômage demeurent élevés dans la plupart des pays de l'OCDE. Nous allons élaborer des politiques sociales et de l'emploi globales, innovantes et fédératrices afin de traiter cette crise de l'emploi et de promouvoir une reprise et une croissance pour tous.

En ce qui concerne les priorités de l'heure, nous allons mettre en œuvre des politiques actives du marché du travail, en soutenant les programmes de recherche d'emplois, renforçant l'éducation et la formation et mettant en place des systèmes de protection sociale et des filets de sécurité convenables, conjugués à des incitations au travail, et en nous attachant tout particulièrement aux groupes et aux régions les plus vulnérables.

À moyen et à long terme, nous allons soutenir et encourager une croissance qui crée davantage d'emplois et de meilleure qualité et augmenter les taux d'activité afin de relever les défis démographiques et de réduire les inégalités. À cet effet, nous allons œuvrer à améliorer le fonctionnement du marché du travail du côté tant de l'offre que de la demande.

Nous réaffirmons l'engagement pris en septembre 2009 lors de la réunion des ministres de l'Emploi et du Travail des pays de l'OCDE de mettre en place des mesures favorisant le développement des savoir-faire et des compétences et la formation. Cela permettra aux travailleurs d'être mieux préparés aux emplois de demain, notamment ceux qui résultent du passage à une économie du savoir et sobre en carbone, ainsi que de l'expansion des secteurs de la santé et de la protection sociale. Nous nous félicitons de l'accent mis par la Stratégie pour l'innovation et par la Stratégie pour une croissance verte sur les dimensions touchant au capital humain et à ses compétences, et nous pensons, à la lumière de l'expertise pluridisciplinaire de l'OCDE, que cela constituera une bonne base pour de nouveaux travaux de l'Organisation.

Nous saluons les précieux travaux de l'OCDE sur l'emploi, ainsi que sa contribution permanente et sans équivalent à la coopération avec des organisations comme l'OIT. Les nouveaux travaux de l'OCDE sur la question pressante de l'emploi des jeunes sont particulièrement attendus, car il faut adopter des mesures pour aider les jeunes à prendre solidement pied sur le marché du travail, notamment en améliorant leurs compétences et, partant, leurs perspectives de carrière. D'autres travaux de l'Organisation, notamment des propositions de solutions pour accroître les opportunités économiques offertes aux femmes et améliorer l'équité entre les sexes, sont aussi particulièrement attendus.

Réformes structurelles

Nous réaffirmons notre volonté de mettre en œuvre des réformes structurelles pour élargir notre potentiel de croissance, régler des problèmes tels que l'assainissement budgétaire, le chômage, le vieillissement démographique et les inégalités, ainsi que pour renforcer notre capacité de résistance face à des chocs futurs. À cet égard, nous reconnaissons l'avantage comparatif des travaux de l'OCDE consacrés aux politiques structurelles.

De plus, alors que la reprise économique mondiale se poursuit, les déséquilibres internationaux risquent de se creuser. Nous sommes convaincus que la promotion de réformes des marchés des produits, du travail et des capitaux dans les économies Membres et non-Membres de l'OCDE ainsi que l'adoption de mesures macroéconomiques judicieuses aboutiront à une croissance mondiale plus équilibrée.

Sources de croissance

Croissance verte

La croissance verte suscite une adhésion dans les différents pays en tant que paradigme apportant la croissance économique et le développement, tout en relevant des défis environnementaux, tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et le gaspillage des ressources naturelles. Nous soulignons l'importance d'une accélération de notre passage à une croissance verte par des mesures économiquement efficaces, en tenant dûment compte des changements structurels tout au long de la transition et en veillant à la nécessaire cohérence des politiques. Nous sommes résolus à faire en sorte que les mesures prises en vue d'instaurer une croissance verte soient compatibles avec nos obligations en matière de commerce international. Il est vital d'encourager l'innovation verte et la diffusion à l'échelle mondiale des biens et services environnementaux ainsi que des technologies environnementales, y compris des technologies efficaces en matière d'utilisation de ressources et d'énergie dans les pays développés et en développement.

Nous nous félicitons du Rapport intérimaire sur la Stratégie pour une croissance verte et attendons la remise lors de la RCM de 2011 d'un Rapport de synthèse s'appuyant également sur les conclusions de la Stratégie pour l'innovation et délivrant des messages concrets et des méthodes de mise en œuvre. Nous encourageons l'OCDE à continuer de jouer un rôle essentiel dans les efforts mondiaux pour promouvoir une croissance verte.

Nous reconnaissons qu'il faut éviter, éliminer ou réformer les dispositifs susceptibles de porter préjudice à la transition vers la croissance verte, tels que les subventions dommageables à l'environnement. Nous soutenons l'initiative prise par le G20 pour rationaliser et éliminer à moyen terme les subventions inefficaces aux combustibles fossiles, qui encouragent la surconsommation, et nous attendons la suite des travaux de l'OCDE et de l'AIE demandés par le G20.

Nous réaffirmons notre volonté de parvenir à un résultat positif lors de la CdP16 à Cancun en nous appuyant sur les efforts précédents, y compris la CdP15 à Copenhague.

Innovation

L'innovation est une source essentielle de croissance à long terme, aussi bien dans les secteurs traditionnels que dans les secteurs de croissance à forte valeur ajoutée. Elle peut contribuer pour une part déterminante à l'augmentation de la productivité et au traitement des problèmes globaux et sociaux. C'est pourquoi nous nous félicitons du rapport final sur la Stratégie pour l'innovation.

Conscients que l'innovation est un phénomène de grande envergure concernant un large éventail d'activités, nous entendons, tout en tenant compte des situations spécifiques des pays : a) donner aux gens les moyens d'innover grâce à l'enseignement et la formation ; b) adopter des conditions-cadres, telles que des mesures réglementaires et fiscales, qui incitent à l'innovation ; c) stimuler l'entrepreneuriat et aider les nouvelles entreprises et les petites et moyennes entreprises et d) renforcer les dispositifs publics de recherche et développer des réseaux et des marchés liés à la connaissance en assurant une protection efficace des droits de propriété intellectuelle.

À l'occasion de la mise en œuvre de la Stratégie pour l'innovation, nous améliorerons la gouvernance afin d'assurer la cohérence des politiques et de favoriser davantage la coopération internationale.

La Stratégie pour l'innovation n'est certes pas une fin en soi, mais elle trace des orientations pour de futurs travaux. Nous demandons à l'OCDE de poursuivre ses efforts à l'appui de l'élaboration et de l'amélioration de nos politiques de l'innovation, notamment en affinant les instruments de mesure et les statistiques correspondantes et en mettant au point un mécanisme d'évaluation des politiques de l'innovation, tout en maintenant un lien solide avec la Stratégie pour une croissance verte.

Échanges et investissement

Malgré la crise, le protectionnisme ne s'est pas répandu aussi largement que nombre d'observateurs l'avaient craint, notamment grâce à nos efforts de coordination internationale. Nous réaffirmons notre volonté de rester vigilants et de résister à toutes les formes de protectionnisme. À cet égard, nous nous félicitons des recommandations de l'OCDE sur les réponses stratégiques à la crise qui touchent au commerce. Nous soutenons la poursuite des travaux sur le commerce et l'investissement menés en collaboration par l'OCDE, l'OMC et la CNUCED.



Borut Pahor, Premier ministre de la Slovénie, lors d'une conférence sur les échanges, l'emploi et l'innovation

Nous restons attachés à une conclusion rapide, ambitieuse, équilibrée et complète du Cycle de négociations de Doha, qui ouvre les marchés, génère de la croissance économique et s'appuie sur les progrès déjà accomplis. Nous soutenons les efforts multilatéraux, plurilatéraux et bilatéraux pour parvenir à une conclusion heureuse de ces négociations.

À la lumière de notre intérêt commun de favoriser une croissance viable au profit de tous, nous poursuivrons nos efforts pour faciliter les échanges et l'investissement dans les biens et services environnementaux et pour promouvoir une aide efficace en faveur des échanges. En outre, nous continuerons d'encourager tous les grands pays exportateurs à appliquer le dispositif et les approches convenus à l'échelle internationale dans le domaine des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Nous redoublerons d'efforts pour poursuivre le développement d'un dispositif sur les crédits à l'exportation, bénéficiant d'un soutien public, relatifs aux technologies conjuguant faibles émissions de carbone et efficacité énergétique.

Nous insistons sur le rôle crucial de l'ouverture des marchés pour accélérer le rythme de la croissance économique et, en dernière analyse, la création d'emplois de plus grande qualité et mieux rémunérés. Nous saluons les travaux de l'OCDE sur les avantages des échanges, notamment sur la relation entre échanges, croissance et emploi et nous attendons les résultats de ces efforts dans l'année qui vient.

L'investissement international va être déterminant pour la reprise au sortir de la crise et pour le développement économique en général. Nous relevons en outre l'importance de l'investissement en tant que puissant moteur des flux d'échange et des créations d'emploi, et nous appelons à porter plus d'attention à sa contribution à la croissance économique et au développement. Nous saluons la contribution centrale de l'OCDE à la promotion des pratiques exemplaires en matière d'investissement international et ses travaux analytiques sur les règles en matière d'investissement. Ces travaux doivent se poursuivre et s'intensifier grâce à une plus grande collaboration avec d'autres institutions.

Nous nous félicitons du lancement officiel de la mise à jour des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, et prenons note de leur contribution importante à la conduite responsable des entreprises et ainsi au large soutien de nos sociétés à l'ouverture des marchés.

Mesurer les progrès sociaux

Étant donné la nécessité de promouvoir une croissance durable et équilibrée, nous entendons bénéficier de méthodes de mesure qui tiennent compte des dimensions sociales et environnementales du développement économique. Nous invitons l'OCDE à proposer de nouveaux travaux sur cette question importante afin de mieux lier le programme de mesure aux besoins des décideurs.

Probité, intégrité et transparence

La profondeur et l'ampleur de la crise ont démontré la nécessité de renforcer notre attachement aux principes fondamentaux de probité, d'intégrité et de transparence. Notre croissance et notre stabilité futures doivent reposer sur un ensemble commun de principes sous-tendant les transactions économiques et financières internationales. C'est dans cet esprit que les Membres de l'OCDE, ainsi que le Brésil, l'Estonie, la Fédération de Russie, Israël et la Slovénie, ont adopté la Déclaration sur la probité, l'intégrité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationales.

Développement

La coopération économique mondiale contribue pour une part essentielle à soutenir le développement économique et le progrès social dans les pays en développement. Nous réaffirmons notre forte volonté de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2015, qui engage la responsabilité commune de tous les partenaires. À cet égard, l'aide publique au développement (APD) joue un rôle essentiel et l'OCDE continuera de suivre et d'encourager les progrès vers le respect des engagements internationaux en matière d'APD. Cela étant, nous sommes conscients que l'APD ne peut à elle seule assurer la réalisation

des OMD et nous nous efforcerons de tirer parti de méthodes de financement innovantes et de promouvoir l'efficacité et l'efficacé. Nous saluons le travail de l'OCDE en vue d'améliorer l'efficacité de nos engagements en matiére d'aide. Nous reconnaissons en outre que les progrès vers la réalisation des OMD appellent aussi des mesures efficaces des pays en développement pour mobiliser leurs ressources internes et mettre en place les stratégies et institutions nécessaires pour soutenir une croissance largement partagée.

Nous sommes favorables à une approche générale et cohérente du développement qui recouvre l'aide au développement, souligne l'importance d'une bonne gouvernance et dont la viabilité sera assurée, en dernier ressort, par la promotion d'une croissance mieux partagée de l'économie mondiale. Nous nous félicitons également des efforts visant, au-delà de la mesure des contributions, à mettre l'accent sur la mesure de l'impact et des résultats de la coopération pour le développement. Nous appelons à un renforcement du dialogue avec les donateurs traditionnels et émergents, y compris à une coopération triangulaire, à un échange d'informations et à une diffusion des pratiques exemplaires et des leçons tirées de l'expérience.

Nous reconnaissons qu'il est urgent de progresser dans les domaines de la fiscalité et du développement. L'existence de systèmes fiscaux efficaces et transparents améliore la responsabilité des pouvoirs publics vis-à-vis des citoyens, contribue à la stabilité et à la prévisibilité des conditions propices à la croissance, et facilite la lutte contre la corruption. Nous nous félicitons de la coopération de l'OCDE avec les pays en développement pour soutenir l'instauration de systèmes fiscaux plus efficaces et pour aider ces pays à combattre la fraude fiscale extraterritoriale.

Nous encourageons l'OCDE à œuvrer à l'amélioration des résultats en favorisant une plus grande cohérence des politiques en matière de développement et le dialogue et la coopération entre tous les partenaires du développement. Nous soutenons la poursuite des efforts de l'OCDE en vue d'intégrer les dimensions du développement dans tous les travaux de l'Organisation, y compris au moyen de son exercice en cours sur les objectifs de développement.



Conférence de presse intitulée « Jobs and the crisis » (les emplois et la crise) avec Sharan Burrow, Secrétaire générale de la Confédération Syndicale Internationale (ITUC), et Richard Trumka, Secrétaire général de l'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO)

Coopération économique mondiale

Nous partageons l'idée qu'un approfondissement de la coopération dans les travaux de substance de l'Organisation sera précieux pour les pays Membres, les pays candidats à l'adhésion et les partenaires de l'Engagement renforcé. Nous allons travailler ensemble en collaboration étroite au sein des organes de l'OCDE, lors des futures réunions ministérielles, ainsi que dans le cadre des instances mondiales et des dialogues régionaux, en vue d'instaurer une croissance mieux partagée, plus durable et plus équilibrée. Nous nous efforcerons de développer plus avant des pratiques exemplaires et des normes exigeantes grâce à des discussions ouvertes fondées sur les faits. Nous avons l'intention d'élaborer et d'appliquer des programmes spécifiques d'engagement et de nous rencontrer régulièrement pour examiner les progrès accomplis.

Nous nous félicitons de la contribution de l'OCDE à diverses instances internationales comme le G20 ou le G8, y compris le Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée et nous encourageons l'Organisation à poursuivre ses travaux de qualité.

Nous nous réjouissons à la perspective de nous retrouver lors de la prochaine réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres qui coïncidera avec les célébrations du 50^e anniversaire de l'Organisation. ■



Photo de groupe de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres 2010

Gestion financière et budgétaire

www.oecd.org/budget
financeservice@oecd.org

L'Organisation applique le principe d'une gestion axée sur les résultats à ses activités de planification, d'établissement du budget et de gestion financière, en déterminant quels sont les effets sur l'action des pouvoirs publics recherchés par ses membres, en déployant les ressources avec flexibilité pour obtenir ces résultats eu égard au caractère évolutif du programme de travail, et en évaluant l'exécution du budget *a posteriori*. Le budget de l'OCDE et la teneur de son programme de travail sont établis tous les deux ans par l'organe directeur de l'Organisation (le Conseil), à partir des recommandations du Secrétaire général. Le budget 2011 s'élève à 342 millions d'euros.

Les états financiers de l'OCDE sont préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et vérifiés par un auditeur externe choisi parmi les organismes de contrôle des pays membres de l'OCDE. Les états financiers de l'Organisation sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE.

Contributions statutaires des pays membres pour 2011

Tous les pays membres contribuent aux réalisations financées par la Partie I du budget, qui représentent 53 % du budget total de l'Organisation. Les réalisations de la Partie II, qui intéressent un nombre plus restreint de pays membres ou touchent à des domaines particuliers d'action des pouvoirs publics non couverts par la Partie I, représentent 27 % du budget total. Le reste recouvre d'autres budgets, tels que le budget des pensions et les budgets spéciaux. Le calcul des contributions à la Partie I repose à la fois sur la répartition d'un montant à parts égales entre tous les pays membres et sur l'application d'un barème tenant compte de la taille relative des économies membres (suivant le critère du revenu national). Les programmes de la Partie II sont financés selon un barème ou un autre dispositif convenu entre les pays participants.



Organigramme

www.oecd.org/organigramme

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SECÉTAIRE GÉNÉRAL
Angel Gurría

CABINET DU SECÉTAIRE GÉNÉRAL
Gabriela Ramos, Directeur de Cabinet
et Sherpa au G20

**Centre pour la coopération
avec les non-membres**
Eric Burgeat, Directeur

**Secrétariat du conseil
et du comité exécutif**
Eric Burgeat, Directeur *ad interim*

Direction des affaires juridiques
Nicola Bonucci, Directeur

**Direction des relations extérieures
et de la communication**
Anthony Gooch, Directeur

Audit interne
Dominique Pannier, Directeur

**SECÉTAIRES GÉNÉRAUX
ADJOINTS**

Aart de Geus

Pier Carlo Padoan

Mario Amano

Richard A. Boucher

ORGANES SPÉCIAUX

**Centre de
développement**

Mario Pezzini
Directeur

**Agence
internationale
de l'énergie**

Nobuo Tanaka
Directeur exécutif

**Agence
pour l'énergie
nucléaire**

Luis Echávarri
Directeur général

Mai 2011

DIRECTIONS

<p>Département des affaires économiques</p> <p>Pier Carlo Padoan Chef économiste</p>	<p>Direction des affaires financières et des entreprises</p> <p>Carolyn Ervin Directrice</p>	<p>Direction de la coopération pour le développement</p> <p>Jon Lomoy Directeur</p>	<p>Direction des échanges et de l'agriculture</p> <p>Ken Ash Directeur</p>	<p>Direction de l'éducation</p> <p>Barbara Ischinger Directrice</p>
<p>Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales</p> <p>John P. Martin Directeur</p>	<p>Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local</p> <p>Sergio Arzeni Directeur</p>	<p>Direction de l'environnement</p> <p>Simon Upton Directeur</p>	<p>Direction exécutive</p> <p>Patrick van Haute Directeur</p>	<p>Direction de la gouvernance publique et du développement territorial</p> <p>Rolf Alter Directeur</p>
<p>Centre de politique et d'administration fiscales</p> <p>Jeffrey Owens Directeur</p>	<p>Direction de la science, de la technologie et de l'industrie</p> <p>Andrew Wyckoff Directeur</p>	<p>Direction des statistiques</p> <p>Martine Durand Directrice</p>		

ENTITÉS SPÉCIALES

<p>Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest</p> <p>Laurent Bossard Directeur</p>	<p>Forum international des transports</p> <p>Jack Short Secrétaire général</p>	<p>Forum pour le partenariat avec l'Afrique</p> <p>David Batt Directeur</p>	<p>Groupe d'action financière</p> <p>Rick McDonell Secrétaire exécutif</p>	<p>Partenariat pour la gouvernance démocratique</p> <p>Jerzy Pomianowski Directeur de l'Unité consultative</p>
--	--	---	--	--

ACTIVITÉS PRINCIPALES



Direction de la coopération pour le développement

www.oecd.org/cad



Jon Lomoy
Directeur
Courriel : dac.contact@oecd.org

« Notre objectif est de faire de la coopération internationale pour le développement un instrument plus efficace de lutte contre la pauvreté. En promouvant le dialogue et l'apprentissage mutuel, nous aidons les gouvernements des pays développés et en développement à adopter et mettre en œuvre des politiques qui ont fait leurs preuves. Nous concentrons notre attention sur la rentabilisation des sommes dépensées et le suivi des apports d'aide et des engagements souscrits en la matière. »

La Direction de la coopération pour le développement (DCD) et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE s'emploient à faire en sorte que l'aide soit rigoureusement mise au service du règlement des problèmes mondiaux de développement. Au cours de l'année écoulée, ils se sont avant tout efforcés de préparer le terrain pour le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui doit se tenir à Busan, en Corée, fin 2011.

L'importance primordiale que le CAD accorde depuis longtemps au rôle central des femmes et des filles dans le développement a trouvé un écho retentissant dans le document final du Sommet des Nations unies sur les objectifs du millénaire pour le développement, tenu en septembre. À Cancun, lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, a été confirmée la nécessité de trouver un équilibre judicieux entre financements à brève échéance et financements de long terme, domaine dans lequel l'expertise du CAD peut se révéler particulièrement utile. En novembre, le Consensus de Séoul sur le développement pour une croissance partagée a marqué une étape importante vers l'avènement d'un développement inclusif. L'OCDE s'investit d'un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du plan d'action qui en découle, en collaboration avec les Nations unies, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales.

La contribution de la DCD à des politiques meilleures pour une vie meilleure passe par la fourniture de données transparentes sur les moyens financiers mis au service du développement ainsi que par l'amélioration des pratiques et politiques en matière de coopération pour le développement. La Direction propose aux pouvoirs publics des conseils fondés sur une expertise objective, et constitue un forum ouvert à tous pour l'amélioration et le partage des connaissances. ■

Activités principales

- Architecture et financement de l'aide : www.oecd.org/dac/scalingup
- Efficacité de l'aide : www.oecd.org/cad/efficacite
- Aide pour le commerce : www.oecd.org/cad/apc
- Statistiques de l'aide : www.oecd.org/cad/stats
- Conflits et fragilité : www.oecd.org/cad/incaf
- Ouverture : www.oecd.org/dac/opendoors
- Environnement et développement : www.oecd.org/cad/environnement
- Évaluation des programmes de développement : www.oecd.org/cad/evaluation
- Égalité homme-femme et développement : www.oecd.org/cad/genre
- Gouvernance et développement : www.oecd.org/cad/gouvernance
- Examens par les pairs des efforts des membres du CAD : www.oecd.org/cad/examenspairs
- Réduction de la pauvreté : www.oecd.org/cad/pauvrete
- Statistiques du développement : www.paris21.org

Publications principales

- Examens par les pairs du CAD : Belgique, Allemagne, Japon, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni
- *Better Aid : Evaluation in Development Agencies* (en anglais uniquement)
- *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement en 2010*
- *Aide multilatérale 2010*
- *Rapport des partenaires sur le soutien à la statistique*
- *Resource Flows to Fragile and Conflict-Affected States* (en anglais uniquement)
- *Le soutien au renforcement de l'État dans les situations de conflit et de fragilité : Lignes directrices politiques pour l'engagement international*
- *Le financement des États en transition : vers une meilleure réponse*

Manifestations principales

- Réunion de l'Équipe de projet du CAD sur la gestion des finances publiques, New Delhi, 15-16 décembre 2010
- Réunion à haut niveau sur le renforcement des capacités, Le Caire, 28-29 mars 2011
- Forum mondial de l'OCDE sur le développement sur le thème « Ensuring Public Expenditure Achieves Results », Paris, 5 avril 2011
- Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, co-organisée par l'OCDE avec le ministère français des Affaires étrangères et européennes, le ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, et la Banque mondiale, Paris, 30 mai-1er juin 2011
- Examen global de l'aide pour le commerce, Genève, 18-19 juillet 2011
- Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, Corée, 29 novembre-1er décembre 2011

Département des affaires économiques

www.oecd.org/eco-fr



« L'économie mondiale est à la croisée des chemins. La croissance s'accélère dans la zone OCDE et l'expansion de l'activité se poursuit avec vigueur dans les économies émergentes. Désormais, les dirigeants doivent soutenir la reprise là où elle est hésitante, rétablir la viabilité des finances publiques là où la dette publique est élevée et réduire le chômage là où il risque de s'enraciner. Au niveau mondial, de nouveaux efforts de coopération sont nécessaires pour parvenir à un rééquilibrage général propice à la croissance. Par sa contribution à la diffusion des bonnes pratiques et ses conseils basés sur des analyses rigoureuses, le Département des affaires économiques

est en mesure de soutenir activement le processus d'élaboration des politiques publiques, aussi bien au niveau national que multilatéral. »

Pier Carlo Padoa
Secrétaire général adjoint et Chef économiste
Courriel : eco.contact@oecd.org

En 2010, le Département des affaires économiques (ECO) a principalement axé ses travaux et recommandations sur les mesures que pourraient prendre les pays pour soutenir la reprise et améliorer leur potentiel de croissance à long terme après la crise financière et économique mondiale. La reprise étant désormais en cours, il s'agit essentiellement de déterminer comment assainir les finances publiques, juguler les taux de chômage et réduire durablement les déséquilibres mondiaux. À partir des leçons qu'il tire de ses études périodiques, de ses travaux de recherche et du dialogue qu'il mène sur les politiques à suivre, le département ECO continuera de formuler des recommandations sur les moyens de promouvoir une croissance mondiale vigoureuse, durable et équilibrée.

L'adhésion à l'OCDE de trois nouveaux pays membres a été l'occasion pour le département d'étoffer ses capacités de surveillance et d'analyse. De plus, il continue de renforcer le dialogue avec les pays non-membres, comme en témoigne la publication cette année d'une évaluation économique consacrée à la Colombie (*Economic Assessment of Colombia*). Au cours des 12 derniers mois, ECO a publié des études économiques sur 23 pays, y compris des pays de l'Engagement renforcé comme l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud. Quant aux travaux confiés par le G20 à l'OCDE, ils suivent leur cours. Ainsi, nombre de pays membres du G20, dont le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, sont désormais pleinement inclus dans les analyses d'Objectif croissance.

Le Département des affaires économiques assure le suivi des politiques économiques multilatérales, nationales et structurelles, non seulement pour les pays membres de l'OCDE, mais aussi pour ceux en voie d'adhésion ou parties au programme d'engagement renforcé. ■

Activités principales

- Études économiques par pays : www.oecd.org/eco/etudes
- Analyses et avis de politique structurelle pour l'ensemble des pays : www.oecd.org/economie/objectifcroissance
- Perspectives économiques : www.oecd.org/perspectiveseconomiques
- Notes de politique économique du Département des affaires économiques : www.oecd.org/eco/policynotes
- Documents de travail du Département des affaires économiques : www.oecd.org/eco/documentsdetravail
- Questions monétaires et financières : www.oecd.org/eco/monnaiesfinances
- Finances publiques : www.oecd.org/eco/financespubliques

Publications principales

- *Réformes économiques : Objectif croissance 2011*
- *Perspectives économiques de l'OCDE*
- *Études économiques de l'OCDE* (pays membres et un certain nombre de pays non-membres)
- *Revue économique de l'OCDE*

Manifestations principales

- Conférence OCDE-Banque mondiale sur le thème « Challenges and Policies for Promoting Inclusive Growth », Paris, 24-25 mars 2011
- Lancement d'*Objectif croissance 2011*, Budapest, 7 avril 2011
- Lancement des *Perspectives économiques intermédiaires* pour les grandes économies du monde, Paris, 5 avril 2011
- Lancement des *Perspectives économiques*, Paris, 24 mai 2011

Direction de l'éducation

www.oecd.org/edu-fr



« L'éducation et les compétences sont indispensables pour garantir une croissance économique durable. Les individus doivent se doter de compétences adaptées pour faire face à l'évolution rapide du marché de l'emploi et atteindre les meilleurs résultats possibles sur le plan social, à la fois pour leur propre compte, pour leurs familles et pour leur communauté. Nous aidons les pays membres et non-membres à élaborer des politiques efficaces dans le domaine de l'éducation, à comparer leurs performances

et à apprendre les uns des autres au moyen d'un dialogue permanent. »

Barbara Ischinger

Directrice

Courriel : edu.contact@oecd.org

En 2010, l'OCDE a publié les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2009 sur les résultats scolaires des jeunes de 15 ans issus de 74 pays, représentant 9/10e de l'économie mondiale. Les conclusions du PISA montrent qu'œuvrer pour améliorer les résultats médiocres n'est pas nécessairement incompatible avec le fait de cultiver l'excellence.

Les ministres de l'Éducation réunis en novembre 2010 ont souligné à quel point l'enseignement et la formation sont essentiels à la reprise économique et peuvent contribuer à la cohésion sociale et à l'intégration dans des sociétés où la diversité est croissante. Pour offrir aux élèves les meilleurs établissements et enseignants, les ministres ont convenu qu'il est nécessaire d'adopter des mesures innovantes, de poursuivre les efforts de réforme et de mettre en place des cadres de gouvernance publique transparents afin de promouvoir le capital humain et social nécessaire aujourd'hui et dans les années à venir.

En 2011, l'OCDE concentrera ses efforts sur l'élaboration d'une « Stratégie sur les compétences », pour aider les pays à s'assurer que les compétences disponibles sont adaptées à l'évolution de la demande. Pour ce faire, l'OCDE examinera les politiques qui contribuent au progrès social et à la croissance durable en améliorant les résultats scolaires et en soutenant le capital humain et l'emploi.

La Direction de l'éducation conduit les travaux de l'OCDE visant à aider les pays membres et non-membres à mettre en place un enseignement de qualité pour tous, qui contribue à l'épanouissement personnel, à une croissance économique durable et à la cohésion sociale. Le Comité des politiques d'éducation définit l'orientation stratégique et supervise les travaux de l'OCDE dans le secteur éducatif. La Direction de l'éducation fournit des statistiques, des analyses et des recommandations pratiques aux pays sur un large éventail de sujets liés à l'enseignement. ■

Activités principales

- Le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) : www.oecd.org/edu/ceri-fr
- L'éducation et l'accueil des jeunes enfants : www.oecd.org/edu/earlychildhood
- Les équipements et les infrastructures de l'enseignement : www.oecd.org/edu/equipements
- Les indicateurs de l'enseignement : www.oecd.org/edu/rse2010
- Coopération avec les non-membres dans le domaine des politiques de l'éducation : www.oecd.org/edu/nonmembres
- La plateforme collaborative Educationtoday : <https://community.oecd.org/community/educationtoday>
- L'équité dans l'enseignement : www.oecd.org/edu/equite
- Les cadres d'évaluation en vue d'améliorer les résultats scolaires : www.oecd.org/edu/evaluationpolicy
- L'étude de faisabilité concernant l'évaluation internationale des retombées de l'enseignement supérieur (AHELO) : www.oecd.org/edu/ahelo-fr
- L'enseignement supérieur : www.oecd.org/edu/imhe-fr
- La stratégie pour l'innovation dans l'enseignement et la formation : www.oecd.org/edu/innovation
- Les environnements pédagogiques novateurs : www.oecd.org/edu/learningenvironments-fr
- Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) : www.pisa.oecd.org
- Le Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) et l'enquête internationale sur l'enseignement et l'acquisition de connaissances (TALIS) : www.oecd.org/edu/talis-fr

Publications principales

- PISA Volume I, Savoirs et savoir-faire des élèves : Performance des élèves en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences
- PISA Volume II, Surmonter le milieu social : L'égalité des chances et l'équité du rendement de l'apprentissage
- PISA Volume III, Apprendre à apprendre : Les pratiques, les stratégies et l'engagement des élèves
- PISA Volume IV, Les clés de la réussite des établissements d'enseignement : Ressources, politiques et pratiques
- PISA Volume V, Tendances dans l'apprentissage : L'évolution de la performance des élèves depuis 2000
- PISA Volume VI, Students on Line: Reading and Using Digital Information (version française à paraître)
- Strong Performers and Successful Reformers in Education: Lessons from PISA for the United States (en anglais uniquement)
- L'éducation aujourd'hui 2010 : La perspective de l'OCDE
- Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010
- L'éducation, un levier pour améliorer la santé et la cohésion sociale
- Améliorer la direction des établissements scolaires : La boîte à outils
- Learning Our Lesson: Review of Quality Teaching in Higher Education (en anglais uniquement)
- Reviews of National Policies for Education, 2010: Kyrgyz Republic; Santa Catarina State (Brazil); Scholarship Abroad Programme (Chile); Higher Education in Egypt (en anglais uniquement)
- Examens de l'OCDE sur l'éducation et la formation professionnelle

Manifestations principales

- L'Enseignement supérieur dans un monde en profonde mutation : Faire plus avec moins, Conférence IMHE, Paris, 13-15 septembre 2010
- Réunion du Comité des politiques d'éducation au niveau ministériel : Investir dans le capital humain et social, les nouveaux enjeux, Paris, 4-5 novembre 2010
- Sommet international sur la profession d'enseignant, organisé en partenariat avec le ministère américain de l'Éducation et l'Internationale de l'éducation, New York, 16-17 mars 2011
- Strong Performers and Successful Reformers: Lessons from PISA, séminaire OCDE-Japon, Tokyo, 28-29 juin 2011

Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

www.oecd.org/els



« Après la crise la plus grave des cinquante dernières années, le marché du travail aura besoin de temps et d'une volonté politique solide pour panser ses plaies. En dépit des efforts consentis pour protéger les revenus et favoriser une reprise créatrice d'emplois, la pression s'accroît pour réduire d'importants déficits budgétaires, ce qui contraint les États à faire des choix difficiles. S'il est capital de garantir le financement du marché du travail et des politiques sociales, il est aussi essentiel de se concentrer sur des programmes offrant un bon rapport coût-efficacité

et ciblés sur les catégories de population les plus défavorisées. Notre priorité doit être de faire baisser le niveau élevé du chômage des jeunes et de minimiser le risque de chômage de longue durée. »

John P. Martin
Directeur
Courriel : els.contact@oecd.org

En 2010, l'OCDE a aidé les pays à faire face à la récession et aux retombées d'une reprise économique dont la lenteur pèse sur l'emploi et les revenus. Les *Perspectives de l'emploi 2010* ont fait le point sur les mesures destinées à aider les chômeurs tout en favorisant leur retour à l'emploi. L'OCDE a également contribué à la documentation de référence pour la première réunion ministérielle du G20 consacrée à l'emploi et au marché du travail, qui s'est tenue à Washington.

L'ombre de la crise économique a plané sur la réunion des ministres de la santé de l'OCDE et de certains pays non membres, organisée en octobre. À cette occasion, les ministres ont convenu de la nécessité, au vu des contraintes budgétaires actuelles, d'optimiser l'usage des ressources pour promouvoir la qualité des soins et améliorer les résultats sur le plan de la santé. Ils se sont également accordés sur la nécessité de concentrer les efforts sur la prévention, ainsi que sur la sensibilisation et la responsabilisation des patients, afin d'améliorer l'état de santé de la population.

Au cours des prochaines années, les travaux de la direction seront principalement axés sur les moyens de concilier les pressions à court terme générées par la crise économique et les problématiques de long terme. En 2011, les ministres des politiques sociales de l'OCDE examineront les priorités de la réforme au lendemain de la crise et sur fond de vieillissement de la population.

En 2010, nous nous sommes attachés à promouvoir l'égalité des chances dans les pays de l'OCDE. La série d'examens de l'OCDE intitulée *Des emplois pour les jeunes* (16 titres disponibles) a rencontré un franc succès. Dernier rapport de synthèse en date, *Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes* définit un nouveau programme pour l'adoption de politiques de l'emploi favorables aux jeunes et de pratiques innovantes. Nous avons également poursuivi les travaux relatifs aux politiques actives du marché du travail, qui visent à aider les bénéficiaires des prestations à trouver un emploi, notamment les chômeurs de longue durée. Nous avons en outre publié un rapport novateur sur le thème *De nouvelles compétences*

pour de nouveaux emplois, et lancé un nouvel examen sur le potentiel de la transition vers une économie à faible émission de carbone en termes de création d'emplois. Enfin, les politiques conçues pour faciliter l'intégration des immigrants et de leurs enfants ont été examinées dans plusieurs études et lors de divers événements publics.

La Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE coordonne les travaux de l'Organisation relatifs à l'emploi, aux politiques sociales, aux migrations internationales et à la santé. ■

Activités principales

- Politiques actives du marché du travail : www.oecd.org/els/emploi/pamt
- Emploi et marchés du travail : www.oecd.org/emploi/perspectives
- Politiques familiales : www.oecd.org/els/social/famille
- Politique de la santé : www.oecd.org/els/sante/politiques
- Mesures de la santé et des dépenses de santé : www.oecd.org/els/sante/donnees
- Politiques migratoires internationales : www.oecd.org/els/migrations
- Indicateurs de la qualité des soins de santé : www.oecd.org/health/hcqi
- Systèmes de pension : www.oecd.org/els/social/pensions-fr
- Prestations de maladie et d'invalidité : www.oecd.org/els/invalidite
- Indicateurs sociaux : www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG
- Systèmes de protection sociale : www.oecd.org/els/social-fr
- Système de comptes de la santé : www.oecd.org/health/sha
- Les jeunes et le marché du travail : www.oecd.org/emploi/jeunes

Publications principales

- *Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes*
- *Maladie, invalidité et travail : Surmonter les obstacles*
- *Éco-Santé OCDE 2010*
- *L'obésité et l'économie de la prévention : Objectif santé*
- *Améliorer l'efficacité du secteur de la santé : Le rôle des technologies de l'information et des communications*
- *Perspectives des migrations internationales 2010*
- *Perspectives de l'emploi 2010*
- *Tackling Inequalities in Brazil, China, India and South Africa - The Role of Labour Market and Social Policies* (en anglais uniquement)
- Nouveaux indicateurs bruts et nets dans la Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX édition 2010)

Manifestations principales

- Forum à haut niveau sur l'emploi des jeunes, Oslo, 20-21 septembre 2010
- Réunion ministérielle OCDE Santé 2010 – Les priorités des systèmes de santé au lendemain de la crise, Paris, 7-8 octobre 2010
- Réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales, Paris, 2-3 mai 2011

Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local

www.oecd.org/cfe-fr



Sergio Arzeni
Directeur
Courriel : cfe.contact@oecd.org

« Dans l'économie entrepreneuriale, les petites et moyennes entreprises soutiennent l'innovation de bien des manières. Cependant, d'importants obstacles entravent leur développement : difficultés d'accès aux financements, mauvaise gestion et insuffisance des compétences en matière d'entrepreneuriat, manque de personnel qualifié, absence de perspectives à long terme et méconnaissance des besoins en matière d'innovation. Les pouvoirs publics doivent trouver des solutions à ces problèmes. »

Le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local (CFE) aide les pays à concevoir et à mettre en œuvre des politiques efficaces pour l'emploi local et le développement économique, les PME et l'entrepreneuriat, et le tourisme. Il procède à des examens par les pairs aussi bien au niveau local que national, et contribue aux projets de l'OCDE dans les domaines de la création d'emplois, de l'innovation, des compétences et de la croissance verte. Le CFE s'appuie aussi sur les compétences spécialisées de son vaste réseau d'experts internationaux et organise des consultations régulières avec la société civile.

L'accès aux financements pour les petites et moyennes entreprises (PME) demeurera un problème même une fois la reprise bien ancrée. En 2011, le CFE poursuivra ses travaux de suivi et d'information sur les données et les politiques relatives au financement des PME et de l'entrepreneuriat. Il évaluera aussi les différentes formes d'aide financière offertes aux PME, en particulier aux entreprises innovantes et à forte croissance.

Au cours de l'année à venir, le CFE rassemblera un ensemble d'indicateurs sur les compétences, la mobilité, la qualité de l'emploi et l'adaptabilité des politiques du marché du travail. Il élaborera des stratégies locales pour l'emploi des jeunes, ainsi que des stratégies de lutte contre le chômage de longue durée parmi les groupes vulnérables. Le Centre s'efforcera aussi d'aider les collectivités à mettre en œuvre des stratégies de développement local efficaces, à stimuler les PME et l'entrepreneuriat et à renforcer les capacités par le biais de l'apprentissage au contact des pairs et de forums d'échange.

D'autres travaux porteront sur l'innovation verte dans les services de tourisme, identifiant les principales forces motrices et les principaux obstacles, et formulant des recommandations appropriées à l'intention des acteurs des secteurs public et privé. Un manuel sera établi à l'usage des PME dans le secteur du tourisme, comprenant notamment un outil d'auto-évaluation de l'innovation verte et un ensemble d'indicateurs des emplois verts. L'OCDE continuera aussi de suivre et d'évaluer les principales tendances mondiales et les politiques du tourisme, mesurant la compétitivité et encourageant la libéralisation dans ce secteur. ■

Activités principales

- Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) : www.oecd.org/cfe/leed-fr
- PME et entrepreneuriat : www.oecd.org/cfe/pme
- Tourisme : www.oecd.org/cfe/tourisme

Publications principales

- *Breaking Out of Policy Silos : Doing More with Less* (en anglais uniquement)
- *High-Growth Enterprises : What Governments Can Do to Make a Difference* (en anglais uniquement)
- *Tableau de bord de l'OCDE sur les données et les politiques relatives au financement des PME et de l'entrepreneuriat* (à paraître)
- *L'économie sociale au service de l'inclusion au niveau local* (à paraître)
- *The Economics of Food and Tourism* (à paraître)

Manifestations principales

- Gérer la responsabilité et la flexibilité dans la politique du marché du travail, conférence à haut niveau, Aarhus, Danemark, 5 avril 2011

Direction de l'environnement

www.oecd.org/environnement



Simon Upton
Directeur
Courriel : env.contact@oecd.org

« L'un des défis fondamentaux de l'année écoulée a consisté à promouvoir efficacement la croissance verte. Les gouvernements ont clairement fait comprendre qu'à moins de coïncider avec l'impératif de croissance économique, les grandes questions environnementales avaient peu de chances d'influencer les nouvelles orientations des politiques publiques. Nous devons être tout aussi soucieux de l'impact économique des politiques environnementales que de l'impact environnemental des politiques économiques. C'est cette ambition que le projet sur la croissance verte traduira pour la première fois sur le plan opérationnel. »

Les travaux sur les subventions aux énergies fossiles demandés par le G20 ont fait l'objet de rapports établis conjointement par l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie, la Banque mondiale et l'OPEP, qui ont été remis aux sommets du G20 tenus en juin et novembre 2010, respectivement à Toronto et à Séoul. En 2010, année internationale de la biodiversité, les travaux de l'OCDE sur les aspects économiques de cette question ont nourri les débats de la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité, tenue en octobre à Nagoya (Japon). Le Forum mondial de l'OCDE sur l'environnement consacré à la gestion durable des matières a été l'occasion d'évoquer des stratégies cohérentes permettant d'assurer une gestion durable et une utilisation efficiente des matériaux tout au long de leur cycle de vie. La 16e Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, tenue à Cancun (Mexique), a marqué des efforts internationaux considérables en matière de lutte contre le changement climatique ; l'OCDE y a participé notamment en organisant des manifestations parallèles pour faire connaître ses analyses et en présentant une déclaration officielle.

L'élaboration de la Stratégie pour une croissance verte a fait intervenir de nombreux comités de l'OCDE et acteurs concernés, mettant à profit les synergies entre politiques économiques, sectorielles et environnementales. En mars 2012, la nouvelle édition des *Perspectives de l'environnement de l'OCDE* fera partie des documents phares présentés à la réunion des ministres de l'environnement. Elle montrera à quoi pourrait ressembler notre planète en 2050 et comment les politiques de croissance verte pourraient permettre de s'écarter du scénario de poursuite de l'évolution actuelle.

La Direction de l'environnement aide les pays à concevoir et à mettre en œuvre des politiques efficaces et efficientes pour répondre aux problèmes environnementaux et assurer une gestion durable des ressources naturelles. Elle s'attache à examiner les liens entre les problématiques environnementales, économiques, sectorielles et sociales, en abordant des domaines comme le changement climatique, la biodiversité, l'eau, les déchets, les écotaxes, la sécurité des produits chimiques, des nanomatériaux et des cultures génétiquement modifiées, l'agriculture, les transports, les échanges, l'investissement et le développement. ■

Activités principales

- Biodiversité : www.oecd.org/env/biodiversite
- Changement climatique : www.oecd.org/env/cc-fr
- Éco-innovation : www.oecd.org/env/cpe/entreprises/innovation
- Examens environnementaux par pays : www.oecd.org/env/examenspays
- Données et indicateurs environnementaux : www.oecd.org/env/indicateurs
- Écotaxes et permis négociables : www.oecd.org/env/taxes-fr
- Croissance verte : www.oecd.org/croissanceverte
- Sécurité des produits chimiques, des pesticides, des biotechnologies et des nanomatériaux : www.oecd.org/ehs
- Transports et environnement : www.oecd.org/env/transports
- Productivité des ressources et déchets : www.oecd.org/env/dechets
- Eau : www.oecd.org/eau

Publications principales

- *Les politiques de soutien à l'éco-innovation*
- *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050*
- *Examens environnementaux : Japon, Portugal, Norvège, République slovaque, Israël*
- *Politique d'environnement et comportement des ménages*
- *Stratégie pour une croissance verte : Rapport de synthèse*
- *Financing Integrated Water Resources Management* (en anglais uniquement)
- *Implementing Effective Policies for Water Supply and Sanitation: Tools and Approaches* (en anglais uniquement)
- *Invention et transfert de technologies environnementales* (à paraître)
- *Payer pour la biodiversité : Améliorer l'efficacité-coût des paiements pour services écosystémiques*
- *Synthesis Report on Sustainable Materials Management* (en anglais uniquement)
- *La fiscalité, l'innovation et l'environnement*

Manifestations principales

- Forum mondial sur l'environnement : Gestion durable des matières, Malines (Belgique), 25-27 octobre 2010
- Atelier sur la Stratégie pour une croissance verte, Paris, 10-11 février 2011
- Forum mondial sur l'environnement : Séminaire sur le changement climatique avec les pays en développement, Paris, 28-29 mars 2011
- Réunion du Comité des produits chimiques de l'OCDE, célébration du 40e anniversaire, Paris, 15-17 juin 2011
- Forum mondial sur l'environnement : Préparation des *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, Paris, 6-7 octobre 2011
- Forum mondial sur l'environnement : Sécurité de l'eau – relever les défis sur le plan économique et en matière de gouvernance, Paris, 25-26 octobre 2011
- Réunion du Comité des politiques d'environnement au niveau des ministres, Paris, 29-30 mars 2012

Direction des affaires financières et des entreprises

www.oecd.org/daf-fr



Carolyn Ervin

Directrice

Courriel : daf.contact@oecd.org

« L'OCDE fait tout son possible pour aider les gouvernements à honorer leurs engagements à maintenir les marchés ouverts et à encourager l'intégrité des entreprises au service de la société et du développement. »

L'OCDE accompagne les gouvernements dans l'amélioration des politiques nationales et mondiales qui touchent les entreprises et les marchés. Ses domaines de travail comprennent la lutte contre la corruption, le gouvernement d'entreprise, le droit et la politique de la concurrence, l'investissement, les marchés financiers, les assurances, les pensions privées et le développement du secteur privé.

Une gestion efficace des risques de catastrophe est aujourd'hui impérative si l'on veut éviter de ponctionner les ressources publiques. La nouvelle Recommandation de l'OCDE sur les bonnes pratiques pour réduire et financer ces risques s'appuie sur une décennie de travaux visant à fournir un cadre intégré tourné vers l'action pour l'identification des risques de catastrophe, la sensibilisation aux risques, l'amélioration des stratégies de prévention et la limitation des pertes ainsi que le développement de mécanismes d'indemnisation.

En complément de ses Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, l'Organisation a adopté, en étroite coopération avec les pays africains, le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque, à titre de contribution à la lutte contre le commerce illégal de ressources naturelles. Ce nouveau guide favorisera la transparence et les pratiques d'approvisionnement durable, tout en permettant aux pays en développement de percevoir un revenu sur l'extraction et le commerce de leurs ressources minérales.

L'OCDE continue de soutenir les économies émergentes et en développement et d'échanger des connaissances avec ces pays afin de les aider à améliorer leurs politiques. Dans le cadre de l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique, des examens ont été lancés dans plusieurs pays africains. L'Organisation a en outre aidé la Chine à évaluer son cadre juridique et réglementaire de gouvernement d'entreprise au regard des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE. Le Brésil a participé au premier examen par les pairs de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise consacré au fonctionnement et à la rémunération des conseils d'administration. Quant à l'Indonésie, elle a entrepris son premier examen par les pairs de l'OCDE sur ses politiques de l'investissement. ■

Activités principales

- Liberté d'investissement : www.oecd.org/daf/investment/foi
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales : www.oecd.org/daf/investissement/principesdirecteurs
- Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque : www.oecd.org/daf/investment/mining
- L'investissement pour la croissance verte : www.oecd.org/daf/investment/green
- Initiative de sensibilisation à la lutte contre la corruption transnationale : www.oecd.org/corruption/initiative
- Marchés financiers : www.oecd.org/daf/fin-fr
- Marchés obligataires et gestion de la dette publique : www.oecd.org/daf/dettepublique
- Assurances : www.oecd.org/daf/assurance
- Pensions privées : www.oecd.org/daf/pensions-fr
- Éducation financière : www.financial-education.org
- Concurrence : www.oecd.org/concurrence
- Développement du secteur privé : www.oecd.org/daf/dsp
- Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE : www.oecd.org/daf/affairesentreprises/principes
- Gouvernement d'entreprise des entreprises publiques : www.oecd.org/daf/affairesentreprises/publiques

Publications principales

- *Transition to a Low-Carbon Economy, Public Goals and Corporate Practices* (version française à paraître)
- *Business Climate Development Strategy: Egypt, 2010* (en anglais uniquement)
- *Examens des politiques de l'investissement – OCDE : Maroc, Indonésie*
- *Investment Reform Index 2010: Monitoring Policies and Institutions for Direct Investment in South-East Europe* (en anglais uniquement)
- *Kazakhstan: Sector Competitiveness Strategy* (en anglais uniquement)
- *OECD Sovereign Borrowing Outlook* (en anglais uniquement)
- *African Central Government Debt: Statistical Yearbook 2003-2007* (en anglais uniquement)
- *Public Debt Management in the Macro Spotlight* (publication conjointe OCDE-BRI, en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Conférence sur l'assurance du risque terroriste, Paris, 1er-2 juin 2010
- Conférence ministérielle de l'OCDE sur l'Initiative pour l'Eurasie et l'Asie centrale, Paris, 16-17 juin 2010
- Conférence internationale OCDE-Banque du Liban sur l'éducation financière, sur le thème « Construire des individus responsables financièrement », Beyrouth, 20-21 octobre 2010
- Lancement officiel de l'Initiative régionale sur la compétitivité pour l'Europe du Sud-Est, Roumanie, 22 novembre 2010
- Table ronde OCDE-Asie sur le gouvernement d'entreprise, Shanghai, 16-17 décembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur la gestion de la dette publique, Paris, 20-21 janvier 2011
- Forum mondial sur la concurrence, Paris, 17-18 février 2011
- 12^{ème} Forum OCDE-Groupe de la Banque mondiale-FMI sur les marchés obligataires mondiaux, Paris, 5-6 mai 2011

Direction de la gouvernance publique et du développement territorial

www.oecd.org/gov-fr



« Alors que les pays sont en quête d'un nouveau modèle de croissance, il leur est plus que jamais nécessaire de pouvoir compter sur un secteur public performant, novateur, réactif et ouvert. Notre mission consiste à aider les gouvernements à améliorer la qualité des services publics, à faire en sorte que la réglementation soit à même de répondre aux besoins des citoyens et des entreprises, à renforcer la gestion budgétaire et à réduire les disparités. Nous nous y appliquons en facilitant un processus d'élaboration des politiques qui s'appuie sur des données factuelles, et en encourageant les pays membres et non-membres de l'OCDE à confronter leur expérience, en une période où les enjeux de l'action publique n'ont jamais été aussi lourds de conséquences. »

Rolf Alter
Directeur
Courriel : gov.contact@oecd.org

En 2010, au lendemain de la crise économique, l'OCDE a favorisé le dialogue quant aux moyens de renforcer le rôle de l'État dans l'économie. Lors d'une réunion des ministres en novembre 2010, membres et non-membres ont examiné comment le secteur public pouvait gagner en efficacité dans un contexte d'austérité budgétaire. Ils ont souligné la nécessité de rétablir la viabilité des finances publiques tout en veillant à la qualité des services publics, et appelé à une participation plus effective de la société civile.

En 2011, les travaux consacrés à la gouvernance publique seront principalement axés sur la collecte de données à l'appui des politiques dans des domaines d'action tels que l'administration électronique, les ressources humaines, la programmation budgétaire et l'assainissement des finances publiques. L'OCDE a aussi organisé une réunion des responsables de la régulation afin de tirer les leçons de la crise sous l'angle de la régulation de l'économie. Les travaux menés en 2011 auront vocation à aider les pays à adopter des outils de gestion de pointe, notamment l'élaboration de règles par voie électronique, le Web 2.0 et la rationalisation des formalités administratives, dans l'optique de mettre la régulation au service de la croissance. La nécessité d'une reprise, que ressent l'ensemble des citoyens, met en évidence l'importance du développement régional comme un des piliers de la gestion économique. Le rôle des villes dans la promotion d'une croissance verte, la gestion des ressources naturelles à tous les niveaux de l'administration, les énergies renouvelables et le développement rural, ainsi que les stratégies régionales en faveur de l'innovation, sont autant d'axes de travail de l'Organisation. Les conseils que prodigue l'OCDE sur les politiques à suivre s'appuient sur des données d'expérience et des statistiques solides. En 2011, les nouvelles éditions du *Panorama des administrations publiques* et du *Panorama des régions de l'OCDE* proposeront des indicateurs inédits de la performance des administrations.

L'intérêt tout particulier que porte la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE au cadre institutionnel et à la mise en œuvre des politiques favorise l'apprentissage mutuel et la diffusion des pratiques optimales. Des réseaux régionaux soutiennent le dialogue dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de l'Europe orientale, de l'Amérique latine et de l'Asie. ■

Activités principales

- Budgétisation et dépenses publiques : www.oecd.org/gov/budget-fr
- Administration électronique : www.oecd.org/gov/egov
- Indicateurs de l'activité : www.oecd.org/gov/indicateurs
- Intégrité dans le secteur public : www.oecd.org/gov/ethique
- Emploi et gestion publics : www.oecd.org/gov/grh
- Réforme de la gouvernance publique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : www.oecd.org/mena/governance
- Statistiques et indicateurs régionaux : www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs
- Développement urbain, rural et régional : www.oecd.org/gov/regional-fr
- Politique de la réglementation : www.oecd.org/reformereg
- Sigma (Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion) : www.oecd.org/gov/sigma

Publications principales

- *Panorama des administrations publiques 2009*
- *Lobbyistes, pouvoirs publics et confiance du public, Volume 2 : Promouvoir l'intégrité par l'autoréglementation* (à paraître)
- *Examens de l'OCDE sur l'innovation régionale*
- *Progress in Public Management in the Middle East and North Africa: Case Studies on Policy Reform* (en anglais uniquement)
- *Cities and Climate Change* (en anglais uniquement)
- *Regional Development Policies in OECD Countries* (en anglais uniquement)
- *OECD Journal on Budgeting* (en anglais uniquement)
- *OECD Public Governance Reviews* (en anglais uniquement)
- *Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation*
- *Examens territoriaux de l'OCDE*
- *OECD Regional Outlook* (en anglais uniquement)
- *Panorama des régions de l'OCDE*

Manifestations principales

- Réunion des hauts responsables du budget, Athènes, 3-4 juin 2010
- Sorties de crise : assainir les finances publiques, investir dans la croissance future, réunion des Hauts responsables de centres de gouvernement, Berlin, 22-24 septembre 2010
- L'administration électronique au service de l'amélioration des performances publiques, réunion des Hauts responsables de l'administration électronique, Bruxelles, 11-12 octobre 2010
- La politique de la réglementation à la croisée des chemins – Vers un nouvel agenda pour les politiques, conférence, Paris, 28-29 octobre 2010
- Vers la reprise et le partenariat avec les citoyens : l'appel en faveur d'une administration innovante et ouverte, réunion du Comité de la gouvernance publique au niveau ministériel, Venise, 14-15 novembre 2010
- De la relance à l'assainissement : quels dispositifs de gouvernance appliquer aux investissements et services publics dans un contexte d'austérité budgétaire, session spéciale du Comité de la politique de développement territorial, Paris, 1^{er}-2 décembre 2010
- Conférence internationale sur la réforme de la réglementation, co-organisée par l'OCDE et la Fondation Bertelsmann, Amsterdam, 10-11 mars 2011
- Réunion annuelle des Responsables budgétaires des parlements des pays de l'OCDE, Stockholm, 28-29 avril 2011

Direction de la science, de la technologie et de l'industrie

www.oecd.org/sti-fr



Andrew Wyckoff
Directeur
Courriel : sti.contact@oecd.org

« L'innovation est l'un des termes phares des politiques publiques, et il y a une bonne raison à cela. C'est en effet un moyen important d'alimenter la croissance économique et de s'attaquer à des défis sociaux urgents tels que le changement climatique et le vieillissement des sociétés. Stimuler l'innovation, ce n'est pas juste dépenser de l'argent : il s'agit surtout de mieux coordonner, de mobiliser un engagement politique à long terme, d'abattre les barrières et de répondre aux besoins des gens. Grâce à ses travaux sur l'innovation, la science, la technologie et de l'industrie, l'OCDE s'efforce de proposer les recommandations d'action les plus efficaces sur les principaux enjeux émergents auxquels font face les gouvernements. »

Le lancement l'année dernière de la Stratégie pour l'innovation de l'OCDE n'était que « la fin du début », comme l'a noté le Secrétaire général Angel Gurría. L'influence positive de cette initiative ne cesse de croître à mesure que plusieurs grands pays, l'UE et le G8 s'appuient sur les travaux de l'OCDE pour forger leurs propres politiques d'innovation.

Les travaux de suivi contribuent à la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte. Ils alimentent également le Projet mondial « Mesurer le progrès des sociétés » et la Stratégie de l'OCDE sur les compétences. En 2011, les principales recommandations pour favoriser l'innovation au service d'une croissance verte seront présentées lors de la réunion annuelle du Conseil au niveau des Ministres. De plus, un rapport sur la situation de l'innovation verte, notamment sur ses moteurs et sur ses obstacles, sera publié en cours d'année, qui proposera des recommandations d'action plus élaborées.

Les travaux en cours contribueront également à aider les gouvernements à libérer l'innovation en mettant en lumière l'importance des « actifs immatériels » comme la R-D, les dessins et modèles, les marques et le marketing, les réseaux, le logiciel et les données qui, tous, constituent, des facteurs déterminants de la compétitivité. Parmi les axes développés, figureront également la valeur ajoutée et la productivité ; la coopération internationale au service de l'innovation dans les pays en développement ou encore les nouveaux cadres de gouvernance pour la coopération en matière de science, de technologie et d'innovation face aux défis mondiaux. La Direction élabore également un manuel pour les politiques d'innovation qui reprend les principes cardinaux de la Stratégie pour l'innovation en les présentant sous la forme de mesures et instruments plus opératoires ; ce manuel dévoilera en outre des références et indicateurs inédits permettant d'appréhender les multiples facettes du processus d'innovation, y compris ses résultats.

La Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE pilote les travaux de l'Organisation sur les sources de croissance économique et sociale fondées sur le savoir. À partir d'avril 2011, le Programme international de l'OCDE sur l'avenir a été intégré à la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie. ■

Activités principales

- Innovation : www.oecd.org/innovation-fr
- Économie Internet : www.oecd.org/internet-fr
- Science et technologie : www.oecd.org/science-fr
- Industrie et entrepreneuriat : www.oecd.org/entreprises
- Espace : www.oecd.org/prospective/spatial

Publications principales

- *Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie*
- *Perspectives des communications de l'OCDE*
- *Perspectives de la Science, de la Technologie et de l'Industrie de l'OCDE*
- *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*
- *Examens de politique d'innovation de l'OCDE : Russie, Slovénie, Pérou et Asie du Sud-Est*
- Plusieurs publications sur l'innovation, consulter www.oecd.org/innovation/strategie
- *Fostering Green Innovation – Accelerating the Shift to Green Growth* (en anglais uniquement)
- *Le rôle économique et social des intermédiaires de l'Internet*
- *Panorama économique du secteur spatial* (à paraître)

Manifestations principales

- Forum de l'OCDE sur l'économie de l'espace, Paris, 23-24 septembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur la Biotechnologie : *Delivering Global Promise through the Life Sciences*, Paris, 6-7 décembre 2010
- *Building a Smarter Health and Wellness Future*, Atelier OCDE/National Science Foundation, Washington, DC, 15-16 février 2011
- Forum mondial de la science de l'OCDE : première réunion du Forum international sur la physique des astroparticules, Lisbonne, 4-5 avril 2011
- *New Building Blocks for Jobs and Economic Growth*, conférence, Washington, DC, 16-17 mai 2011
- *The Internet Economy : Generating Innovation and Growth*, réunion à haut niveau, Paris, 28-29 juin 2011
- Forum mondial sur l'économie du savoir : *Des politiques de la science et de l'innovation meilleures pour une vie meilleure*, Paris, 12-13 septembre 2011

Direction des statistiques

www.oecd.org/std-fr



Martine Durand
Directrice et Statisticienne en chef
Courriel : stat.contact@oecd.org

« Concevoir des politiques meilleures pour une vie meilleure nécessite de pouvoir mesurer tout un ensemble de résultats sur le plan du bien-être et d'en répertorier les principaux déterminants, en particulier ceux sur lesquels les pouvoirs publics peuvent exercer une influence. À travers les travaux conduits par la Direction des statistiques, nous entendons proposer de nouvelles pistes pour la mesure du progrès et l'amélioration du bien-être collectif. »

La mesure du bien-être et du progrès des sociétés constitue l'une des six priorités stratégiques de l'OCDE. La Direction des statistiques (STD) pilote l'élaboration de nouveaux indicateurs en s'appuyant sur l'expertise développée à l'OCDE ces dix dernières années. En 2011, les principaux fruits de ces travaux seront rassemblés dans une publication répertoriant et analysant divers indicateurs du bien-être des individus et des ménages.

Dans le cadre de la stratégie de l'OCDE pour une croissance verte, STD a par ailleurs mis au point un ensemble d'indicateurs de la croissance verte. De même, engagée dans le projet de l'OCDE pour l'égalité des sexes, la Direction des statistiques a également défini un cadre conceptuel pour l'élaboration d'indicateurs témoins de la parité hommes-femmes en contexte entrepreneurial. Dans le prolongement de la crise, nous avons aussi réorienté nos efforts vers l'accroissement de la périodicité et l'amélioration de l'actualisation des données que nous diffusons, en particulier dans le domaine des statistiques financières. Sur le plan conceptuel, nous avons joué un rôle pilote dans la formulation de recommandations touchant aux nouveaux problèmes de comptabilité nationale, ainsi qu'au traitement des permis d'émission.

En 2010, nous avons redoublé d'efforts pour intégrer aux bases de données de l'OCDE des statistiques concernant les pays candidats à l'adhésion et partenaires pour l'engagement renforcé. Ces efforts portent leurs fruits, et les utilisateurs peuvent désormais accéder aux données de comptabilité nationale de la Chine et les comparer avec celles des pays membres de l'OCDE. Les données de comptabilité nationale pour l'Afrique du Sud et le Brésil seront ajoutées sous peu, et l'Inde et l'Indonésie, se sont engagées à en fournir également.

La Direction des statistiques de l'OCDE collecte et analyse des statistiques économiques et sociales émanant de pays membres et non-membres. Son objectif est de diffuser des données aussi comparables que possible au niveau international. STD est responsable de la coordination de l'ensemble des activités statistiques de l'OCDE ainsi que du développement du système d'information statistique de l'Organisation. Elle œuvre à la diffusion des statistiques clés de l'OCDE à travers des instruments tels que le *Panorama des statistiques de l'OCDE*, des graphiques interactifs et des outils web innovants. ■

Activités principales

- Statistiques sur les entreprises et l'entrepreneuriat : www.oecd.org/std/entrepreneuriat
- Indicateurs avancés et enquêtes de conjoncture : www.oecd.org/std/indicateursetconjoncture
- Statistiques financières : www.oecd.org/statistiques/finances
- Stratégie pour une croissance verte : www.oecd.org/croissanceverte
- Comptes nationaux : www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux
- Prix et parités de pouvoir d'achat (PPA) : www.oecd.org/std/prixetppa
- Indicateurs de productivité et de compétitivité : www.oecd.org/statistiques/productivite
- Indicateurs du commerce international et de la mondialisation : www.oecd.org/statistiques/echanges ; www.oecd.org/statistiques/mondialisation
- Wikiprogress : www.oecd.org/progres
- Mesurer le progrès des sociétés : **site en cours d'élaboration**

Publications principales

- *Compendium of OECD well-being indicators*
- *Entrepreneuriat : panorama 2010*
- *Panorama des comptes nationaux 2009*
- *Panorama des Statistiques de l'OCDE*

Manifestations principales

- Atelier OCDE-Banque d'Espagne sur la titrisation, Madrid, 27-28 mai 2010
- Journée mondiale de la statistique : De meilleures données pour de meilleures politiques, Paris, 20 octobre 2010
- Atelier Eurostat-OCDE sur le thème « Entrepreneurship Indicators : Entrepreneurship Capabilities and Culture », Luxembourg, 2-3 décembre 2010
- Séminaire sur le thème « Innovative Ways of Turning Statistics into Knowledge », Le Cap, 8-10 décembre 2010
- Conférence latino-américaine sur le thème « Mesurer et favoriser le progrès des sociétés », Mexico, 11-13 mai 2011

Centre de politique et d'administration fiscales

www.oecd.org/fiscalite

« La réforme fiscale a été l'une des préoccupations majeures en 2010 car les responsables politiques se trouvaient confrontés à la nécessité de concevoir des systèmes fiscaux équitables,



Jeffrey Owens
Directeur
Courriel : ctp.contact@oecd.org

simples et compétitifs susceptibles d'assurer les recettes nécessaires à l'assainissement budgétaire. Les efforts pour améliorer la discipline fiscale ont été intensifiés et la suppression du secret bancaire, qui faisait obstacle à une coopération effective pour lutter contre la fraude fiscale internationale, est désormais une réalité. L'OCDE a fourni les fondements analytiques de ces initiatives et coopère avec les pays du monde entier pour les aider à renforcer leurs systèmes fiscaux. »

En 2010, le programme à plusieurs volets de l'OCDE visant à endiguer la fraude fiscale et à améliorer la transparence et la coopération en matière fiscale a connu d'importantes avancées. Cela a abouti à la signature de plus de 600 accords bilatéraux sur l'échange de renseignements en matière fiscale, ainsi qu'à la mise à jour et à une large ouverture de la Convention multilatérale d'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, désormais accessible à tous les pays.

La clarification des règles de fiscalité internationale tenait également une place importante dans le programme de 2010 : aussi bien le Modèle de Convention fiscale que les Principes en matière de prix de transfert de l'OCDE ont été mis à jour l'an dernier pour tenir compte du changement de contexte économique. L'OCDE soutient également les efforts entrepris par les gouvernements pour mener à bien leur assainissement budgétaire et rétablir la croissance. Poursuivre l'intégration des pays non-membres de l'OCDE dans nos travaux fiscaux reste une priorité, que nous mettons activement en œuvre à travers une série d'initiatives.

Le Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA) mène les travaux de l'OCDE dans le domaine fiscal et couvre les questions fiscales nationales et internationales, les impôts directs et indirects, ainsi que la politique et l'administration fiscales. Il anime également les actions visant à inciter les services fiscaux et les autres services concernés à coopérer pour faire face à la criminalité financière. Le CTPA a également lancé, en liaison avec la Direction de la coopération pour le développement (DCD), un programme sur la fiscalité et le développement. Ce programme a gagné en importance avec l'accent mis, dans le nouveau mandat du G20, sur la manière d'aider les pays en développement à mobiliser leurs ressources nationales. ■

Activités principales

- Analyse des politiques fiscales : www.oecd.org/ctp/apf
- Conventions fiscales : www.oecd.org/ctp/cf
- Prix de transfert : www.oecd.org/ctp/pt
- Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale : www.oecd.org/ctp/eoi/mutual
- Impôts sur la consommation : www.oecd.org/ctp/ic
- Échange de renseignements : www.oecd.org/ctp/edi
- Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales : www.oecd.org/fiscalite/transparence
- Pratiques fiscales dommageables : www.oecd.org/ctp/pdf
- Administration fiscale : www.oecd.org/ctp/af
- Traitement fiscal des pots de vin : www.oecd.org/ctp/tpf
- Partenariats avec les économies non-membres : www.oecd.org/tax/globalrelations
- Initiative fiscale Pays d'Amérique latine et des Caraïbes – OCDE : www.oecd.org/tax/lacfiscal

Publications principales

- *Statistiques des recettes publiques 1995-2009* (édition 2010)
- *La fiscalité, l'innovation et l'environnement 2010*
- *Réforme de la politique fiscale et croissance économique n° 20* (2010)
- *Études de politique fiscale de l'OCDE : le choix d'une base d'imposition large et d'un taux faible* (2010)
- *Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune 2010*
- *Principes de l'OCDE en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales 2010*
- *Les impôts sur les salaires 2010*
- *Tendances des impôts sur la consommation 2010 : TVA/TPS et droits d'accise, taux, tendances et questions d'administration*
- *L'administration fiscale dans les pays de l'OCDE et dans certains pays hors OCDE : série « Informations comparatives » 2010*
- *Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, 18 rapports d'examen par les pairs*

Manifestations principales

- Conférence fiscale OCDE-USCIB, Washington, DC, 7-8 juin 2010
- 6e réunion du Forum sur l'administration de l'impôt, Istanbul, 15-16 septembre 2010
- Forum mondial sur les conventions fiscales et les prix de transfert, Paris, 23-24 septembre 2010
- Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, Singapour, 29-30 septembre 2010
- Fiscalité et criminalité : une approche portant sur l'ensemble de l'administration de la lutte contre la criminalité financière, Oslo, 21-23 mars 2011
- Stratégies de planification fiscale aux États-Unis et en Europe, 11e Conférence annuelle, Paris, 14-15 avril 2011
- Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, Bermudes, 31 mai-1er juin 2011
- Conférence fiscale internationale OCDE-USCIB, Washington, DC, 6-7 juin 2011
- 50e Anniversaire de l'OCDE : Conférence à haut niveau sur la réforme fiscale, Paris, 30 juin 2011
- 16e Réunion annuelle sur les conventions fiscales, Paris, 15-16 septembre 2011
- 1e Réunion annuelle sur les prix de transfert, Paris, 3-4 novembre 2011
- DFI Conférence mondiale sur l'inégalité, 5-7 décembre 2011
- 7e Forum sur l'administration de l'impôt, 18-19 janvier 2012

Direction des échanges et de l'agriculture

www.oecd.org/tad-fr



« Une fois de plus, la hausse des prix des produits de base est en train de frapper très cruellement les ménages à bas revenu dans le monde entier. Une aide humanitaire d'urgence est nécessaire. Mais les gouvernements doivent aussi agir pour éliminer la cause fondamentale de la précarité alimentaire à travers le monde : la pauvreté. Cela suppose d'améliorer les systèmes de gouvernance et l'environnement économique tout entier dans les économies en développement, de manière à favoriser l'emploi et la croissance généralisée. Il s'agit également d'accroître les investissements publics et privés

dans l'agriculture des pays en développement, notamment afin de doper la productivité ; et d'ouvrir les marchés agricoles afin que les produits puissent passer des zones excédentaires aux zones déficitaires. »

Ken Ash
Directeur

Courriel : tad.contact@oecd.org

Les travaux consacrés en 2010 aux échanges, à l'agriculture et à la pêche ont mis l'accent sur le soutien à apporter à la reprise économique et sur les solutions à envisager face aux problèmes soulevés, à l'échelle mondiale, par la flambée des prix des produits de base et des aliments. En 2010, les échanges mondiaux ont augmenté de 9,5 %, après avoir enregistré leur plus forte chute en plus de 70 ans. Notre contribution au sommet du G20 de Séoul, intitulée « Seizing the Benefits of Trade for Growth and Employment », soulignait la nécessité pour l'action publique d'apporter une réponse globale aux difficultés d'ajustement et aux problèmes redistributifs liés à la libéralisation des échanges. Les activités vont se poursuivre dans le cadre de l'Initiative de collaboration internationale sur les échanges et l'emploi, qui réunit dix organisations internationales et régionales, sous l'égide de l'OCDE. Nous avons mis au point un Indice de restriction des échanges de services, qui nous permettra de mieux comprendre les répercussions des réglementations sur les secteurs des services au sein de la zone OCDE et dans les grandes économies émergentes. Par ailleurs, l'interaction entre l'agriculture, les échanges et l'environnement mérite une plus grande attention. Fin 2010, les participants à l'Arrangement sur les crédits à l'exportation sont parvenus à un accord important sur les ventes d'aéronefs, l'Accord Sectoriel sur les Aéronefs.

En 2010, l'envolée des prix des produits de base et des denrées alimentaires a de nouveau suscité l'inquiétude de la communauté internationale quant à la malnutrition et à la faim dans le monde. Les travaux de l'OCDE sont axés sur la constante nécessité d'assurer croissance et développement et de réduire la pauvreté, de même que sur la nécessité d'accroître l'investissement dans l'agriculture des pays en développement et de continuer à ouvrir les marchés. De plus, en collaboration avec

la FAO, l'OCDE coordonne actuellement l'élaboration d'un rapport relatif aux incidences de la volatilité des prix sur la sécurité alimentaire dans le monde, corédigé à l'intention du G20 par dix organisations internationales.

La Direction des échanges et de l'agriculture (TAD) apporte son appui à la mise en place d'un système commercial multilatéral fort et encadré. Elle aide les gouvernements à concevoir et à mettre en œuvre des politiques d'échanges, d'agriculture et de pêche propices à une croissance durable et créatrices d'emplois. En outre, elle administre les programmes relatifs aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, et ceux traitant des normes sur les produits agricoles qui facilitent les échanges et la recherche en collaboration sur les systèmes agricoles durables. ■

Activités principales

- Politiques agricoles : www.oecd.org/agriculture/politiques
- Échanges agricoles : www.oecd.org/agriculture/echanges
- Bénéfices de la libéralisation des échanges : www.oecd.org/tad/beneficelib
- Environnement et échanges : www.oecd.org/echanges/env
- Crédits à l'exportation : www.oecd.org/echanges/xcred/
- Pêche : www.oecd.org/pecheries
- Échanges et développement : www.oecd.org/echanges/dev
- Échanges et emploi : www.oecd.org/echanges/emploi
- Facilitation des échanges : www.oecd.org/echanges/facilitation
- Échanges de services : www.oecd.org/echanges/services
- Normes pour les semences, tracteurs, matériel forestier, fruits et légumes : www.oecd.org/agriculture/code-fr
- Agriculture durable : www.oecd.org/agriculture/durable

Publications principales

- *Seizing the Benefits of Trade for Employment and Growth*, rapport établi conjointement par l'OCDE, l'OIT, la Banque mondiale et l'OMC à l'occasion du Sommet du G20 réuni à Séoul, (en anglais uniquement)
- *Politiques agricoles - Suivi et évaluation 2011 - Pays de l'OCDE et économies émergentes*
- *The Economic Impact of Export Restrictions on Raw Materials* (en anglais uniquement)
- *Disaggregated Impacts of CAP Reforms: Proceedings of an OECD Workshop* (en anglais uniquement)
- *Évaluation des réformes de la politique agricole aux États-Unis*
- *OECD Review of Agricultural Policies: Israel 2010* (en anglais uniquement)
- *Les liens entre les politiques agricoles et leurs effets sur l'environnement - Le modèle simplifié d'impact des politiques agroenvironnementales de l'OCDE*
- *Réforme de la pêche : Enseignements tirés de l'expérience nationale*
- *The Economics of Adapting Fisheries to Climate Change* (en anglais uniquement)
- *Les effets sur l'économie et le commerce des réponses à la crise économique*

Manifestations principales

- Gestion des risques en agriculture : vers des politiques efficaces, atelier, Paris, 22-23 novembre 2010
- Forum mondial sur les échanges : mondialisation, avantage comparatif et politique commerciale, Chengdu, République populaire de Chine, 14-15 octobre 2010
- Forum mondial sur l'agriculture : politiques de développement agricole, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire, Paris, 29-30 novembre 2010
- Communiquer sur les échanges et l'emploi, conférence, Paris, 9 décembre 2010
- Conférence sur les systèmes de connaissances agricoles, Paris, 15-16 juin 2011
- Initiative de collaboration internationale sur les échanges et l'emploi, plusieurs dates et lieux, aboutissant au Forum mondial sur les échanges qui se tiendra du 7 au 9 décembre 2011 à Paris

Centre pour la coopération avec les non-membres

www.oecd.org/relationmondiales



Eric Burgeat
Directeur
Courriel : ccnm.contact@oecd.org

« Nous avons posé avec succès les jalons d'un engagement renforcé avec nos partenaires du monde entier. Une consultation et un dialogue plus étroits fondés sur la confiance, l'ouverture et l'avantage mutuel constituent un préalable à toute évolution vers un partenariat plus actif. Telle est l'une des principales leçons que nous a enseignées notre action aux côtés des économies émergentes. Bâtir un consensus autour d'objectifs communs et des moyens de les atteindre demeurera une priorité pour le CCNM au fur et à mesure de l'évolution de l'OCDE. »

En tant qu'organisation à vocation mondiale, l'OCDE doit être attentive à la diversité, et montrer sa réceptivité aux multiples chemins qui mènent à la croissance et au développement. L'Organisation a intensifié sa coopération avec les non-membres, à travers l'action de ses comités, Forums mondiaux et initiatives régionales. Parallèlement, sa coopération aux travaux du G20, tout comme le processus d'engagement renforcé mené avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont permis à l'OCDE de développer ses relations avec les grandes économies de marché extérieures à l'Organisation.

En 2011 et au-delà, l'OCDE continuera d'étudier les moyens d'intégrer l'ensemble des principales économies du monde dans son programme de travail. De fait, il lui faut améliorer encore la qualité de sa coopération, approfondir et élargir ses relations, et établir un climat renforcé de confiance mutuelle. C'est pourquoi le Conseil de l'OCDE a formulé des orientations à l'intention des comités de l'OCDE, afin qu'ils intensifient leurs efforts à l'appui de l'engagement renforcé. Une attention toute particulière doit être accordée à la possibilité d'inviter les grandes économies émergentes en tant que participants à part entière, notamment dans le cadre de la négociation d'instruments juridiques ou de projets spécifiques. Il convient également d'envisager leur participation à des projets horizontaux et des initiatives phares, ainsi qu'à des réunions à haut niveau.

Le Centre pour la coopération avec les non-membres (CCNM) conseille le Secrétaire général sur la stratégie de relations mondiales de l'OCDE, et définit à cet égard des orientations à l'intention des directions de l'OCDE. Le Centre entretient des relations constantes et intensives avec les économies non-membres, dont il représente du reste le point de contact essentiel avec l'Organisation. ■

Activités principales

- Relations mondiales de l'OCDE, Engagement renforcé, Approches régionales et Forums mondiaux : www.oecd.org/relationmondiales
- Afrique : www.oecd.org/afrique
- Brésil : www.oecd.org/bresil
- Chine : www.oecd.org/chine
- Inde : www.oecd.org/inde
- Indonésie : www.oecd.org/indonesie
- Afrique du Sud : www.oecd.org/afriquedusud
- Amérique latine : www.oecd.org/latinamerica

Publications principales

- Brochures de l'OCDE :
 - Une action aux côtés de l'Afrique
 - Active with India (en anglais uniquement)
 - Active with The People's Republic of China (en anglais uniquement)
 - Active with Southeast Asia (en anglais uniquement)
 - Brazil – For a Stronger, Cleaner, Fairer World Economy (en anglais uniquement)
 - Latin America – For a Stronger, Cleaner, Fairer World Economy (en anglais uniquement)
 - Indonesia and the OECD – Enhancing our Partnership (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Symposium Inde-OCDE, Delhi, 13-14 juin 2011

Unité de Coordination G20/G8

www.oecd.org/g20



« Le G20 a déjà procuré des avantages cruciaux à l'économie mondiale, en premier lieu en gérant la pire crise économique que notre génération ait connue. Il doit maintenant tracer les chemins durables de la croissance, dans un contexte où la reprise inégale appelle des solutions diverses. Nous ne doutons pas que le G20 continuera à produire des résultats, et en tant qu'organisation participant régulièrement à ses travaux, nous continuerons à mettre nos connaissances et nos conseils à disposition dans ce but. »

Gabriela Ramos
Directeur de Cabinet du Secrétaire général et Sherpa au G20
Courriel : osg@oecd.org

L'OCDE a une longue expérience et une réputation solidement établie en matière de coopération avec des forums internationaux tels que le G8 et le G20. Dès l'origine, les dirigeants du G8 et du G20 ont fait appel à l'OCDE pour son expertise technique et ses contributions sur un large éventail de sujets.

Au cours de l'année écoulée, nos contributions ont recouvert, entre autres, des travaux analytiques substantiels et des recommandations politiques sur la promotion d'une croissance forte, durable et équilibrée, sur l'emploi et les politiques sociales, sur l'investissement et le commerce, sur le développement, sur les subventions aux combustibles fossiles et sur la fiscalité. Sous la présidence française du G20 et au-delà, nous continuerons à mettre à profit l'expertise de nos directions et les travaux de nos comités, en aidant, par nos analyses politiques fondées sur les faits, la présidence française à faire progresser les chantiers du G20 sur la lutte contre la corruption, l'évasion fiscale internationale et la réforme du système monétaire international. Dans ces domaines comme dans de nombreux autres, les mécanismes de l'OCDE de partage des expériences politiques, d'examen par les pairs, ainsi que les mécanismes permettant d'atteindre des objectifs politiques communs et cohérents, peuvent grandement contribuer à produire des résultats concrets dans le cadre du G20.

L'Unité de coordination G20/G8, en collaboration étroite avec les directions et les comités, appuie la participation du Secrétaire général, du Sherpa et du Représentant de l'OCDE auprès du G20 Finances aux processus du G20 et du G8. L'Unité représente l'OCDE auprès de plusieurs groupes de travail du G20 et communique régulièrement et largement avec les membres du G20 et du G8, dont elle est le premier point de contact au sein de l'OCDE. ■

Activités principales

- Lutte contre la corruption
- Développement
- Emploi et politiques sociales
- Environnement et énergie, y compris les subventions aux combustibles fossiles
- Réforme du secteur financier
- Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée
- Gestion des flux de capitaux et réforme du système monétaire international
- Investissement et commerce
- Fiscalité

Publications principales

- *Pursuing Strong, Sustainable and Balanced Growth: The Role of Structural Reform* » (en anglais uniquement)
- « *Seizing the Benefits of Trade for Employment and Growth* » (avec l'OIT, la Banque mondiale et l'OMC) (en anglais uniquement)
- *Rapport sur les progrès réalisés dans la lutte contre l'évasion fiscale internationale*
- « *The Scope of Fossil-Fuel Subsidies in 2009 and a Roadmap for Phasing out Fossil-Fuel Subsidies: An IEA, OECD and World Bank* », préparé pour le sommet du G20 de Séoul (en anglais uniquement)
- « *Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses* » (avec la FAO, le FIDA, le FMI, la CNUCED, le PAM, la Banque mondiale, l'OMC, l'IFPRI et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire de l'ONU) (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Towards Better Global Governance: Building on the OECD's Tools and Experiences, séminaire OCDE-CIGI, Paris, 30 novembre 2010
- Séminaire OCDE/G20, Paris, 14 décembre 2010
- Séminaire OCDE/G20, Paris, 8 mars 2011

Direction des relations extérieures et de la communication



Anthony Gooch
Directeur

Courriel : pac.contact@oecd.org

« Depuis 1961, l'OCDE élabore des politiques meilleures pour améliorer la vie des gens partout dans le monde. À l'occasion du 50^e Anniversaire de l'OCDE, nous nous sommes attachés à diffuser ce message plus largement et de manière plus dynamique, afin que nos parties prenantes aient pleinement conscience de ce processus et qu'elles y prennent toute leur part. Nous rendons l'OCDE plus pertinente pour les individus, à travers des initiatives telles que le « Better Life Index » qui, combinant travaux de substance de l'OCDE et technologies actuelles, offre un outil puissant d'amélioration tangible du bien-être des citoyens. »

Le 50^e Anniversaire de l'OCDE a été pour la Direction des relations extérieures et de la communication (PAC) l'occasion unique de dynamiser l'image de l'Organisation. La campagne de promotion du 50^e Anniversaire menée par PAC a commencé en octobre, avec un événement organisé au Mexique, en présence du Président Felipe Calderón, et le lancement réussi d'un programme d'étudiants ambassadeurs de l'OCDE, aux États-Unis.

En janvier, PAC a lancé le premier *Annuel de l'OCDE*, une nouvelle plateforme permettant au Secrétaire général et aux responsables politiques de répondre aux défis actuels. Fort des atouts de *L'Observateur de l'OCDE*, du *Panorama des statistiques de l'OCDE* et des *Essentiels de l'OCDE*, *L'Annuel* combine les analyses d'experts de l'OCDE et d'invités de haut niveau en un livre de référence incontournable.

Au cours de la Semaine de l'OCDE 2010, PAC a lancé le nouveau *Rapport du Secrétaire général aux ministres*. Depuis lors, iLibrary, la nouvelle librairie en ligne, a vu le jour, et nous avons donné au site Internet de l'Organisation une nouvelle identité visuelle pour marquer le 50^e Anniversaire.

La Semaine de l'OCDE 2011 sera le point culminant des célébrations de cet Anniversaire, avec une édition anniversaire du Forum de l'OCDE et de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres, et l'inauguration de la « Better Lives Initiative », un outil en ligne unique qui permet à tous les citoyens du monde de voir au-delà de la seule croissance économique et d'évaluer par eux-même le progrès dans leur pays. En ce 50^e Anniversaire, cette initiative pionnière arrive à propos pour célébrer l'OCDE en tant qu'organisation qui engendre véritablement des politiques meilleures pour une vie meilleure. ■

Activités principales

- Centres à l'étranger : www.oecd.org/centres-fr
- Société civile : www.oecd.org/societecivile
- Images et vidéos : www.flickr.com/OECD ; www.youtube.com/OECD
- Site Internet : www.oecd.org
- Relations médias : www.oecd.org/media-fr
- OECD Factblog : www.oecd.org/statistics/factblog
- Forum de l'OCDE 2011 : www.oecd.org/forum2011-fr
- Les essentiels de l'OCDE, collection et blog : www.oecd.org/lesessentiels ; www.oecdinsights.org
- L'Observateur de l'OCDE : www.observeurocde.org
- Relations parlementaires : www.oecd.org/parlementaires
- Éditions de l'OCDE : www.oecd.org/editions
- Activités Web 2.0 : www.facebook.com/TheOECD ; www.twitter.com/oecd

Publications principales

- Les Essentiels de l'OCDE : *Les pêcheries : Jusqu'à l'épuisement des stocks ?*
- Les Essentiels de l'OCDE : *De la crise à la reprise : Causes, déroulement et conséquences de la Grande Récession*
- Les Essentiels de l'OCDE : *Agriculture et alimentation : Nourrir neuf milliards de personnes (à paraître)*
- *L'Observateur de l'OCDE*
- *L'Annuel de l'OCDE 2011*
- Rapport du Secrétaire général aux ministres 2011

Manifestations principales

- Forum de l'OCDE 2010, « Vers la reprise : innovation, emploi et croissance saine », Paris, 26-27 mai.
- Forum de l'OCDE 2011, « Des politiques meilleures pour une vie meilleure : Forum du 50^e anniversaire de l'OCDE », Paris 24-25 mai.

Direction exécutive

www.oecd.org



Patrick van Haute
Directeur

Courriel : accountexinfo@oecd.org

« Au cours de l'année 2010, la Direction exécutive a continué de renforcer les gains d'efficacité, repensé la prestation de services et rationalisé les processus afin de produire les résultats attendus pour un coût inférieur, tout en veillant à préserver les normes de qualité les plus strictes. Tous les services ont contribué à ces efforts, ancrant leur action dans une réelle culture du service au client. Ces réformes de gestion sont essentielles à la modernisation de l'Organisation et au maintien du soutien que lui apportent les pays membres. »

La Direction exécutive (EXD) supervise les actifs de l'OCDE au sens large. Responsable des infrastructures de l'Organisation et de la prestation des principaux services en son sein, elle gère notamment les ressources humaines, les questions budgétaires et financières, les technologies de l'information et de la communication, la sécurité ainsi que l'appui linguistique, les services de conférence et la documentation.

En 2010, EXD a centré ses efforts sur la sécurité du réseau et des infrastructures des TI de façon à garantir que la réputation de l'Organisation, de même que l'intégrité et la fiabilité de ses flux d'information, soient dûment préservées. Reconduisant ses travaux pour la mise au point de nouveaux outils en vue d'assouplir et de simplifier le cycle budgétaire, EXD a également élaboré un cadre d'emploi modernisé pour les agents de l'OCDE et poursuivi sa stratégie de rationalisation du patrimoine immobilier de l'Organisation.

L'objectif d'EXD est de doter l'Organisation de structures modernes propres à étayer une gestion efficace et efficiente des ressources que les pays membres mettent à sa disposition. Dans ce contexte, la Direction poursuit ses efforts de transformation afin d'adapter ses services à un contexte opérationnel en mutation, tout en optimisant l'impact des diverses réformes en cours de l'administration de l'OCDE. ■

Audit interne



Dominique Pannier
Directeur
Courriel : dominique.pannier@oecd.org

« Depuis la révision du Règlement financier de l'OCDE, en 2008, l'Audit interne joue un rôle déterminant dans la nouvelle architecture d'audit de l'Organisation. En coordination avec l'auditeur externe (la Cour des Comptes française), il formule régulièrement des recommandations en vue d'améliorer la transparence, et permet au Secrétaire général et, par l'intermédiaire du Comité d'audit, aux pays membres, de s'assurer de la qualité des contrôles de la gestion financière et opérationnelle de l'OCDE. »

Le programme de travail de l'Audit interne pour 2010, axé sur les risques, a principalement concerné les activités suivantes : application du code de conduite de l'Organisation ; avis indépendants sur l'efficacité des assurances fournies par les hauts responsables quant au contrôle des budgets décentralisés ; évaluation du processus de collecte de données d'évaluation auprès des parties prenantes dans les pays membres ; gestion financière des contributions volontaires et des dons ; audit complet d'une section administrative autonome ; projet informatique dans le domaine des publications ; audit d'un fonds séparé, à gestion centralisée, pour les allocations et prestations versées au personnel ; événements organisés hors siège ; services de l'Organisation externalisés.

Par ailleurs, l'Audit interne a fourni divers services consultatifs au Secrétaire général et aux hauts responsables de l'Organisation, notamment en contribuant à l'actualisation du système de gestion des risques et à la restructuration des achats, en apportant une assistance permanente à la correspondance avec les donateurs quant à leurs dons, et en aidant à atténuer le risque de départ d'agents occupant des postes importants, ainsi qu'en examinant des scénarios de prospective stratégique.

Pour 2011/2012, et conformément à la méthodologie fondée sur les risques, l'Audit interne a établi un programme de travail, approuvé par le Secrétaire général et examiné avec le Comité d'audit, destiné à fournir un avis indépendant sur les contrôles concernant notamment : les projets horizontaux, la sécurité informatique, la sécurité du siège de l'Organisation, les recrutements et les contributions volontaires et dons. En plus de ces audits de contrôle, l'Audit interne continuera de fournir des services consultatifs. Par ailleurs, dans le cadre des manifestations liées au cinquantenaire de l'Organisation, un séminaire organisé conjointement par l'Audit interne et la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, sur le thème « Contrôles et audit internes : Assurer l'intégrité et la responsabilité du secteur public », s'est tenu le 13 avril à Paris. ■

Direction des affaires juridiques



Nicola Bonucci
Directeur
Courriel : legal@oecd.org

« À l'heure où l'OCDE doit relever de nouveaux défis, le rôle de la Direction des affaires juridiques consiste à adopter une stratégie anticipative au service de toutes les directions, en proposant des solutions pragmatiques et innovantes qui renforcent le rayonnement et la pertinence de l'Organisation. »

La Direction des affaires juridiques (LEG) est chargée de formuler des avis sur les aspects juridiques, institutionnels et procéduraux des activités de l'Organisation, notamment dans le cadre de l'engagement avec les non-membres et de l'application des accords sur les privilèges et immunités. En outre, LEG règle les litiges relatifs aux achats et à certaines contributions financières, et représente l'Organisation en justice. La Direction des affaires juridiques soutient par ailleurs activement les réformes menées par l'Organisation dans le domaine financier et celui des ressources humaines en contribuant à l'élaboration, à la révision et à la mise en œuvre de la réglementation interne.

En 2010, l'OCDE a accueilli de nouveaux membres : le Chili, l'Estonie, la Slovaquie et Israël, et LEG a joué un rôle essentiel dans leur processus d'adhésion. Tout au long de 2011, LEG ne manquera pas de participer pleinement au processus d'adhésion de la Fédération de Russie, en concertation avec l'ensemble des directions.

Le 50^e anniversaire de l'OCDE offre à la Direction des affaires juridiques une occasion unique d'évaluer le rôle de l'Organisation dans l'élaboration, la mise en application et le contrôle du respect du droit économique international. C'est dans ce contexte que LEG, en partenariat avec l'American Society of International Law et la Faculté de droit de l'Université George Washington, a organisé un colloque intitulé « Sur la voie de la cohérence en matière de droit économique international : perspectives à l'occasion du 50^e anniversaire de l'OCDE » à Washington, les 22 et 23 mars 2011, qui a témoigné de l'expertise de l'OCDE auprès d'éminents représentants des administrations, des organisations intergouvernementales, du secteur privé et des universités.

Dans le cadre de sa fonction consistant à fournir un appui juridique et institutionnel aux comités de substance, LEG s'implique largement dans les travaux de révision des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales menés actuellement par le Comité de l'investissement, dont le résultat doit être adopté à la Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2011. LEG a également redoublé d'efforts pour combattre la corruption transnationale, en nouant le dialogue et en collaborant avec d'autres organisations internationales. ■

Secrétariat du Conseil et du Comité exécutif



Eric Burgeat
Directeur par intérim

« Le Secrétariat du Conseil joue un rôle de premier ordre pour veiller à ce que nos structures et pratiques de gouvernance répondent avec souplesse et efficacité à l'évolution des besoins de l'Organisation, qui se transforme peu à peu pour acquérir une dimension plus mondiale et gagner en pertinence. Il contribue ainsi à la concrétisation de l'un des objectifs fondamentaux de l'OCDE : susciter parmi ses pays membres et ses partenaires une communauté de vues sur les mesures les plus efficaces pour relever les défis économiques mondiaux actuels. »

Une fois de plus, l'année écoulée a été d'une grande intensité pour le Secrétariat du Conseil (CES), dont les activités ont encore été dominées par la préparation des réunions du Conseil et du Comité exécutif, les deux entités s'étant réunies au rythme soutenu des travaux de l'Organisation dans son ensemble. Les préparatifs de la Réunion annuelle du Conseil au niveau des Ministres, et celle, qui y est liée et qui la précède, du Comité exécutif en session spéciale, ont dominé les travaux du CES au cours du premier semestre. Un examen de la structure de gouvernance de l'Organisation, dont la dernière mise à jour remontait à 2006, a été achevé fin 2010. En 2011, nous nous réjouissons à la perspective de contribuer au succès des célébrations du 50^e anniversaire de l'Organisation, et en particulier de la réunion du Conseil au niveau des Ministres. Nous poursuivrons nos efforts en vue d'améliorer les méthodes de travail de l'Organisation, en mettant au point des instruments tels que les bases de données électroniques ou les portails d'information à l'intention des non-membres, ou en actualisant le Manuel à l'intention des Présidents des organes subsidiaires de l'Organisation. Le processus d'évaluation en profondeur, qui est entré en 2010 dans sa sixième année, approche désormais de l'échéance fixée pour la fin du premier cycle d'évaluation des comités de substance de l'OCDE. Les travaux progressent pour déterminer comment faire évoluer le processus vers le second cycle au cours de la deuxième moitié de l'année 2011.

Situé au sein du Secrétariat général (SGE), le Secrétariat du Conseil joue un rôle clé dans la coordination du soutien apporté aux travaux des instances dirigeantes de l'Organisation et aux réunions semestrielles du Comité exécutif en session spéciale, ainsi qu'à la mise en œuvre du processus d'évaluation en profondeur que supervise le Comité de l'évaluation. Le Secrétariat du Conseil travaille en étroite collaboration avec les membres de l'OCDE, les directions et les comités de substance de l'Organisation, et avec d'autres entités dont le Conseil supervise les travaux. ■

Le CES en 2010 :

- 24 réunions du Conseil, et 298 décisions du Conseil
- 22 réunions du Comité exécutif
- 2 réunions du Comité exécutif en session spéciale
- 1 réunion du Conseil au niveau des Ministres

AGENCES DE L'OCDE ET AUTRES ENTITÉS SPÉCIALES



Centre de développement

Le Centre de développement a été créé en 1962 en tant que plateforme indépendante de dialogue et de partage des connaissances entre les pays membres de l'OCDE et les économies émergentes et en développement. Le Centre constitue un Forum qui permet aux pays de partager leur expérience en matière de politiques économiques et sociales, sur un pied d'égalité. L'ensemble de ses membres, des pays de tous niveaux de développement, bénéficient des mêmes droits. Depuis l'adhésion du Sénégal en février 2011, le Centre compte 40 membres à part entière, dont 15 pays non-membres de l'OCDE, parmi lesquels l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde et l'Indonésie.

Le Centre identifie les problèmes systémiques naissants susceptibles d'avoir des répercussions sur le développement mondial, ainsi que les obstacles spécifiques auxquels se heurtent de nos jours le développement dans les pays émergents et en développement. Il accompagne en outre les pays membres et non-membres de l'OCDE dans la recherche de solutions novatrices pour améliorer le développement et la lutte contre la pauvreté. À cet effet, il produit des analyses approfondies et formule des recommandations, lesquelles nourrissent ensuite un dialogue de fond sur les politiques à mener, et favorisent l'apprentissage entre pairs. Le Centre instaure également des partenariats stratégiques entre plusieurs communautés d'acteurs du développement, gouvernementales ou non, à but lucratif ou non. Avec ces différents acteurs, il s'emploie à déterminer les domaines d'intervention des pouvoirs publics nécessitant un soutien ciblé.

En plus de ces activités de partenariat et de plateforme de dialogue, le Centre produit chaque année quatre publications phares : les *Perspectives économiques en Afrique*, les *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, les *Perspectives économiques en Asie du Sud-Est* et les *Perspectives du développement mondial*. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/dev-fr

Agence internationale de l'énergie

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) accompagne ses 28 pays membres dans leurs efforts pour assurer à leurs populations des approvisionnements en énergie fiables, propres et abordables. Créée pendant la crise pétrolière de 1973-74, l'AIE avait initialement pour mission de coordonner les actions en temps de crise des approvisionnements pétroliers. Depuis, son mandat s'est étendu à la sécurité des approvisionnements, au développement économique et à la protection de l'environnement. Les travaux actuels de l'Agence sont axés sur la sécurité énergétique dans son ensemble, ainsi que celle des approvisionnements en électricité, les dispositifs d'intervention en cas d'urgence, la réforme des marchés, la formation des prix, les perspectives des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les politiques climatiques, les technologies des énergies propres, la coopération en matière de technologie de l'énergie, l'ouverture en direction des pays non-membres et le dialogue entre pays consommateurs et producteurs. L'AIE mène un vaste programme de recherche, de collecte et d'analyse de données, d'examen des perspectives des marchés, de publications ainsi que de diffusion auprès du public d'analyses des politiques énergétiques et de recommandations concernant de bonnes pratiques d'action publique. En 2010, le Conseil de direction de l'AIE a lancé un « processus de réflexion » sur le rôle à venir de l'Agence, en accordant une importance particulière aux initiatives en direction des pays non-membres.

Compte tenu de la priorité accordée par les pouvoirs publics en 2010 à la transition vers des économies sobres en carbone, la publication *Energy Technology Perspectives 2010* a présenté divers scénarios à l'horizon 2050, plusieurs feuilles de route ont évalué les technologies envisageables, et la nouvelle collection *Policy Pathways* a formulé des orientations pour appliquer les recommandations sur l'efficacité énergétique. Le *World Energy Outlook 2010* fournit les dernières projections de l'offre et de la demande d'énergie ainsi que des émissions de CO₂, et présente un Scénario des nouvelles politiques destiné à suivre la mise en œuvre des politiques annoncées par les gouvernements. Les rapports de l'AIE ont été présentés à la réunion ministérielle sur les énergies propres qui s'est tenue à Washington DC en juillet 2010. Pour le G8, l'AIE a fait le point sur l'état d'avancement des technologies de captage et de stockage du carbone, et elle a collaboré avec l'OCDE et d'autres organisations pour rendre compte au G20 de l'impact des subventions aux combustibles fossiles. Afin de renforcer l'engagement avec les pays non-membres de l'OCDE, l'AIE a accueilli la première réunion du partenariat sur l'énergie et la durabilité, ainsi que la Plateforme internationale sur les technologies relatives aux énergies à faible teneur en carbone. En septembre, le Chili a annoncé qu'il souhaitait devenir membre de l'AIE, et les discussions en vue de son adhésion ont d'ores et déjà commencé. ■

Pour plus d'informations, voir : www.iea.org

Agence pour l'énergie nucléaire

L'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) est une agence spécialisée de l'OCDE. Ses 29 pays membres représentent près de 85% de la puissance nucléaire installée dans le monde et comptent les meilleurs spécialistes au monde de l'énergie nucléaire. Vecteur de coopération internationale, l'AEN aide ses pays membres à maintenir et à approfondir les bases scientifiques, technologiques et juridiques indispensables à une utilisation sûre, écologique et économique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Elle fournit des évaluations de référence et dégage des convergences de vues sur des questions importantes, aidant ainsi les gouvernements à définir leur politique nucléaire et contribuant aux analyses plus générales de l'OCDE sur des domaines comme l'énergie et le développement durable.

Les études de l'AEN portent sur la sûreté nucléaire et la réglementation, la gestion des déchets radioactifs, la protection radiologique et la santé publique, les sciences et les données relatives au nucléaire, le développement nucléaire et le cycle du combustible, et les questions juridiques. L'Agence gère 18 projets communs internationaux, dont 15 ont trait à la sûreté nucléaire. Elle assure par ailleurs le secrétariat technique du Programme multinational d'évaluation des conceptions (MDEP), initiative sans équivalent regroupant 10 pays et visant à renforcer la coopération en matière d'évaluation de la sûreté des nouveaux modèles de réacteurs, ainsi que du Forum international Génération IV, initiative de coopération dans le cadre de laquelle 13 pays s'emploient à mener les travaux de recherche et développement nécessaires à la détermination de la faisabilité et des performances potentielles des systèmes nucléaires de nouvelle génération. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd-nea.fr

Forum pour le partenariat avec l'Afrique

Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) a été créé en novembre 2003 à l'occasion du Sommet d'Évian, afin d'élargir le dialogue de haut niveau entre le G8 et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en y associant les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement de l'Afrique. La mission du FPA est de renforcer les efforts de partenariat en faveur du développement du continent africain. En 2005, les membres du FPA ont décidé de créer une Unité de soutien, hébergée par l'OCDE, afin d'étayer les travaux de suivi et d'analyse en cours. Le FPA s'est depuis affirmé comme une tribune politique de premier plan permettant d'examiner et de suivre les problèmes, les stratégies, les priorités et les engagements à l'appui du développement de l'Afrique et la mise en œuvre des programmes du NEPAD, dans le contexte plus global des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le FPA a également vocation à dresser un bilan des progrès réalisés et des résultats obtenus au regard des engagements souscrits. Le Forum regroupe l'ensemble des pays africains membres du NEPAD, les principales institutions africaines et d'autres importants partenaires du développement, qui travaillent ensemble d'égal à égal au sein du Forum en veillant à favoriser les synergies et la cohérence avec d'autres instances internationales.

En 2010, le FPA s'est réuni à trois reprises : en janvier (à Addis Abeba), en avril (à Toronto) et en octobre (à Lilongwe). Avec le concours de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA-ONU), l'Unité de soutien a préparé l'édition 2010 de l'*Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique*, rapport qui passe en revue les engagements souscrits par les pays africains et leurs partenaires en matière de développement, les résultats atteints et les priorités pour l'avenir. Lancé lors du Sommet des Nations unies sur les OMD en septembre 2010, le rapport a été examiné à la 15e réunion du FPA en octobre. L'Unité de soutien a travaillé avec ses collègues de l'OCDE à l'élaboration de la première Déclaration conjointe sur la coopération entre l'OCDE et la CEA-ONU, signée en juin 2010, et continue d'apporter son concours à la réalisation de la brochure « Une présence active aux côtés de l'Afrique ». Son mandat et les modalités de son implantation à l'OCDE ont été renouvelés jusqu'en 2012. Le directeur de l'Unité de soutien conduit des travaux dans la perspective d'une nouvelle publication phare sur la cohérence des politiques au service du développement, en coordination étroite avec d'autres directions de l'OCDE. ■

Pour plus d'informations, voir : www.africapartnershipforum.org

Groupe d'action financière

Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental indépendant dont la mission consiste à élaborer et promouvoir des stratégies de protection du système financier mondial face au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. Il a été créé en 1989 à Paris, lors du Sommet du G7, pour tenter de réagir à ces phénomènes de plus en plus préoccupants. Les Recommandations édictées par le GAFI définissent des règles et des sanctions en vue de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elles préconisent également des mesures de coopération internationale et de prévention à l'usage des institutions financières et d'autres acteurs tels que les casinos, les agents immobiliers, les avocats ou encore les comptables. Les Recommandations du GAFI se sont imposées comme les normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le GAFI est en outre chargé d'affiner ces normes mondiales, d'en contrôler la mise en œuvre par les différents pays, d'en élargir la portée géographique et l'application, d'identifier les menaces existant dans les domaines du blanchiment et du financement du terrorisme, et de s'engager auprès des parties prenantes concernées.

En 2010, les dirigeants des pays du G20 ont invité le GAFI à s'intéresser de plus près à la corruption et à l'inclusion financière tout en poursuivant ses travaux sur les pays et territoires non coopératifs et ceux présentant des risques élevés. Le GAFI procède actuellement à la révision de certaines de ses Recommandations ; en réponse à l'appel du G20, il entend insister davantage sur la corruption et l'inclusion financière dans ses Recommandations révisées. En juin 2010, le Mexicain Luis Urrutia Corral, est devenu Président du GAFI. En juin 2010 également, l'Inde a rejoint les membres du Groupe d'action financière, portant ainsi leur nombre à 36 (34 pays et territoires et deux organisations régionales). ■

Pour plus d'informations, voir : www.fatf-gafi.org

Forum international des transports

Le Forum international des transports (FIT) est une organisation intergouvernementale rattachée à l'OCDE. Ses 52 pays membres s'emploient à rechercher des solutions aux grands problèmes de transports et de mobilité du XXI^e siècle. Le FIT est un espace de concertation visant au progrès des politiques et pratiques dans le secteur des transports, pour veiller à ce qu'elles contribuent à la croissance économique, à la protection de l'environnement et à la cohésion sociale. Les composantes fondamentales des activités du FIT sont le sommet annuel et le Centre conjoint OCDE/FIT de recherche sur les transports. Le sommet annuel est la plateforme de dialogue stratégique mondial du secteur des transports. Il offre aux ministres des transports l'occasion de mener des débats ciblés avec des décideurs du secteur privé ainsi que des personnalités de la société civile et du monde de la recherche.

En mai 2010, le sommet du FIT a réuni à Leipzig plus de 800 délégués autour d'un débat sur les moyens de renforcer l'innovation pour améliorer les performances du secteur des transports. Pour continuer à répondre aux besoins de la société, ce secteur a en effet besoin d'innover. À Leipzig s'est dégagé un large consensus selon lequel l'innovation dans l'action publique, les processus et les technologies est essentielle pour accélérer la sortie de crise et améliorer la productivité et la durabilité des activités de transport. Les ministres des transports peuvent aider le secteur à mieux répondre aux besoins de la société et de l'économie, en mettant en place un cadre réglementaire et institutionnel favorable à l'innovation. Le Forum international des transports doit continuer à faire office de catalyseur dans ce processus, en s'attachant à encourager l'innovation, à souligner les modes d'action possibles, à diffuser des exemples de bonnes pratiques et à faciliter le dialogue avec les professionnels du secteur et les autres parties concernées.

Le sommet 2011 du Forum international des transports, qui se tiendra du 25 au 27 mai, aura pour thème « Des transports pour la société ». ■

Pour plus d'informations, voir : www.internationaltransportforum.org

Partenariat pour la gouvernance démocratique

Le Partenariat pour la gouvernance démocratique (PGD) est le fruit d'une initiative pilote triennale lancée en 2007 par divers pays de l'OCDE, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et un groupe de pays à revenu intermédiaire. Hébergé à l'OCDE et soutenu par le PNUD, le PGD est un groupe multilatéral indépendant de pays et organisations partageant les mêmes idées et désireux d'aider les gouvernements de pays en développement, d'États fragiles, de nations sortant d'un conflit et de jeunes démocraties à renforcer leurs structures de gouvernance politique et administrative. Il apporte un concours pour l'organisation d'initiatives et de projets permettant de sous-traiter efficacement certains services publics et fonctions essentielles de l'État pendant une période prédéterminée. À travers la coopération internationale et des initiatives locales, les membres apprennent à mieux comprendre comment apporter un soutien rapide aux autorités publiques d'États fragiles ou sortant d'un conflit.

En 2010, le PGD a poursuivi ses travaux avec la Géorgie, Grenade, le Guatemala, Haïti et le Libéria, en vue d'aider ces pays sortant d'un conflit ou en situation de fragilité étatique à consolider leurs fonctions gouvernementales et leurs services publics. La collection de publications du PGD s'est enrichie de trois ouvrages, portant sur des questions allant du recrutement et du déploiement de personnels civils au début des phases de redressement, à la contribution du retour des diasporas dans les États fragiles. Le Guide sur l'externalisation des services et fonctions de l'État dans les situations post-conflit et de fragilité, publication phare du PGD s'appuyant sur des études de cas réalisées en Haïti et au Libéria, est paru en novembre. À l'appui du message de cet ouvrage, le PGD a également réalisé un documentaire audiovisuel.

Le PGD a rempli pour 2011 son mandat, qui était de fournir à ses membres et à l'OCDE une panoplie d'outils pour, entre autres, remédier à la fragilité des États, œuvrer au développement des capacités et concevoir des moyens novateurs d'améliorer les services publics, y compris par la « sous-traitance » à des prestataires extérieurs à l'État. Ces outils seront intégrés dans les travaux de l'Organisation sur le développement. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/pgd

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est l'émanation de la plus ancienne initiative de solidarité et de partenariat entre la zone OCDE et l'Afrique. Il a été créé en 1976 par des pays membres de l'OCDE pour mobiliser le soutien et l'attention de la communauté internationale sur les sécheresses à répétition frappant la région du Sahel. Face à l'interdépendance croissante des pays de la région, le Club a étendu en 2001 son champ géographique à l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest. Fondé sur le principe du partage des savoirs et des expériences, le Club met ses ressources au service des priorités définies et des actions mises en oeuvre par les organisations régionales ouest-africaines. En 2011, la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) sont devenus membres du Club.

Les membres du CSAO font preuve d'une détermination commune à œuvrer de concert au développement et à l'intégration de l'Afrique occidentale. Dans cette optique, le Club suit de près les évolutions socio-économiques, politiques et environnementales de la région, mène des analyses prospectives et promeut le dialogue. Il entend ainsi favoriser l'efficacité des mesures prises aussi bien par ses membres que par d'autres acteurs, et contribuer à mieux anticiper les possibilités de développement et les risques de conflit en Afrique de l'Ouest. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/csao

Comité consultatif économique et industriel

Fondé en 1962, le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) est officiellement reconnu par le Conseil de l'OCDE comme l'organe représentatif des milieux d'affaires des pays de l'Organisation. Le BIAC apporte un point de vue intersectoriel et pluridisciplinaire sur les travaux de l'OCDE présentant un intérêt particulier pour les milieux industriels. Il rassemble en permanence plus de 2 100 représentants des milieux d'affaires, issus de 50 associations patronales nationales dans les pays membres de l'OCDE et les principales économies non-membres, ainsi que de 29 associations sectorielles supranationales. Les membres du BIAC collaborent dans le cadre de 37 groupes d'orientation différents. En tant qu'association patronale internationale indépendante, le BIAC fait valoir, au nom des industriels, des positions consensuelles auprès de l'OCDE et de ses États membres, de sorte que les moyens et lignes d'action adoptés favorisent la croissance et la prospérité du secteur privé et, partant, contribuent à l'économie mondiale.

Durant l'année écoulée, le BIAC s'est avant tout employé à collaborer avec l'OCDE pour assurer une reprise économique durable et une création d'emplois reposant au premier chef sur le secteur privé. Le BIAC a exhorté les gouvernements à mettre en œuvre des politiques qui renforcent les perspectives d'emploi, l'innovation, la croissance verte, ainsi que le libre-échange et l'investissement. Il défend l'idée que le meilleur moyen de consolider la croissance consiste à privilégier les valeurs fondamentales de l'économie de marché, notamment la prime à l'activité professionnelle et à l'investissement productif, l'incitation à une prise de risques mesurée ainsi que la transparence.

Le BIAC compte participer activement à la Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2011 ainsi qu'aux célébrations du 50e anniversaire de l'OCDE. Son assemblée générale, qui s'est tenue à Budapest les 7 et 8 avril 2011, était inscrite au programme des célébrations du 50e anniversaire. À cette occasion, le BIAC a publié une publication commémorative regroupant des témoignages d'industriels sur l'utilité des travaux de l'Organisation pour les milieux d'affaires. Le BIAC espère que l'OCDE jouera un rôle accru dans l'architecture économique mondiale au cours des prochaines années, et se déclare prêt à soutenir les efforts qu'elle déploiera en ce sens. ■

Pour plus de renseignements : www.biac.org

Commission syndicale consultative

La Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) est l'organe de liaison entre l'Organisation et le mouvement syndical. Le TUAC compte 59 centrales syndicales affiliées dans les pays de l'OCDE, lesquelles représentent plus de 61 millions de travailleurs.

Au cours de l'année écoulée, le TUAC a concentré ses efforts sur la réponse à la crise économique, soulignant l'urgente nécessité de politiques de lutte contre la crise propres à stimuler la croissance, à protéger les emplois existants et à en créer de nouveaux, parallèlement à un renforcement de la réglementation du secteur financier. À moyen terme, la Commission préconise un changement radical d'orientation du modèle économique sous-jacent pour susciter une économie mondialisée plus forte, où les revenus seraient répartis plus équitablement. Le TUAC a coordonné les contributions des syndicats aux sommets du G8 et du G20 et aux conférences sur l'emploi, en collaboration avec la Confédération syndicale internationale (CSI) et les syndicats des pays non-membres de l'OCDE.

En outre, le TUAC a intensifié les travaux visant à ce que le fonctionnement des marchés mondiaux soit équilibré par des règles efficaces régissant les entreprises multinationales. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ont un potentiel considérable en tant qu'instrument de protection des droits des travailleurs et d'instauration du développement durable. Le TUAC et ses partenaires de Global Unions ont contribué à la mise à jour des Principes directeurs, en tirant des enseignements du passé afin d'améliorer les résultats à l'avenir et de veiller à ce que cette mise à jour corresponde en fait à une mise à niveau. ■

Les membres du Bureau du TUAC sont :

Président : **Richard Trumka**, Président de l'AFL-CIO, États-Unis ; Vice-présidents : **Luc Cortebeek**, Président de la CSC, Belgique ;

Marie-Louise Knuppert, Secrétaire nationale de LO, Danemark ; **Nobuaki Koga**, Président de la RENGO, Japon ;

Secrétaire général : **John Evans**

Pour plus d'informations, voir : www.tuac.org



ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE (01 2011 13 2) No. 58094 2011

OCDE Paris

2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 33 (0) 1 45 24 81 67
Fax : 33 (0) 1 45 24 99 30
E-mail : sales@oecd.org
Commande en ligne : www.oecd.org/librairie

Centre OCDE de Berlin

Schumannstrasse 10, D-10117 Berlin
Tél. : 49 30 288 8353
Fax : 49 30 288 83545
E-mail : berlin.centre@oecd.org
Internet : www.oecd.org/berlin

L'OCDE DANS LE MONDE

www.oecd.org

Centre OCDE de Mexico

Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia : Polanco, C.P. 11560, México, D.F.
Tél. : 52 55 91 38 62 33
Fax : 52 55 52 80 04 80
E-mail : mexico.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/centrodemexico

Centre OCDE de Tokyo

3rd Floor, Nippon Press Center Building
2-2-1 Uchisaiwaicho
Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011
Tél. : 81 3 5532 0021
Fax : 81 3 5532 0035
E-mail : tokyo.contact@oecd.org
Internet : www.oecdtokyo.org

Centre OCDE de Washington

2001 L Street, NW, Suite 650, Washington DC 20036-4922
Tél. : 1 202 785 6323
Fax : 1 202 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org